



Nations Unies

Rapport financier et états financiers audités

de l'année terminée le 31 décembre 2022

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume IV
Université des Nations Unies**

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-dix-huitième session
Supplément n° 5**



Rapport financier et états financiers audités

de l'année terminée le 31 décembre 2022

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Volume IV
Université des Nations Unies



Nations Unies • New York, 2023

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	5
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes .	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	10
Résumé	10
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode	13
B. Constatations et recommandations	14
1. Suite donnée aux recommandations antérieures	14
2. Aperçu de la situation financière	15
3. Mise en service du nouveau progiciel de gestion intégré	19
4. Gestion globale des risques	19
5. Accord de coopération du Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie	26
6. Gestion des ressources humaines	29
7. Questions de comptabilité	30
C. Informations communiquées par l'administration	33
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens	33
2. Versements à titre gracieux	33
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	33
D. Remerciements	34
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'année financière terminée le 31 décembre 2021	35
III. Certification des états financiers	46
IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022	47
A. Introduction	47
B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022	48
C. Perspectives	56
Annexe	
Renseignements complémentaires	57

V.	États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022	58
I.	État de la situation financière au 31 décembre 2022	58
II.	État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022	60
III.	État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2022	61
IV.	État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2022	62
V.	État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'année terminée le 31 décembre 2022	64
	Notes relatives aux états financiers	65

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2023, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les comptes de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Contrôleur pour tous les éléments de caractère significatif.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Signé) António **Guterres**

**Lettre datée du 26 juillet 2023, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes ainsi que le rapport financier et les états financiers audités de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Université des Nations Unies (l'UNU ou l'Université), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2022, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'UNU conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

La responsabilité des autres informations incombe au Secrétaire général. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de l'audit des états financiers, notre obligation consiste à lire ces autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Secrétaire général est responsable de la préparation et de la présentation fidèle d'états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle

interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Secrétaire général qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Université à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Secrétaire général a l'intention de liquider l'Université ou de cesser son activité, ou si aucune solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Université.

Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre de notre audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants et suffisants pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Université ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Secrétaire général, de même que des informations fournies par ce dernier ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Secrétaire général du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Université à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos

conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Université à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, les opérations comptables de l'Université qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit de l'Université.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) Pierre **Moscovici**

Le 26 juillet 2023

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

L'Université des Nations Unies (UNU ou l'Université) est l'organisme des Nations Unies dédié à la recherche ainsi qu'un centre de réflexion ayant vocation à proposer des solutions. Le Centre de l'UNU s'occupe de l'administration, de la coordination et de la prestation de services pour l'ensemble du système de l'Université. Les principaux travaux de recherche et d'étude de l'Université sont réalisés dans le cadre d'un réseau mondial composé d'instituts de recherche et de formation ainsi que de divers programmes de recherche.

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'Université pour l'année achevée le 31 décembre 2022. L'audit a été mené au Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT), à Maastricht (Royaume des Pays-Bas), du 28 novembre au 16 décembre 2022, ainsi qu'au siège de l'UNU à Tokyo et au bureau administratif de l'UNU à Putrajaya (Malaisie), du 16 janvier au 17 février 2023 et du 3 au 28 avril 2023.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'Université, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2022 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également examiné la gestion de l'Université en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS.

Conclusion générale

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de l'Université pour l'année terminée le 31 décembre 2022. Il a toutefois constaté que des améliorations pouvaient être apportées en ce qui concerne la gestion globale des risques, l'accord de coopération

de l'UNU-MERIT, l'informatique et les communications, la gestion des ressources humaines et les questions comptables.

Le montant total des produits s'étant établi à 54,19 millions de dollars et celui des charges à 146,11 millions, les états financiers font apparaître un déficit net de 91,92 millions de dollars, qui tient essentiellement à la diminution de la juste valeur des placements du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies et à une réduction des contributions volontaires. La situation financière générale de l'Université est restée saine, les actifs courants étant plus de cinq fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif, plus de sept fois supérieur à celui du passif.

Principales constatations

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

Dispositions de l'accord de coopération

Le Comité a noté que des membres du personnel en poste n'étaient pas sous contrat avec l'UNU-MERIT. En outre, le Centre avait engagé des consultants qui ne figuraient pas dans l'organigramme. L'accord de coopération n'avait par ailleurs pas été officiellement mis à jour au 31 octobre 2022 en ce qui concerne les programmes à mettre au point et les participants, ce qui posait divers problèmes administratifs.

Améliorations à apporter à la gestion des risques

Le Comité a comparé les inventaires des risques de 2022 et de 2021 et a constaté les mêmes insuffisances dans les inventaires des deux années, telles que la non-désignation ou la désignation inadéquate de propriétaires de risque et l'omission de risques. Il n'a en outre trouvé aucune trace écrite de discussions sur l'évaluation des risques ou des risques élevés recensés par les instituts. Enfin, le Comité a relevé que les principaux membres du personnel qui intervenaient dans la gestion des risques n'avaient pas reçu de formation dans ce domaine.

Exhaustivité des inventaires des risques

En examinant les inventaires des risques, le Comité a noté qu'un institut n'en avait pas établi en 2022. De plus, seuls 64 % des risques avaient été évalués et aucune explication n'avait été donnée pour les 36 % qui ne l'avaient pas été. Le Comité a également constaté des erreurs de calcul dans les notes de risque résiduel et a noté que les critères de notation utilisés pour mesurer l'incidence financière et la probabilité des risques étaient fondés sur les mêmes valeurs que celles utilisées dans la méthode du Secrétariat de l'ONU, qui n'étaient pas adaptées au budget de l'Université.

Passifs non comptabilisés

Le Comité a examiné les opérations relatives à des factures extraites du progiciel de gestion intégré (Quantum) qui avaient été reçues entre janvier et mars 2023. Il a constaté que des opérations portant sur l'année financière 2022, d'un montant total de 80 459 dollars, n'avaient pas été comptabilisées en charges à payer par l'Université.

Principales recommandations

Sur la base de ses constatations, le Comité recommande que l'Université :

Dispositions de l'accord de coopération

a) veille à ce que l'UNU-MERIT révise périodiquement l'accord de coopération signé le 1^{er} mai 2007, en fonction de la durée des programmes, de façon à délimiter les activités menées par chacune des parties ;

b) veille à ce que l'UNU-MERIT définisse officiellement, en collaboration avec l'Université de Maastricht, les directives que l'ensemble du personnel intervenant dans les activités de l'UNU-MERIT doit appliquer afin d'assurer le respect des normes de l'UNU ;

Améliorations à apporter à la gestion des risques

c) veille à ce que l'administration examine minutieusement les inventaires des risques de façon à détecter les erreurs et incohérences dans le processus d'évaluation des risques et à y remédier conformément à la politique relative aux risques ;

d) garde une trace écrite des principaux problèmes et recommandations sur la gestion globale des risques examinés pendant les séances du groupe de gestion ;

e) dispense des formations aux principaux membres du personnel qui interviennent dans le processus de gestion des risques ;

Exhaustivité des inventaires des risques

f) veille à ce que tous les instituts donnent des explications sur l'évaluation des risques dans les inventaires des risques ;

g) justifie, dans les inventaires des risques, les cas où un risque relevant de son univers de risques ne s'applique pas ;

h) mette à jour les risques inscrits dans les inventaires des risques aux fins de l'évaluation des risques à l'échelle de l'Université dans son ensemble ;

i) adapte à son contexte budgétaire les valeurs de référence utilisées pour l'incidence financière dans le tableau des critères de notation ;

j) s'assure que les instituts utilisent l'échelle de notation qu'elle a adoptée lorsqu'ils évaluent l'incidence et la probabilité des risques et lorsqu'ils calculent les notes de risque ;

Passifs non comptabilisés

k) détermine officiellement les raisons pour lesquelles des opérations ne sont pas comptabilisées en dettes et charges à payer et qu'elle élabore et mette en place, sur cette base, un dispositif de contrôle de la clôture des comptes de dettes et charges à payer en fin d'année qui lui permette de suivre, d'examiner et de rapprocher tout élément de passif non comptabilisé.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Le Comité a constaté que, sur les 27 recommandations qui restaient à appliquer au 31 décembre 2021, 16 (soit 59 %) avaient été appliquées, 10 (soit 37 %) étaient en cours d'application et 1 (soit 4 %) était devenue caduque.

Chiffres clés

54,19 millions de dollars	Total des produits
146,11 millions de dollars	Total des charges
91,92 millions de dollars	Déficit pour l'année ^a
521,51 millions de dollars	Actif
66,84 millions de dollars	Passif
454,67 millions de dollars	Actif net
31,86 millions de dollars	Budget réel de l'Université des Nations Unies calculé sur une base comparable pour les réseaux de recherche et de formation et la diffusion de l'information
13	Nombre d'instituts de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies

^a Le déficit tient essentiellement à la variation de la juste valeur du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies, qui est soumise aux lois du marché.

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. Le 6 décembre 1973, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies (ci-après l'UNU ou l'Université), dans laquelle l'Université est définie comme une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies. L'Université consacre ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité, en accordant toute l'attention voulue aux sciences sociales et humaines ainsi qu'aux sciences exactes et naturelles, pures et appliquées.

2. L'Université mène ses recherches dans le cadre d'un réseau mondial d'instituts et de programmes universitaires dont les activités sont coordonnées par le Centre de l'UNU. Ce dernier s'occupe de l'administration, de la coordination et de la prestation de services pour l'ensemble du système de l'Université. Son siège principal se trouve à Tokyo, mais il dispose de plusieurs bureaux auxiliaires, dont un bureau chargé des services administratifs et financiers à Putrajaya (Malaisie) (qui était auparavant situé à Kuala Lumpur). Les principaux travaux de recherche et d'étude de l'Université sont réalisés dans le cadre d'un réseau mondial composé de 13 instituts de recherche et de formation¹.

¹ Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC) ; Institut pour les études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS) ; Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS) ; Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES) ; Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS) ; Institut de recherche économique et sociale (UNU-IESR) ; Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH) ; Institut international pour la technologie des logiciels (UNU-IIST) ; Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA) ; Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) ; Institut pour le développement durable (UNU-IRADDA) ; Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT) ; Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER).

3. L'Université n'est pas financée par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Elle est financée uniquement par des contributions volontaires et par le revenu des placements provenant de son fonds de dotation, lequel est constitué des contributions volontaires de donateurs non distribuées, qui sont constamment investies pour dégager des recettes servant à financer les activités et le fonctionnement des instituts.

4. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

5. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2022 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

6. Le Comité a également procédé à l'examen de la gestion de l'Université en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

7. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'Université, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

8. Comme indiqué dans le tableau II.1, sur les 27 recommandations qui restaient à appliquer au 31 décembre 2021, 16 (soit 59 %) ont été appliquées, 10 (soit 37 %) sont en cours d'application et 1 (soit 4 %) est devenue caduque. On trouvera à l'annexe du chapitre II des précisions sur l'état d'application des recommandations.

Tableau II.1
État d'application des recommandations

Rapport et année sur laquelle porte l'audit	Nombre de recommandations	Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2021	Recommandations appliquées	Recommandations en cours d'application	Recommandations non appliquées	Recommandations devenues caduques	Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2022
A/72/5 (Vol. IV) , chap. II (2016)	20	1	—	1	—	—	1
A/73/5 (Vol. IV) , chap. II (2017)	43	—	—	—	—	—	—
A/74/5 (Vol. IV) , chap. II (2018)	3	—	—	—	—	—	—
A/75/5 (Vol. IV) , chap. II (2019)	22	1	1	—	—	—	—
A/76/5 (Vol. IV) , chap. II (2020)	7	2	2	—	—	—	—
A/77/5 (Vol. IV) , chap. II (2021)	23	23	13	9	—	1	9
Total	118	27	16	10	0	1	10

9. Bien que le taux d'application de 59 % témoigne de la volonté de l'Université de donner suite aux recommandations des années antérieures, le Comité constate avec préoccupation qu'une recommandation formulée il y a plus de cinq ans n'a toujours pas été appliquée. Cette recommandation, qui a trait à l'informatique et aux communications, préconise que l'UNU-EHS et le Vice-rectorat de l'Université des Nations Unies en Europe (UNU-ViE) planifient, formalisent et mènent toutes les activités voulues pour assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre.

2. Aperçu de la situation financière

Situation financière

10. Au 31 décembre 2022, le total de l'actif de l'Université s'élevait à 521,51 millions de dollars, contre 612,80 millions de dollars en 2021, soit une diminution de 14,90 % (91,29 millions de dollars). Cette diminution tient en grande partie au fait que les placements ont enregistré une baisse de 16,47 % (79,20 millions de dollars) pour s'établir en fin d'année à 401,60 millions de dollars (contre 480,80 millions de dollars en 2021), ce qui s'explique par la dépréciation de leur juste valeur marchande due à la volatilité des marchés. Un autre facteur est la réduction de 45,32 % (11,27 millions de dollars) des contributions volontaires non courantes à recevoir, qui se sont élevées à 13,60 millions de dollars (contre 24,87 millions de dollars en 2021), sachant que les accords de contributions volontaires pour chaque institut sont signés de façon cyclique.

11. Au 31 décembre 2022, les placements de l'Université représentaient 77,01 % du total de l'actif. Le montant des placements détenus dans le Fonds de dotation s'élevait à 373,83 millions de dollars, et la part de l'Université dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités de l'Organisation, à 27,77 millions de dollars.

12. En 2022, l'Université a modifié son portefeuille de fonds indiciels cotés pour y inclure des placements qui satisfont aux critères relatifs à l'environnement, aux aspects sociaux et à la gouvernance (ESG) ; ces placements se sont chiffrés à 350,69 millions de dollars et représentaient 93,81 % du portefeuille de placement du Fonds

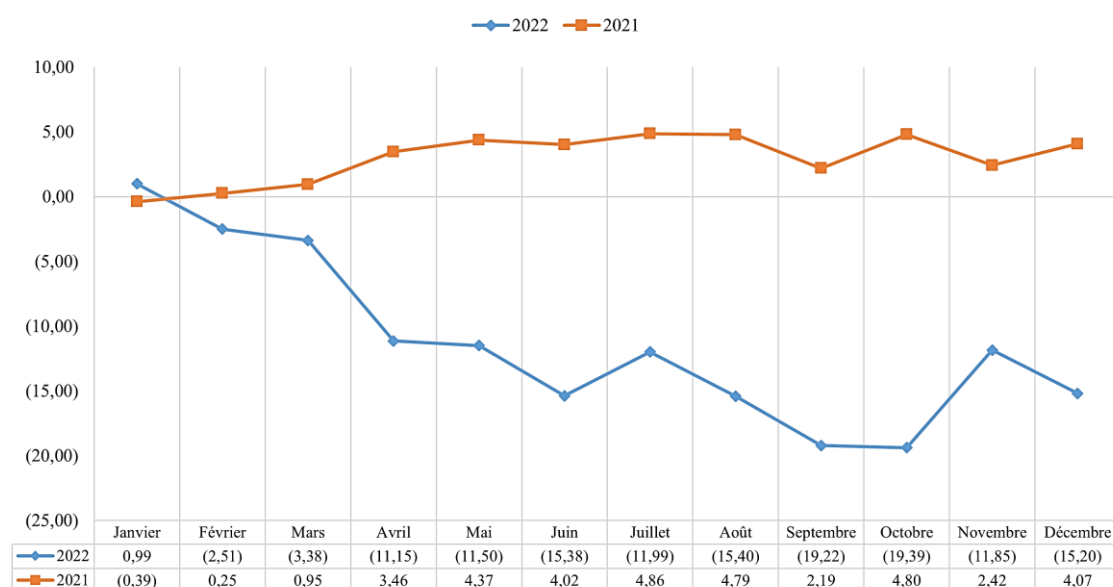
de dotation de l'UNU². La politique du Fonds de dotation dispose que 50 % des valeurs à revenu fixe et des actions dans les fonds indiciels cotés doivent satisfaire aux critères ESG.

13. Pour la période allant de janvier à décembre 2022, on a constaté une tendance à la baisse de la valeur des placements du Fonds de dotation de l'UNU, qui a diminué de 15,20 % (67,03 millions de dollars) pour s'établir à 373,83 millions de dollars à la fin de l'année (contre 440,86 millions de dollars fin 2021). Les variations sont indiquées dans la figure II.I.

Figure II.I

Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies : variation cumulée mensuelle pour 2022 et 2021

(En pourcentage)



Source : Rapports mensuels du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies pour 2022 et 2021.

14. L'Université a indiqué que le total du passif s'élevait à 66,84 millions de dollars au 31 décembre 2022, contre 70,68 millions de dollars en 2021, soit une diminution de 5,43 % (3,84 millions de dollars). Cette diminution est imputable aux engagements au titre des avantages du personnel, plus précisément à la réduction de 29,17 % des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui se sont chiffrés à 7,02 millions de dollars (contre 9,91 millions de dollars en 2021), ainsi qu'à une diminution des dettes et charges à payer, plus précisément à une réduction de 25,80 % des sommes à régler au titre des placements, qui se sont établies à 3,94 millions de dollars au 31 décembre 2022 (contre 5,31 millions de dollars en 2021).

Résultats financiers

15. Le montant total des produits de l'Université s'est établi à 54,19 millions de dollars (contre 107,01 millions de dollars en 2021) et celui des charges, à

² Les actions de marchés émergents correspondant au pourcentage restant seront remplacées par des actifs satisfaisant aux critères ESG étant acceptables pour le Fonds de dotation de l'UNU lorsque les avoirs sous gestion atteindront au moins 100,00 millions de dollars.

146,11 millions de dollars (contre 78,15 millions de dollars en 2021), d'où un déficit de 91,92 millions de dollars (contre un excédent de 28,85 millions de dollars en 2021).

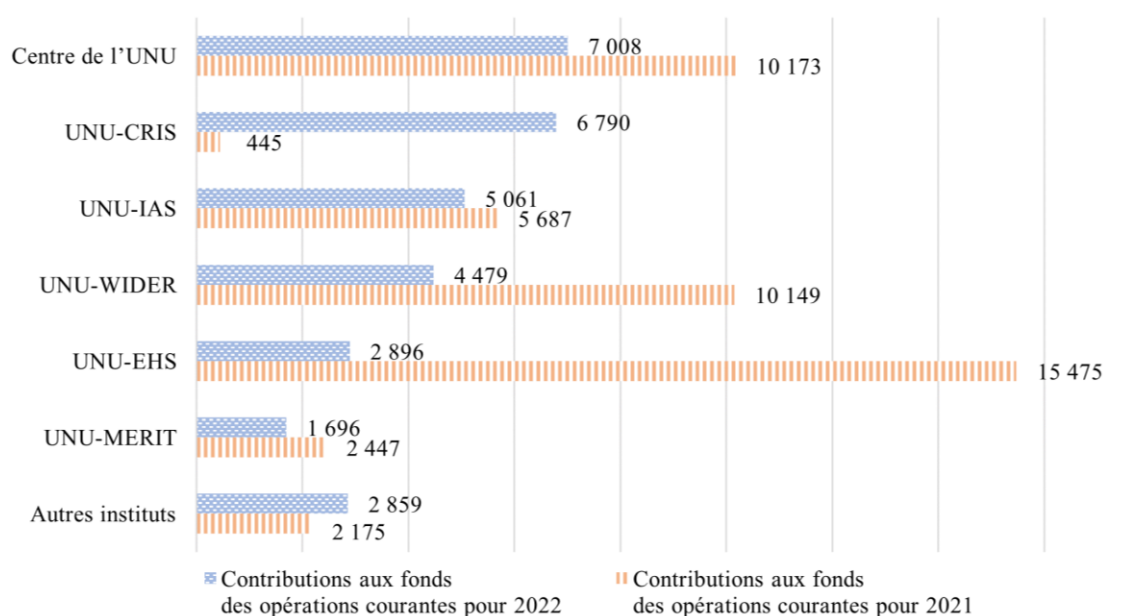
16. Les produits ont diminué de 49,36 % (52,82 millions de dollars) étant donné que les placements n'ont pas généré de produits (contre 33,51 millions de dollars en 2021) en raison des fluctuations des marchés et que les contributions volontaires ont affiché une baisse de 19,30 millions de dollars, le nombre de contrats pluriannuels signés en 2022 ayant été inférieur au nombre de contrats signés en 2021.

17. L'Université a déclaré des produits provenant des contributions volontaires d'un montant total de 49,74 millions de dollars (contre 69,04 millions de dollars en 2021), ce qui représente une diminution de 27,95 % (19,30 millions de dollars), qui est due à une réduction de 35,29 % (16,81 millions de dollars) des contributions financières volontaires, qui se sont établies à 30,83 millions de dollars (contre 47,64 millions de dollars en 2021). La variation tient au fait que le financement de l'Université est cyclique et que les produits sont comptabilisés au moment du renouvellement des accords avec les pays hôtes, dès que certains critères sont réunis. Les contributions aux fonds des opérations courantes pour 2021 et 2022 sont présentées dans la figure II.II.

Figure II.II

Contributions aux fonds des opérations courantes pour 2022 et 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)



Source : État des contributions, contributions aux fonds des opérations courantes pour 2022 et 2021.

18. Le total des charges s'est élevé à 146,11 millions de dollars (contre 78,15 millions de dollars en 2021), ce qui représente une augmentation de 86,96 % (67,96 millions de dollars), qui tient à la hausse des charges de placement, qui sont passées de zéro à 66,66 millions de dollars au 31 décembre 2022, sous l'effet des fluctuations de la juste valeur marchande des placements. Les traitements, indemnités et prestations se sont chiffrés à 29,57 millions de dollars (contre 29,17 millions de dollars en 2021), soit une légère augmentation de 1,37 % (0,40 million de dollars) découlant de la hausse de 58,51 % (1,1 million de dollars) des autres avantages du personnel, qui ont atteint 2,98 millions de dollars (contre 1,88 million de dollars en 2021). Cette hausse tient à l'augmentation des charges comptabilisées en 2022 pour

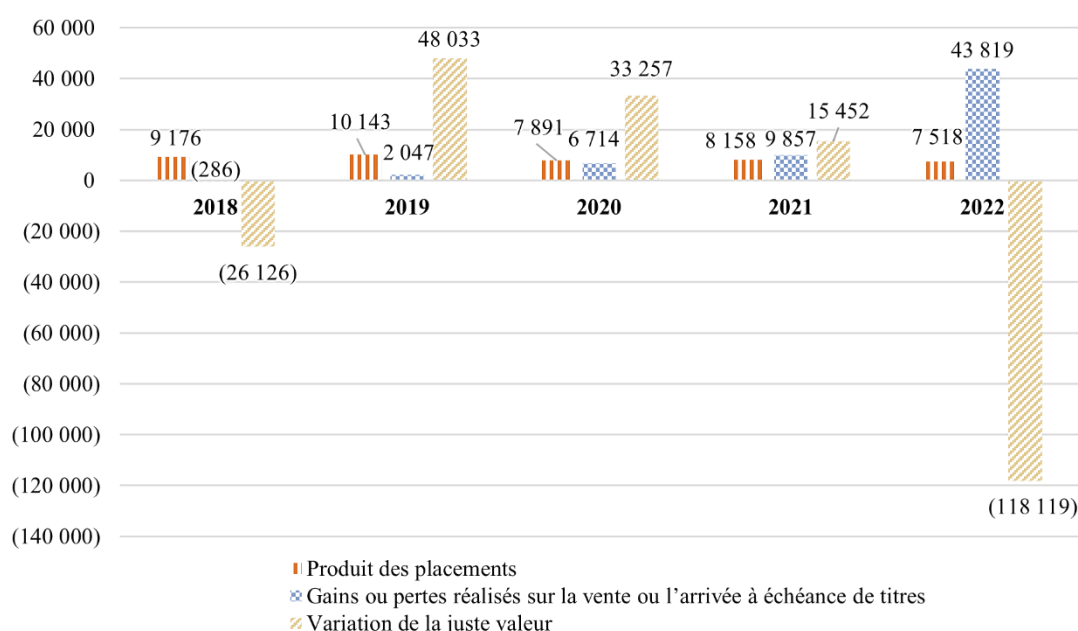
les voyages de congé dans les foyers, à la suite de la levée des restrictions des déplacements après la pandémie.

19. Au 31 décembre 2022, les charges de placement (montant net) s'étaient accrues en raison d'une moins-value latente. Si la juste valeur marchande a diminué de 118,12 millions de dollars, cette baisse a été marginalement compensée par des produits des placements de 7,52 millions de dollars (contre 8,16 millions de dollars en 2021) et par la plus-value réalisée sur la vente de fonds indiciels cotés pour un montant de 43,82 millions de dollars (contre 9,86 millions de dollars en 2021). On trouvera les variations du montant net des produits ou charges du Fonds de dotation pour les cinq dernières années dans la figure II.III.

Figure II.III

Montant net des produits ou charges du Fonds de dotation (2018-2022)

(En milliers de dollars des États-Unis)



Source : États financiers de l'Université des Nations Unies de 2018 à 2022.

Ratios financiers

20. D'après les ratios indiqués dans le tableau II.2, la situation financière générale de l'Université est stable, le montant des actifs courants étant cinq fois supérieur à celui des passifs courants, et le total de l'actif plus de sept fois supérieur à celui du passif. Le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité immédiate témoignent également d'un niveau de liquidité suffisant, vu que l'Université est en mesure d'honorer toutes ses dettes à court terme sans épuiser ses liquidités. L'entité a également placé une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie afin de ne pas les laisser dormir en banque et d'en tirer le plus grand profit possible. La baisse des ratios financiers enregistrée en 2022 tient principalement à une diminution de l'actif, notamment des placements et des contributions volontaires non courantes à recevoir.

Tableau II.2
Analyse des ratios

Ratio	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Total de l'actif/total du passif^a		
Actif/passif	7,80	8,67
Ratio de liquidité générale^b		
Actif courant/passif courant	5,71	6,14
Ratio de liquidité relative^c		
(Disponibilités + placements à court terme + créances)/ passifs courants	5,66	6,11
Ratio de liquidité immédiate^d		
(Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants	3,08	3,99

Source : États financiers de l'Université.

^a Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme).

3. Mise en service du nouveau progiciel de gestion intégré

Migration d'Atlas à Quantum

21. En 2020, un projet devant s'étaler sur plusieurs années, mené par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a été lancé en vue de remplacer le progiciel de gestion intégré (Atlas) par une plateforme numérique hébergée dans le cloud, dénommée Quantum. Depuis 2020, la mise en service de Quantum a connu des retards en raison notamment de problèmes liés à la qualité et à la préparation des données et des tests qui se sont poursuivis.

22. En 2022, diverses opérations ont été menées à bien pour préparer le lancement du nouveau progiciel de gestion intégré, comme la conversion des données et la mise à l'essai de la fonction d'établissement des états de paie. De mars à novembre 2022, l'Université a également participé à trois essais d'acceptation par les utilisateurs.

23. Il convient de souligner que Quantum, qui contient des modules pour la gestion des ressources humaines, les achats, les finances et la gestion de projet, a été mis en service à l'Université en janvier 2023 et que le système comptable qui a servi à établir les états financiers pour la période terminée le 31 décembre 2022 était donc Atlas.

24. Étant donné que des opérations ont commencé à être effectuées à l'aide de Quantum en 2023, le Comité tient à souligner que les principaux processus opérationnels et les soldes d'ouverture seront examinés dans le cadre de l'audit pour l'année se terminant le 31 décembre 2023.

4. Gestion globale des risques

25. Conformément à la politique de gestion globale des risques de l'ONU approuvée en 2015, la gestion globale des risques est un processus de recensement, d'analyse, d'évaluation, de traitement et de suivi des risques associés à l'exécution du mandat

de l'Université qui est conduit à l'échelle de l'entité de manière structurée, intégrée et systématique. Dans le cadre de ce processus, chaque institut est tenu de procéder à une évaluation annuelle des risques, lorsque des risques sont recensés, et de donner dans son inventaire des risques des explications sur les mesures prises et le plan de gestion risques adopté afin d'atténuer les répercussions négatives que ces risques pourraient avoir.

26. Par la suite, en 2019, l'Université a publié un document contenant des directives actualisées sur la gestion globale des risques donnant des précisions sur l'évaluation des risques.

Exhaustivité des inventaires des risques

27. La politique relative aux risques porte à la fois sur les risques stratégiques associés aux activités menées afin d'atteindre les objectifs définis dans la Charte de l'Université et dans le plan stratégique et sur les risques inhérents aux opérations quotidiennes de l'Université.

28. La politique relative aux risques fixe divers objectifs en la matière, notamment : faire de la gestion des risques une partie intégrante des procédures et activités de l'ensemble du système de l'ONU ; atteindre de manière plus efficace les objectifs fixés en recensant, évaluant et gérant systématiquement les risques auxquels sont exposés le Centre ainsi que les instituts et programmes de l'ONU ; accroître la transparence à l'échelle de l'Université et auprès des parties prenantes.

29. L'Université a établi 13 inventaires des risques qui étaient disponibles pour évaluation en 2022 :

a) Les inventaires des risques de l'ONU-MERIT, l'ONU-FLORES, l'ONU-EHS, l'ONU-IIST, l'ONU-INRA, l'ONU-INWEH, l'ONU-CRIS, l'ONU-IIGH, l'ONU-IAS et de l'ONU-WIDER ;

b) Les inventaires des risques du Centre de l'ONU (bureaux de Tokyo et de Putrajaya), le Centre de recherche sur les politiques de l'Université des Nations Unies (ONU-CPR) et le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques (ONU-EGOV).

30. Le Comité a constaté que l'ONU-BIOLAC, l'ONU-IRADDA et l'ONU-IESR n'avaient pas établi d'inventaire des risques, mais que ni l'ONU-IRADDA ni l'ONU-IESR n'était opérationnel.

31. Il a été observé que, sur le total des 479 risques à évaluer (473 risques figurant dans les 13 inventaires des risques et 6 risques supplémentaires inscrits dans 4 inventaires), seuls 305 risques avaient été évalués (64 %). Sur les 174 risques non évalués, il était précisé dans 13 cas que les risques ne s'appliquaient pas et, dans 146 cas, il n'était pas précisé pourquoi les risques n'avaient pas été évalués.

32. Le Comité a également constaté que certains des risques qui pouvaient s'appliquer au siège comme aux instituts avaient été évalués dans moins de la moitié des inventaires, notamment : le risque de ne pas assurer la protection matérielle et la gestion des stocks, des équipements et d'autres actifs corporels ; le risque de ne pas être en mesure de contribuer comme il se doit à l'élaboration des politiques nécessaires ; le risque de ne pas être en mesure de répondre aux demandes d'élaboration de politiques ; le risque de ne pas parvenir à trouver, recruter ou retenir des fonctionnaires qualifiés et assurer ainsi une dotation en effectifs optimale et équilibrée.

33. Pour ce qui est des critères de notation servant à mesurer l'incidence et la probabilité des risques, l'Université a adopté la méthode utilisée par le Secrétariat de

l'ONU, qui prévoit des notes allant de 1 à 5 pour l'incidence et pour la probabilité. L'un des paramètres préconisés selon cette méthode pour l'évaluation de l'incidence des risques est l'incidence financière, qui est mesurée en termes budgétaires. Il a toutefois été constaté que les mêmes valeurs que celles indiquées dans la méthode du Secrétariat de l'ONU étaient utilisées dans la politique relative aux risques et qu'elles n'avaient pas été adaptées au budget de l'Université. En effet, dans certains cas, l'incidence minimale se chiffrait à 100 millions de dollars, soit un montant supérieur au budget annuel de l'Université.

34. En outre, le Comité a constaté des erreurs de calcul dans les notes de trois risques résiduels d'un inventaire des risques et a relevé que des notes supérieures à 5 avaient été attribuées dans le cadre de l'évaluation de l'incidence dans deux autres inventaires.

35. Le Comité est d'avis que les insuffisances constatées dans le processus d'évaluation des risques de l'ONU portent à croire que des risques consignés par telle ou telle entité dans son inventaire des risques peuvent ne pas la concerner ou que l'évaluation de ces risques n'est pas forcément utile et qu'il faudrait donc actualiser les inventaires en question.

36. En outre, bien qu'il soit conscient de la nature décentralisée de l'Université et de ses instituts, le Comité estime que l'évaluation des risques devrait être fondée sur des normes et des paramètres permettant une comparaison entre les inventaires des risques établis par les différentes unités administratives et entre les risques qui y sont inscrits, ce qui favoriserait une gestion efficace des risques à l'échelle de l'Université dans son ensemble.

37. Le Comité estime qu'il importe que tous les instituts et le siège établissent leurs inventaires des risques et évaluent tous les risques qui y sont inscrits, en donnant une brève explication dans les cas où les risques ne s'appliquent pas ou lorsqu'ils ne sont pas évalués. De plus, il est essentiel de calculer correctement la note de risque en utilisant les mêmes critères pour évaluer l'incidence et la probabilité des risques, dans la mesure où l'attribution de notes de risque résiduel en dehors de l'échelle de 1 à 5 n'est pas conforme à la catégorisation des risques adoptée par l'Université, ce qui pourrait empêcher les comparaisons entre les instituts et le siège.

38. Le Comité estime que la non-adaptation des valeurs de référence pour l'évaluation de l'incidence financière des risques pourrait aboutir à une estimation inexacte des conséquences que pourraient avoir les risques s'ils se concrétisaient. L'adaptation des références budgétaires améliorerait l'évaluation puisqu'elle rendrait la note de risque plus précise.

39. Le Comité recommande que l'Université veille à ce que tous les instituts donnent des explications sur l'évaluation des risques dans les inventaires des risques.

40. Le Comité recommande que l'Université justifie, dans les inventaires des risques, les cas où un risque relevant de son univers de risques ne s'applique pas.

41. Le Comité recommande que l'Université adapte à son contexte budgétaire les valeurs de référence utilisées pour l'incidence financière dans le tableau des critères de notation.

42. Le Comité recommande que l'Université s'assure que les instituts utilisent l'échelle de notation qu'elle a adoptée lorsqu'ils évaluent l'incidence et la probabilité des risques et lorsqu'ils calculent les notes de risque.

43. Le Comité recommande que l'Université mette à jour les risques inscrits dans les inventaires des risques aux fins de l'évaluation des risques à l'échelle de l'Université dans son ensemble.

44. L'Université a accepté la première recommandation.

45. L'Université n'a pas accepté la deuxième recommandation et a expliqué qu'elle avait passé en revue le catalogue des risques du Secrétariat de l'ONU et établi un univers de risques plus restreint à utiliser par les instituts et pour les opérations. Il était prévu que tous les risques de l'univers de risques ne s'appliqueraient pas à tous les instituts.

46. Étant donné que l'univers de risques de l'Université a déjà été délimité, le Comité estime qu'une justification en bonne et due forme des risques de l'univers de risques qui n'ont pas été évalués est d'autant plus nécessaire, puisque cela permettrait de comparer les informations entre les instituts et de vérifier si les justifications données pour un même risque recensé sont conformes aux dispositions applicables ou de déterminer si un risque ignoré aurait dû être évalué. La recommandation est donc maintenue.

47. L'Université a souscrit aux troisième, quatrième et cinquième recommandations.

Désignation des propriétaires des risques et définition de la fonction

48. La politique relative aux risques dispose que les instituts désignent un ou une propriétaire du risque pour chaque risque évalué dans les inventaires des risques et que la note de risque résiduel est déterminée selon l'appréciation du ou de la propriétaire, qui tiendra compte de sa perception de l'efficacité des contrôles internes.

49. Le Comité a noté que, bien qu'il faille désigner des propriétaires des risques dans l'inventaire des risques, les fonctions et attributions de ces personnes ne sont définies ni dans la politique de gestion globale des risques ni dans les directives actualisées.

50. En outre, lorsqu'il a examiné les 13 inventaires des risques disponibles, le Comité a constaté différents problèmes en ce qui concerne la désignation des propriétaires des risques, à savoir :

a) Pour 30 des 290 risques évalués, aucun(e) propriétaire du risque n'avait été désigné(e) ;

b) Presque tous les instituts avaient désigné leur directeur ou directrice propriétaire de risques, mais trois ont indiqué que leur directeur ou directrice était propriétaire de la plupart des risques ;

c) Un institut a rempli une entrée de l'inventaire des risques en indiquant que le risque s'appliquait, mais n'a pas désigné de propriétaire du risque ;

d) Dans cinq instituts, des groupes de fonctionnaires, comme « tous les membres du personnel », « l'équipe de direction » ou encore « la direction et les membres du personnel », plutôt qu'une seule personne avaient été désignés propriétaires de risques ;

e) Dans trois registres des risques, l'institut lui-même avait été désigné propriétaire de risques.

51. Le Comité considère que les insuffisances constatées dans la désignation des propriétaires des risques peuvent compromettre la participation du personnel à l'évaluation des risques ainsi que l'application du principe de responsabilité pour ce qui est de la gestion des risques. De plus, si ce rôle est mal attribué, le recensement des contrôles et l'évaluation de leur efficacité, qui vise à réduire ou atténuer les

risques évalués, pourrait en pâtir et aboutir à une estimation inexacte de la note de risque résiduel, qui pourrait être importante pour les instituts.

52. Le Comité est d'avis qu'il est essentiel de désigner des personnes compétentes chargées de recenser les contrôles en place et d'évaluer leur efficacité. En outre, le fait de désigner propriétaire d'une grande partie des risques le directeur ou la directrice de l'institut peut aboutir à ce que les membres du personnel qui exécutent les contrôles relatifs aux risques évalués soient laissés de côté et que leur opinion sur l'efficacité des contrôles ne soit pas prise en compte pour déterminer le risque résiduel.

53. Le Comité recommande que l'Université mette à jour sa politique de gestion globale des risques et y inclue une définition de la fonction de propriétaire du risque dans laquelle seraient au moins précisés les responsabilités et les objectifs et résultats à atteindre.

54. Le Comité recommande que tous les instituts de l'Université désignent un ou une propriétaire du risque pour chaque risque évalué dans l'inventaire des risques.

55. L'Université a accepté les recommandations.

Plans de traitement des risques élevés

56. D'après la politique relative aux risques, des plans de traitement doivent être établis par les instituts responsables pour les risques élevés.

57. En examinant les inventaires des risques, le Comité a constaté ce qui suit :

a) L'UNU-MERIT, l'UNU-FLORES, l'UNU-EHS et l'UNU-IIST avaient tous un risque pour lequel une note élevée de risque résiduel avait été attribuée, mais il n'était fait état d'aucun plan de traitement dans leurs inventaires des risques ;

b) L'UNU-INRA avait deux risques pour lesquels une note élevée de risque résiduel avait été attribuée, mais il n'était fait état d'un plan de traitement pour aucun de ces risques ;

c) L'UNU-INWEH comptait trois risques pour lesquels une note élevée de risque résiduel avait été attribuée, mais aucun n'était assorti d'un plan de traitement.

58. En ce qui concerne le Centre de l'UNU et ses unités, le Comité a fait les constatations suivantes :

a) Centre de l'UNU : une note élevée de risque résiduel avait été attribuée à quatre risques, mais il n'était fait état d'un plan de traitement pour aucun de ces risques dans l'inventaire ;

b) UNU-CPR : une note élevée de risque résiduel avait été attribuée à un risque, mais il n'était fait état d'aucun plan de traitement ;

c) UNU-EGOV : une note élevée de risque résiduel avait été attribuée à trois risques. Pour deux de ces risques, il était indiqué que les notes attribuées s'expliquaient par le fait que ces risques étaient impossibles à éviter, à transférer ou à partager étant donné qu'ils dépendaient de tierces parties. Pour le troisième risque, la raison était décrite. Toutefois, aucune de ces justifications ne pouvait être considérée comme un véritable plan de traitement.

59. Les risques les plus souvent considérés comme élevés avaient trait au financement extrabudgétaire de certains programmes des instituts, par exemple le risque découlant du fait que les instituts mènent des campagnes de mobilisation de fonds infructueuses ou insuffisantes ne leur permettant pas d'atteindre leurs objectifs,

de directives inadéquates en matière de mobilisation de fonds ou de problèmes de gestion des relations avec les donateurs. Les autres risques élevés portaient sur les marchés financiers, les stratégies en matière de ressources humaines et la planification des effectifs, l'établissement des budgets, les relations avec les pays hôtes, les contributions financières et la gestion du savoir.

60. Le Comité estime que l'absence de plan de traitement pourrait avoir une grande incidence sur les fonds des opérations courantes des instituts, entraver la capacité de ces derniers à obtenir des résultats et nuire à la productivité, à la formation et aux capacités du personnel si les scénarios décrits dans les inventaires des risques se concrétisaient.

61. Le Comité estime également qu'en établissant des plans de traitement, en particulier pour les risques auxquels une note élevée a été attribuée, les instituts sauraient quoi faire pour y faire face et, si ces risques venaient à se concrétiser, seraient dotés de mécanismes et d'outils pour les atténuer ou pour réduire leur incidence à un niveau tolérable.

62. Le Comité recommande que l'Université veille à ce que des plans de traitement fixant les mesures d'atténuation voulues soient établis au moins pour les risques élevés, tous inventaires des risques confondus.

63. L'Université a accepté la recommandation.

Améliorations à apporter à la gestion des risques

64. La politique relative aux risques fixe les objectifs de l'Université en matière de gestion des risques, notamment : promouvoir la sensibilisation aux risques, améliorer les fonctions de gouvernance et de contrôle, et renforcer la capacité de la haute direction, du Conseil de l'Université et des conseils consultatifs et comités des instituts et programmes de prendre des décisions en connaissance de cause en ce qui concerne les risques et avantages liés aux activités en cours ou nouvelles.

65. La politique dispose que la gestion des risques et des contrôles internes incombe à tous les cadres et membres du personnel de l'Université et définit la gouvernance des risques et les fonctions et attributions en la matière comme suit :

a) **Les directeurs des instituts et programmes** font rapport au Recteur ou à la Rectrice et aux conseils consultatifs et comités sur l'application de la politique de gestion globale des risques et l'instauration et le maintien d'un dispositif de contrôle interne solide ;

b) **Les conseils consultatifs et comités** supervisent les instituts et programmes pour ce qui est de la gestion des risques ;

c) **Le Recteur ou la Rectrice** examine, avec le groupe de gestion de l'Université, les risques élevés auxquels celle-ci est exposée et les stratégies proposées pour atténuer efficacement les risques communs aux différentes entités ayant été recensés et fait rapport au Conseil de l'ONU ;

d) **Le groupe de gestion**, qui agit en sa qualité de comité de la gestion globale des risques, examine chaque année les résultats des évaluations des risques, veille à l'efficacité du dispositif de gestion globale des risques et de contrôle interne et recommande tout changement nécessaire. Il est actuellement composé du Recteur, de la Directrice de l'administration, de la Directrice générale, de la Vice-Rectrice pour l'Europe et Directrice de l'ONU-EHS, de la Vice-rectrice principale et du Chef de cabinet ;

e) **Le Conseil de l'ONU** assure un contrôle de la gestion des risques au niveau de l'Université dans son ensemble et veille à ce que les membres de la haute

direction adoptent et maintiennent en place un dispositif de gestion globale des risques et de contrôle interne efficace.

66. En outre, les directives de l'Université sur la gestion globale des risques actualisées en 2019 disposent que les directeurs des instituts communiquent les inventaires des risques au Directeur ou à la Directrice de l'administration pour examen et compilation. Après quoi, les inventaires des risques révisés sont compilés et communiqués au groupe de la gestion pour examen, puis au Conseil de l'ONU et aux conseils consultatifs et comités.

67. Le Comité a comparé les inventaires des risques de 2022 et ceux de 2021 afin de recenser les éventuelles améliorations à apporter aux explications sur le processus d'évaluation des risques. Il a constaté les mêmes insuffisances dans les inventaires des risques des deux années, notamment la non-désignation ou la désignation inadéquate de propriétaires de risque, l'omission de risques, l'absence de plans de traitement pour des risques élevés et des inventaires des risques manquants. Ces erreurs laissent supposer que la procédure d'examen des inventaires des risques ne couvre pas ces points.

68. De surcroît, le Comité a examiné les procès-verbaux des séances du groupe de gestion et du Conseil de l'ONU qui se sont tenues en 2022 et n'a trouvé aucune mention de discussions sur l'évaluation des risques ou des risques élevés recensés par les instituts, discussions qui devraient se tenir conformément à la politique relative aux risques. Dans la mesure où les inventaires des risques sont établis au quatrième trimestre de chaque année, le Comité a tenu compte des évaluations des risques de 2021 et de 2022 lorsqu'il a examiné les procès-verbaux de séance de 2022.

69. Compte tenu de ce qui précède, le Comité s'est renseigné auprès du siège au sujet des formations relatives à la gestion des risques proposées au personnel. Dans la réponse obtenue, il était mentionné qu'il y avait eu une session de formation après que la politique de gestion globale des risques avait été adoptée en 2015, mais aucune formation actualisée ou nouvelle session ou atelier s'adressant aux nouvelles recrues n'a été signalé. À cet égard, le Comité a relevé que certains membres du personnel qui participaient aux séances du groupe de gestion et les directeurs et directrices des instituts, qui jouaient un rôle clé dans le processus, avaient rejoint l'Université après l'approbation de la politique relative aux risques et des directives actualisées. Ils n'avaient donc pas suivi de formation à ce sujet.

70. Le Comité est d'avis que le fait de ne pas procéder à un examen exhaustif des inventaires des risques communiqués par les instituts peut faire manquer des occasions d'apporter des améliorations aux explications données sur les évaluations des risques et de renforcer la responsabilité du personnel au regard des risques évalués.

71. Pour ce qui est de la fonction de suivi, le Comité considère que le fait de ne pas faire état de l'analyse du processus d'évaluation des risques dans les procès-verbaux de séance des organes directeurs pourrait avoir des répercussions sur la fonction de contrôle sur ce processus qu'assument le groupe de gestion et le Conseil de l'ONU et empêcher ceux-ci de fixer des objectifs, de confier des responsabilités, de suivre les activités en cours et de faire dûment appliquer le principe de responsabilité en fonction des différents rôles définis dans la politique relative aux risques.

72. En outre, le Comité estime que les insuffisances constatées dans la gestion globale des risques peuvent tenir à la formation inadéquate du personnel sur la gestion des risques, ce qui porte à croire que ce processus essentiel est mené sans tenir compte de l'incidence et de l'importance des risques pour l'Université, et pourrait entraîner une méconnaissance des risques dans l'ensemble de l'Université.

73. Le Comité recommande que l'Université veille à ce que l'administration examine minutieusement les inventaires des risques de façon à détecter les erreurs et incohérences dans le processus d'évaluation des risques et à y remédier conformément à la politique relative aux risques.

74. Le Comité recommande que l'Université garde une trace écrite des principaux problèmes et recommandations sur la gestion globale des risques examinés pendant les séances du groupe de gestion.

75. Le Comité recommande que l'Université dispense des formations aux principaux membres du personnel qui interviennent dans le processus de gestion des risques.

76. L'Université a accepté les recommandations.

5. Accord de coopération du Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie

Dispositions de l'accord de coopération

77. À sa cinquante-deuxième session, en décembre 2005, le Conseil de l'UNU a décidé de regrouper l'Institut de l'Université des Nations Unies pour la nouvelle technologie (UNU-INTECH) avec l'Institut de recherche économique de Maastricht en matière d'innovation et de technologie (MERIT) et le Stichting Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology (ci-après la Fondation) – deux entités relevant de l'Université de Maastricht – et a baptisé la nouvelle entité UNU-MERIT. En 2007, l'UNU-INTECH a signé avec MERIT et la Fondation un accord de coopération établissant les normes gouvernant le fonctionnement des activités de l'UNU-MERIT.

78. En 2012, la Maastricht Graduate School of Governance de l'Université de Maastricht a également été incluse dans cet accord.

79. Conformément à l'accord, le personnel de l'Institut se décompose comme suit :

a) le personnel académique et administratif nommé par le Directeur ou la Directrice au nom du Recteur ou de la Rectrice ;

b) le personnel enseignant et administratif mis à la disposition de l'Institut par l'Université de Maastricht ou la Fondation (personnel détaché).

80. Selon la structure organisationnelle prévue dans l'accord, tout le personnel nommé par MERIT serait à terme détaché auprès de l'UNU-MERIT, détachement qui serait régi par un accord de coopération entre l'UNU, la Fondation et MERIT.

81. Malgré la structure organisationnelle officielle, les responsabilités financières concernant les fonds structurels affectés à l'UNU-INTECH, d'une part, et à MERIT, d'autre part, resteraient probablement séparées. Aucun des fonds engagés ne serait mis en péril par la fusion, et l'UNU resterait pleinement maîtresse et responsable de ces fonds.

82. Dans l'exercice de ses fonctions officielles au nom de l'UNU, les membres du personnel serait soumis à l'autorité du Recteur ou de la Rectrice de l'UNU ou, en son nom, du Directeur ou de la Directrice ; ils rendraient compte à ces derniers et exerceraient leurs fonctions dans l'intérêt de l'Université.

83. En outre, l'accord de coopération précise quels membres du personnel participent aux activités administratives et activités de recherche de l'UNU-MERIT. Il établit également le programme de recherche de 2006 à 2009, compte tenu de la structure et des participants.

84. Au 31 octobre 2022, selon l'organigramme de l'UNU-MERIT (qui comprend les entités de l'Université de Maastricht), il y avait 158 membres du personnel, dont les responsables des programmes, le personnel de recherche et le personnel d'appui administratif. Cependant, le personnel sous contrat avec l'UNU-MERIT comprenait 8 personnes titulaires d'un engagement à durée déterminée et 10 consultants. En outre, le Centre employait huit autres consultants qui ne figuraient pas dans l'organigramme. Cela signifie qu'au total, 26 membres du personnel étaient sous contrat avec l'UNU-MERIT et les 132 autres, avec l'Université de Maastricht.

85. Le Comité a constaté qu'au 31 octobre 2022, l'accord de coopération n'avait pas été officiellement mis à jour en ce qui concerne les programmes à mettre au point et les participants, ce qui posait divers problèmes administratifs :

a) Les informations qui devaient être communiquées par le personnel détaché l'étaient tardivement ;

b) La supervision du personnel détaché était insuffisante. Les modalités d'évaluation de ce personnel et ses responsabilités à l'égard de l'UNU-MERIT n'étaient pas claires. En outre, le Comité n'a pas pu lire les contrats du personnel détaché pour vérifier les clauses qu'ils contenaient, étant donné qu'ils avaient été conclus avec l'Université de Maastricht. Il n'était donc pas possible de s'assurer que les contrats précisaient les conditions de leurs activités ;

c) Le Chef des services administratifs et des programmes (rattaché à l'UNU), qui avait une connaissance globale de l'entité et de ses activités administratives et financières, devait partir à la retraite prochainement, mais l'Institut n'avait pas établi de plan d'organisation de la relève en bonne et due forme ;

d) Le Comité s'est renseigné au sujet des activités de suivi et de l'environnement organisationnel auprès de membres du personnel de l'UNU-MERIT. Ceux-ci ont souligné qu'il était difficile d'assurer un suivi et le bon déroulement des activités en raison de l'accord de coopération, ce qui tenait principalement au fait que le personnel mis à la disposition de l'UNU par l'Université de Maastricht ne reconnaissait pas les directives de l'UNU comme régissant ses activités. Par exemple, seuls 4 des 33 projets créés dans Atlas avaient été enregistrés dans le système de gestion de projets de l'UNU, Pelikan.

86. Le Comité est préoccupé par le manque de contrôle exercé par l'UNU-MERIT sur ses activités, étant donné que le personnel administratif et les activités menées dépendent principalement du personnel détaché de l'Université de Maastricht. Bien que l'accord de coopération améliore les capacités de recherche de l'Institut, il peut également compromettre l'indépendance des investigations de l'UNU-MERIT, étant donné que celles qui sont financées par l'Université de Maastricht satisfont aux directives et stratégies de cette dernière.

87. En outre, le Comité estime que les directives et procédures de l'UNU pourraient ne pas être pleinement respectées en raison d'un manque de clarté et des engagements du personnel détaché, ce qui pourrait nuire à la réputation de l'Institut et de l'UNU dans son ensemble.

88. Le Comité estime qu'il est nécessaire, pour assurer la continuité des opérations, d'établir un plan d'organisation de la relève en bonne et due forme en vue du départ à la retraite du Chef des services administratifs et des programmes. Il considère en outre qu'il serait utile de renforcer la structure et les opérations de l'UNU-MERIT.

89. Le Comité recommande que l'UNU-MERIT révise périodiquement l'accord de coopération, en fonction de la durée des programmes, de façon à délimiter les activités menées par chacune des parties.

90. **Le Comité recommande que l'UNU-MERIT définisse officiellement, en collaboration avec l'Université de Maastricht, les directives que l'ensemble du personnel intervenant dans les activités de l'UNU-MERIT doit appliquer afin d'assurer le respect des normes de l'UNU.**

91. **Le Comité recommande que l'UNU-MERIT établisse un plan d'organisation de la relève en vue du remplacement du Chef des services administratifs et des programmes.**

92. L'UNU-MERIT a accepté les recommandations.

Respect des principes directeurs de l'Université des Nations Unies par le groupe de l'informatique et des communications

93. Le dispositif de gouvernance pour l'informatique et les communications, publié le 30 août 2021 par le Centre informatique du campus, au siège, établit les fonctions relatives à l'informatique et aux communications de chaque institut de l'Université et des groupes de l'informatique et des communications.

94. Le principe fondamental énoncé dans le dispositif est de promouvoir une plus grande uniformisation des systèmes et outils informatiques, tout en renforçant la sécurité de l'UNU et en facilitant la collaboration entre les instituts. Il est également souligné dans le dispositif que les groupes de l'informatique et des communications constituent un grand pilier des activités de l'UNU, d'où la nécessité d'une uniformisation accrue.

95. Les employés du groupe de l'informatique et des communications de l'UNU-MERIT supervisent les bases techniques, telles que les politiques, les logiciels et les produits informatiques, les installations physiques, telles que les salles de serveurs où sont conservées des informations, notamment des fichiers, des systèmes Internet et des systèmes de messagerie électronique, et les activités de sauvegarde.

96. Le Comité a examiné l'organisation du groupe de l'informatique et des communications de l'UNU-MERIT, qui se compose de deux membres du personnel : un administrateur de système et un agent chargé de l'appui informatique et administrateur de site. Le premier est un consultant qui travaille à temps partiel pour l'UNU depuis au moins 2018 (d'après les informations que le Comité a pu obtenir sur Atlas) et qui se rend dans les locaux de l'UNU-MERIT un jour par semaine, ce qui représente une durée de travail excessive pour un consultant. L'agent chargé de l'appui informatique et administrateur de site n'a pas conclu de contrat avec l'Institut, car il est détaché par l'Université de Maastricht.

97. En vertu de l'accord de coopération, le consultant doit mener des activités à la fois pour l'UNU et pour l'Université de Maastricht, mais le mandat énoncé dans son contrat est vague en ce qui concerne les directives qu'il doit suivre lorsqu'il exécute des tâches pour l'UNU-MERIT, et les questions relatives à l'informatique et aux communications ne sont pas traitées dans l'accord de coopération, étant donné que celui-ci est principalement axé sur la recherche. À cet égard, le consultant suit soit les directives du service informatique de l'Université de Maastricht, soit les directives de l'UNU, selon ce qu'il décide.

98. Par exemple, le groupe de l'informatique et des communications de l'UNU-MERIT utilise les programmes de cybersécurité antispam et antivirus Sophos et MX-Relay, mais le Centre informatique du campus utilise les services de Google, pour lesquels l'UNU a obtenu un tarif préférentiel par utilisateur pour le siège et les instituts.

99. Le Centre informatique du campus s'est employé à harmoniser les noms de domaine des différents instituts de l'UNU afin de consolider l'image de marque de

l'UNU. Cependant, l'UNU-MERIT n'a pas suivi le mouvement et n'est pas non plus complètement passé aux outils Microsoft 365.

100. En ce qui concerne les activités de sauvegarde, le Comité a constaté que les bandes de sauvegarde hebdomadaire étaient conservées au domicile d'un membre du personnel de l'UNU-MERIT.

101. En outre, le Comité a été informé que, dans l'immédiat, l'administration du Wi-Fi et du réseau serait supervisée par l'Université de Maastricht. Or, l'UNU-MERIT n'avait pas conclu de contrat ou d'accord avec l'Université de Maastricht concernant ces services.

102. Le Comité considère que l'absence de directives claires concernant le groupe de l'informatique et des communications de l'UNU-MERIT pourrait avoir une incidence sur les dispositions et l'application des principes directeurs décrits dans le dispositif. Par exemple, le stockage des bandes de sauvegarde de l'UNU-MERIT en dehors de ses locaux témoigne d'un manque d'uniformité.

103. Le Comité constate en outre avec préoccupation que l'externalisation de l'administration du Wi-Fi et du réseau ne fait pas l'objet d'un accord établissant les responsabilités et les obligations des parties et que les données de l'Institut ne sont de ce fait pas protégées.

104. Le Comité souligne également qu'il avait recommandé dans son précédent rapport (A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 117) que l'Université veille à ce que les périodes de travail des consultants ne dépassent pas la durée maximale autorisée par l'instruction administrative. En l'occurrence, il convient donc d'examiner le contrat du consultant pour vérifier qu'il est conforme aux instructions administratives.

105. Le Comité recommande que l'UNU-MERIT veille à ce que les procédures exécutées par le groupe de l'informatique et des communications soient conformes aux directives et aux normes de l'UNU.

106. Le Comité recommande que l'UNU-MERIT établisse officiellement les responsabilités et les obligations des services informatiques que l'Université de Maastricht lui fournit.

107. L'UNU-MERIT a accepté les deux recommandations.

6. Gestion des ressources humaines

Contrôle des congés de compensation

108. Aux termes de l'alinéa a) de la disposition 3.11 du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, les agents des services généraux, les agents des corps de métiers, les agents du Service de sécurité, ainsi que les agents du Service mobile de la classe 1 à la classe 5 comprise, qui sont appelés à faire un nombre d'heures de travail supérieur à la durée de la semaine de travail réglementaire ont droit à un congé de compensation ou peuvent recevoir une rémunération supplémentaire, dans les conditions fixées par le Secrétaire général.

109. En vertu de la procédure de l'UNU relative au congé de compensation, qui a été approuvée le 25 février 2022, le personnel remplissant les conditions requises est tenu de demander l'autorisation par écrit à son supérieur hiérarchique avant d'effectuer des heures supplémentaires et de prendre un congé de compensation, de consigner les heures supplémentaires effectuées et les congés de compensation pris dans le « registre personnel des congés de compensation », et de tenir son propre registre des congés de compensation accumulés et pris ainsi que du solde des congés à prendre.

110. Il convient également de souligner que les procédures de l'ONU disposent que, sous réserve des exigences du service, les congés de compensation doivent être pris dans les quatre mois après qu'ils ont été cumulés et sous réserve de l'approbation du supérieur ou de la supérieure hiérarchique. Les congés de compensation sont plafonnés à 40 heures (une semaine) par mois. Un congé de compensation ne peut être pris s'il aboutissait à un solde négatif des heures supplémentaires cumulées et ne peut être converti en espèces.

111. En outre, les procédures de l'ONU disposent que si, au moment de l'examen effectué par le supérieur ou la supérieure hiérarchique, il s'avère que le membre du personnel a accumulé plus de 40 heures de congé de compensation qui ne peuvent être prises en raison des exigences du service, tout excédent sera perdu.

112. Ayant examiné tous les registres et toutes les approbations des congés de compensation pour 2022, le Comité a constaté ce qui suit :

a) Dans 57 des 117 registres des congés de compensation, aucune autorisation des supérieurs hiérarchiques n'était incluse ;

b) Un membre du personnel n'avait pas de registre personnel des congés de compensation, alors qu'il en avait accumulé et utilisé au cours de la période ;

c) Dans deux cas, il n'y avait pas d'autorisation écrite pour le congé de compensation pris ;

d) Pour deux membres du personnel, le solde des congés de compensation dépassait 40 heures ;

e) Selon les registres des congés de compensation de deux membres du personnel, des congés avaient été convertis et payés en espèces dans deux cas, pour un total de 58,5 heures.

113. En ce qui concerne les alinéas d) et e) ci-dessus, l'administration de l'Université a indiqué qu'il s'agissait de cas exceptionnels qui tenaient aux tâches particulières exécutées par les deux membres du personnel.

114. Le Comité estime que les lacunes observées dans le contrôle des congés de compensation dénotent des déficiences dans le suivi et le contrôle assurés par les supérieurs hiérarchiques en la matière. Ces déficiences pourraient entraîner des inexactitudes dans les soldes des congés de compensation enregistrés ; il pourrait en résulter que des membres du personnel s'absentent sans l'autorisation requise et que des sommes soient versées alors que les règles en vigueur ne prévoient pas cette possibilité.

115. Le Comité recommande que l'Université évalue et renforce ses mécanismes de contrôle en vigueur afin d'assurer un suivi efficace des procédures relatives aux congés de compensation.

116. L'Université a accepté la recommandation.

7. Questions de comptabilité

Passifs non comptabilisés

117. En vertu de la norme IPSAS 19 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels), une provision doit être comptabilisée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ;

b) Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable ;

c) L'obligation résulte d'un événement passé.

118. Selon ce principe, les provisions correspondent à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation à la date de clôture.

119. La clôture des comptes en vue de l'établissement des états financiers de l'Université a eu lieu entre le 1^{er} et le 13 janvier 2023. Les comptes de charges à payer ont été clôturés le 6 janvier et des écritures manuelles pouvaient être enregistrées dans le journal jusqu'au 13 janvier, date butoir pour l'établissement des états financiers. Par ailleurs, les états financiers ont été certifiés le 28 mars 2023.

120. Le Comité a examiné un échantillon de 22 factures reçues par l'Université entre janvier et mars 2023, qu'il avait extraites de la base du nouveau progiciel de gestion intégré, Quantum, et a constaté que 14 opérations portaient sur l'année financière 2022, mais que 6 seulement avaient été comptabilisées en charges à payer pendant l'année financière.

121. Le Comité a par conséquent analysé les autres factures consignées dans la base de données et a recensé 224 opérations portant sur l'année financière 2022, dont 62, d'un montant total de 80 459 dollars, y compris les 8 opérations se trouvant dans l'échantillon examiné, n'avaient pas été comptabilisées en charges à payer, comme l'a confirmé l'Université.

122. Le Comité estime que l'Université n'a pas établi de dispositif permettant de dûment contrôler la clôture des comptes de dettes en fin d'année et vérifier que les charges à payer ont été comptabilisées au bon moment. Les passifs non comptabilisés peuvent poser des risques budgétaires et aboutir à ce que les charges constatées ne soient pas exhaustives, ce qui peut entraîner une sous-estimation des passifs et des charges dans les états financiers.

123. Le Comité recommande que l'Université détermine officiellement les raisons pour lesquelles des opérations ne sont pas comptabilisées en dettes et charges à payer et qu'elle élabore et mette en place, sur cette base, un dispositif de contrôle de la clôture des comptes de dettes et charges à payer en fin d'année qui lui permette de suivre, d'examiner et de rapprocher tout élément de passif non comptabilisé.

124. L'Université a accepté la recommandation.

Dépréciation des créances

125. L'ouvrage Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities (Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public), publié en octobre 2014, définit les produits et les charges comme des augmentations et diminutions, respectivement, de la situation financière nette de l'entité. Il y est également indiqué que les charges découlent, entre autres, des amortissements liés à la consommation d'actifs ou des dépréciations liées à la diminution du potentiel de service et de la capacité de générer des avantages économiques.

126. Conformément à la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), les créances de l'Université sont classées à la rubrique « prêts et créances ». Le paragraphe 72 de la norme IPSAS 29 dispose que, s'il existe des indications objectives d'une perte de valeur sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif doit être réduite soit directement, soit au moyen d'un compte de correction de valeur. Le montant de la perte doit être comptabilisé en résultat.

127. Le Comité a passé en revue le tableau des contributions à recevoir en 2022 et a constaté que des ajustements négatifs avaient une incidence sur le solde des contributions volontaires au titre des accords conclus avec les donateurs.

128. Sur la base des justificatifs fournis au sujet des 16 cas en question, le Comité a relevé qu'ils étaient liés à des ajustements effectués compte tenu de la différence entre le montant estimé et le montant réel et qu'il y avait également des cas dans lesquels le donateur s'était retiré de l'accord. Dans les 16 cas examinés, l'ajustement comptable avait été porté au crédit du compte des contributions à recevoir (actif) et au débit du compte des contributions (produit) alors qu'ils portaient sur des contributions comptabilisées lors d'années antérieures.

129. Le Comité estime que les ajustements apportés par l'Université devraient être traités comme une dépréciation des contributions à recevoir, dans la mesure où ils correspondent à une diminution future des avantages économiques. Ces ajustements doivent être comptabilisés en charges pendant la période plutôt que portés en diminution des produits, étant donné qu'ils répondent à la définition d'une dépréciation. Les informations présentées dans les états financiers seraient ainsi plus exactes.

130. De surcroît, sachant que la norme IPSAS 41 (Instruments financiers) a remplacé la norme IPSAS 29 le 1^{er} janvier 2023 et que l'Université est tenue de l'appliquer, le Comité est d'avis que l'Université devrait analyser l'incidence de la norme IPSAS 41 à cet égard et ajuster ses procédures en conséquence.

131. Le Comité recommande que l'Université ajuste sa procédure de façon à comptabiliser la dépréciation des contributions à recevoir conformément aux normes IPSAS.

132. L'Université n'a pas accepté la recommandation, compte tenu des directives de l'ONU sur l'application des normes IPSAS concernant les dispositifs de financement, qui disposent que l'ajustement devrait être porté en diminution des produits de la période considérée, qu'il s'agisse de produits portant sur cette même année ou sur des années antérieures.

133. Le Comité comprend bien que la procédure en question est prévue par les directives de l'ONU sur l'application des normes IPSAS, mais cette procédure n'a pas été adaptée en fonction des dispositions des normes IPSAS. De plus, le fait d'ajuster des produits pendant l'année considérée pour annuler des opérations comptabilisées lors d'années antérieures pourrait fausser les informations présentées dans les états financiers. La recommandation est donc maintenue.

Comptabilisation des produits issus d'activités de formation et de supervision

134. Les revenus de l'UNU-MERIT issus d'activités de formation et de supervision sont présentés à la rubrique « Produits divers », plus précisément à la sous-rubrique « services fournis », dans les états financiers de l'Université. Selon la norme IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe), ces revenus devraient être constatés selon la comptabilité d'exercice.

135. L'UNU-MERIT offre les services de son personnel pour des formations et la supervision de travaux de recherche dans le cadre de programmes de doctorat et de master (programme de doctorat sur la gouvernance et l'analyse politique et master en politique publique et développement humain de l'Université de Maastricht). Il facture l'Université de Maastricht pour ces services.

136. Le Comité a sélectionné un échantillon d'écritures portant sur l'année 2022 dans le compte n° 54005, dénommé « Commissions pour services d'appui » et a constaté qu'une facture portant sur des services fournis à l'Université de Maastricht pour des

cours de doctorat entre 2017 et 2021, d'un montant total de 10 312 euros (11 587 dollars), avait été comptabilisée en produits divers en 2022.

137. Le Comité a par conséquent demandé des renseignements supplémentaires concernant les factures envoyées aux programmes de gouvernance et d'analyse politique ainsi que de master en politique publique et développement humain de l'Université de Maastricht et a constaté que des factures de 2019 et de 2021 portaient également sur des services fournis en 2016 et avaient été comptabilisées au titre des produits divers une fois envoyées.

138. Le Comité a également relevé que le groupe de la comptabilité et des finances de l'UNU-MERIT n'avait pas obtenu d'informations sur les activités de formation et de supervision menées par le personnel de l'UNU pour le compte des programmes de gouvernance et d'analyse politique ainsi que de master en politique publique et développement humain de l'Université de Maastricht et qu'il n'était donc pas en mesure de contrôler ou d'estimer les heures qui y avaient été consacrées et les montants à recouvrer auprès de l'Université de Maastricht.

139. Le Comité estime que la comptabilisation au mauvais moment des revenus de l'UNU nuit à l'exhaustivité et à l'exactitude du montant présenté au titre des produits divers en fin d'année. Il estime également que la façon dont ce type de revenus est initialement comptabilisé n'est dans tous les cas pas conforme à la norme IPSAS 9.

140. Le Comité recommande que l'UNU mette au point un mécanisme de contrôle pour les services fournis par son personnel à l'Université de Maastricht afin que les produits associés à ces services ne soient pas comptabilisés en retard.

141. L'Université a accepté la recommandation.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

142. Selon l'Université, les montants en espèces et créances comptabilisés en pertes se sont élevés à 6 056,51 dollars en 2022. Il n'y a eu aucune comptabilisation en pertes d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'immobilisations incorporelles en 2022.

2. Versements à titre gracieux

143. L'Université n'a fait état au Comité d'aucun versement à titre gracieux en 2022.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

144. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur l'audit pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

145. Au cours de l'audit, le Comité pose des questions sur la manière dont l'administration s'acquitte de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes significative du fait de la fraude et sur les dispositifs permettant de détecter les risques de fraude et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle a déjà relevé ou qui a été porté à son attention. Il a demandé également à l'administration si elle avait eu connaissance de cas de fraude avérée ou

présumée ou d'allégations y relatives. Aucun cas de fraude n'a été porté à l'attention du Comité.

D. Remerciements

146. Le Comité exprime ses sincères remerciements et sa gratitude à l'administration et au personnel de l'Université pour leur assistance et leur coopération au cours de cet audit.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) **Hou Kai**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(*Signé*) Jorge **Bermúdez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(*Signé*) Pierre **Moscovici**

Le 26 juillet 2023

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'année financière terminée le 31 décembre 2021

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
1.	2016	A/72/5 (Vol. IV), chap. II, par. 97	Le Comité recommande à l'Institut et au Vice-Rectorat de planifier, de formaliser et de mener toutes les activités voulues pour assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre en cas de panne. Le plan établi devra être révisé régulièrement.	Les projets d'infrastructure de la phase IV ont été achevés en 2022, mais aucun exercice formel de reprise après sinistre n'a été réalisé en raison de contraintes de temps et de personnel.	Le Comité salue les progrès enregistrés par l'Université. Il est néanmoins préoccupé par le fait que cette recommandation soit restée en suspens pendant plus de cinq ans et encourage l'Université à mener à bien toutes les activités voulues pour publier le document officiel relatif à l'exercice de reprise après sinistre et le plan de continuité des opérations. La recommandation est en cours d'application.		X		
2.	2019	A/75/5 (Vol. IV), chap. II, par. 67	Le Comité recommande que l'administration fixe une date limite pour la mise en service complète du module Atlas consacré aux voyages et aux frais de voyage dans tous les instituts de l'Université.	La solution personnalisée disponible dans le portail de services UNall et intégrée à Quantum (le nouveau progiciel de gestion intégré) a été mise en service.	Le Comité a examiné le module du portail de services UNall relatif aux voyages, qui est intégré à Quantum, le nouveau progiciel de gestion intégré. L'outil permet de gérer toutes les demandes d'autorisation de voyage pour l'ensemble de l'Université. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
3.	2020	A/76/5 (Vol. IV), chap. II, par. 30	Le Comité recommande que l'UNU apporte des modifications aux restrictions imposées aux placements dans les politiques et procédures du Fonds de dotation de l'Université de telle sorte qu'il y soit tenu compte de la position	L'administration de l'UNU a examiné la recommandation du Comité pendant la réunion du Conseil et actualisé la politique du Fonds de dotation.	Le Comité a confirmé que le Conseil de l'UNU avait approuvé la décision de tenir compte des investissements relatifs à l'environnement, à la société et à la gouvernance. L'UNU a modifié sa politique et imposé également des restrictions aux placements dans	X			

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
<i>Année sur laquelle porte le rapport d'audit</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>		<i>Recommen- dation appliquée</i>	<i>Recommen- dation en cours d'application</i>	<i>Recommen- dation non appliquée</i>	<i>Recommen- dation devenue caduque</i>
		de l'Organisation concernant les secteurs controversés.		les secteurs controversés. La recommandation est donc considérée comme appliquée.					
4.	2020	A/76/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 31	Le Comité recommande que l'ONU prévoie des indices de référence adaptés dans les accords de gestion des placements, en particulier pour ce qui est des actifs dans lesquels elle souhaite investir, et que ces indices aillent dans le sens de l'action menée par le système des Nations Unies.	La transition vers des actions environnementales, sociales et de gouvernance s'est faite le 1 ^{er} mars 2022, dans le cadre d'un exercice de grande envergure auquel ont participé le Conseil de l'ONU, le Bureau de gestion des investissements, une société de gestion de portefeuille et l'ONU. Les modifications que l'ONU a apportées à l'accord conclu avec la société de gestion de portefeuille pour que les nouveaux actifs dans lesquels elle souhaite investir soient pris en compte sont en vigueur depuis février 2022 et janvier 2023, respectivement. Cette recommandation est appliquée.	Le Comité a examiné les modifications que l'ONU a apportées à l'accord conclu avec la société de gestion de portefeuille afin d'y faire figurer sa nouvelle position concernant les actifs dans lesquels elle souhaite investir pour aller dans le sens de l'action menée par le système des Nations Unies. Le pourcentage d'actions environnementales, sociales et de gouvernance que l'ONU détenait dans son portefeuille de placements s'élevait à 94 % au 31 décembre 2022. Les actions de marchés émergents correspondant au pourcentage restant seront remplacées par des actifs satisfaisant aux critères ESG étant acceptables pour le Fonds de dotation de l'ONU lorsque les avoirs sous gestion atteindront au moins 100 millions de dollars. Compte tenu des informations qui précèdent, la recommandation est considérée comme appliquée.	X			
5.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 30	Le Comité recommande que l'Université prenne des mesures pour encourager ses instituts à aborder, dans leurs plans stratégiques respectifs, toutes les questions figurant dans son	L'Université a actualisé son manuel sur les résultats institutionnels afin d'y préciser que ses instituts devraient tenir compte, dans leurs plans stratégiques, des objectifs	Le Comité a examiné la version actualisée du manuel sur les résultats institutionnels ainsi que le procès-verbal de la conférence des directeurs, à l'occasion de laquelle il a été	X			

						<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
			propre plan stratégique, notamment celles liées à l'objectif consistant à investir dans l'instauration d'une culture institutionnelle dynamique, innovante et diversifiée.	énoncés dans son propre plan stratégique, notamment en ce qui concerne la culture institutionnelle. En novembre 2022, lors d'une conférence tenue à Paris, les directeurs ont été informés oralement et par écrit que le Comité recommandait aux instituts d'aborder, dans leurs plans stratégiques, les questions figurant dans le plan stratégique de l'Université.	souligné que les instituts devraient tenir compte, dans leurs propres plans stratégiques, des objectifs énoncés dans le plan stratégique de l'UNU. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
6.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 31	Le Comité recommande que l'Université prenne des mesures pour que, dans leurs plans stratégiques, les instituts décrivent au moins les objectifs qui figureront dans leur cadre d'évaluation de la performance.	L'Université a actualisé son manuel sur les résultats institutionnels afin d'y préciser que ses instituts devraient mentionner, dans leurs plans stratégiques, les objectifs utilisés dans le cadre de l'évaluation de la performance.	Le Comité a examiné le nouveau manuel sur les résultats et constaté que l'Université y précisait que les instituts devraient faire figurer des points de référence et des indicateurs dans leur plan stratégique. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
7.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 39	Le Comité recommande que l'UNU-EHS actualise son plan stratégique en précisant les sections ou les programmes qu'il ciblera au cours de la période visée et en précisant les axes de travail qui seront abordés par chaque section.	L'UNU-EHS formule actuellement son prochain plan stratégique, qui fait partie intégrante de l'accord conclu avec le pays hôte, accord dont le renouvellement devrait prendre effet le 1 ^{er} janvier 2024. Les priorités pour la période à venir seront précisées dans le plan stratégique, notamment les domaines d'activité couverts au cours de la période visée et les axes de travail qui seront abordés par chaque département et division.	Le plan stratégique de l'UNU-EHS étant encore en voie d'élaboration, la recommandation est en cours d'application.		X		

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
8.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 40	Le Comité recommande également que l'UNU-EHS élabore une stratégie de collecte de fonds qui prévoie notamment un objectif de diversification des donateurs et qui fasse état des informations suggérées dans le document consacré aux éléments clés des plans stratégiques des instituts, et qu'elle intègre cette stratégie dans son plan stratégique.	En 2021, l'ancien responsable des activités de partenariat, de collecte de fonds et de liaison a élaboré une stratégie de collecte de fonds, qui fixait notamment pour priorité de diversifier la base des donateurs.	Le Comité a passé en revue la stratégie de mobilisation des ressources et constaté que celle-ci prévoyait les éléments clés et les activités nécessaires au développement des activités de collecte de fonds. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
9.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 47	Le Comité recommande que l'UNU-EHS mette au point un système d'indicateurs clés de performance comprenant des données de base, des points de référence, des objectifs et des délais de mise en œuvre, compte tenu de son propre plan stratégique et des dispositions du manuel de l'Université sur les résultats institutionnels.	L'Institut a révisé ses indicateurs clés de performance de sorte qu'ils soient assortis d'objectifs, d'indicateurs, de données de base et de cibles annuelles, en tenant compte de son plan stratégique, du rapport annuel dans lequel il rend compte de ses résultats ainsi que de son plan de travail annuel.	Le Comité a examiné les indicateurs clés de performance mis au point par l'UNU-EHS et constaté qu'ils étaient accompagnés des champs nécessaires à leur bonne évaluation. Il considère que cette recommandation a été appliquée.	X			
10.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 56	Le Comité recommande que l'UNU-EHS et l'UNU-ViE fassent figurer dans leurs plans de travail annuels des mesures des résultats, telles que des objectifs, des indicateurs, des cibles, des données de base et des dates butoirs, en tenant compte des dispositions du manuel de l'Université sur les résultats institutionnels.	L'Institut a révisé ses indicateurs clés de performance de sorte qu'ils soient assortis d'objectifs, d'indicateurs, de données de base et de cibles annuelles. Le nouveau document sera désormais joint en annexe au plan stratégique de l'Institut, ce qui permettra de confronter les objectifs fondamentaux qui y sont énoncés avec les objectifs annuels de performance fixés par l'Institut. Les indicateurs clés de performance de l'Institut	Le Comité a examiné le document établi par l'Institut, dans lequel sont précisés les objectifs liés aux activités prévues dans le plan de travail annuel, et confirmé que des indicateurs, des cibles et des données de base, entre autres mesures, y figuraient. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
11.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 57	Le Comité recommande également que l'UNU-EHS mentionne expressément tous ses indicateurs clés de performance dans ses plans de travail annuels afin de mettre en évidence les mesures à prendre au cours de la période visée, compte tenu des dispositions du manuel sur les résultats institutionnels.	font également partie intégrante de son rapport annuel, les résultats de l'année précédente étant évalués à l'aune des objectifs fixés pour l'année en cours et les nouveaux objectifs de performance pour l'année civile suivante ou le prochain cycle d'établissement des rapports étant définis dans le plan de travail pour l'année à venir.	L'Institut mentionne, dans son plan de travail annuel, ses indicateurs clés de performance ainsi que les cibles qu'il a fixées pour l'année à venir. Les indicateurs clés de performance viennent en complément de son plan de travail annuel et aident à définir des cibles pour la période à venir.	Le Comité a examiné le document établi par l'Institut, dans lequel celui-ci a précisé ses objectifs et ses indicateurs clés de performance, et constaté que l'Institut s'était conformé aux exigences et avait défini les mesures à prendre pour atteindre ses objectifs. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		
12.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 58	Le Comité recommande que l'UNU-EHS veille à l'harmonisation de ses plans de travail annuels et des rapports d'activité correspondants, en faisant figurer dans ces derniers le statut des activités et manifestations prévues dans les plans de travail mais non menées à bien et les raisons de leur non-réalisation, ainsi qu'en donnant des explications sur les activités et manifestations ayant eu lieu alors qu'elles ne figuraient pas dans le plan de travail.	Le rapport d'activité qui doit être présenté pour 2022 est en cours d'élaboration. On y trouvera des informations sur le statut des activités prévues dans le plan de travail pour 2022.	Le rapport annuel de l'Institut sur ses résultats et son plan de travail étant en voie d'élaboration, cette recommandation est en cours d'application.		X		

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
13.	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 68	Le Comité recommande que l'Université élabore et adopte une procédure officielle régissant l'examen, par l'Université et le PNUD, des données démographiques relatives à la cessation de service, qui, à tout le moins, définisse les méthodes de validation ou de contrôle à employer, fixe les seuils de tolérance pour les incohérences, désigne les fonctionnaires responsables de l'évaluation et détermine les délais à respecter, et décrive en détail les communications qui doivent avoir lieu entre l'Université et le PNUD.	L'échéance de révision et d'approbation de la procédure a été fixée au deuxième trimestre de 2023. Le retard accusé s'explique par le nombre important de mouvements au sein de l'équipe des ressources humaines et de son effectif réduit.	Si l'Université a procédé à l'examen des données démographiques relatives à la cessation de service, exception faite des membres du personnel enseignant, elle n'a pas encore élaboré ou adopté de procédure officielle régissant l'examen de ces données. La recommandation est donc en cours d'application.		X		
14.	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 69	Le Comité recommande que l'Université publie un rapport officiel présentant les résultats de l'examen et les ajustements apportés chaque année aux données démographiques relatives à la cessation de service, afin d'étayer l'évaluation de la plausibilité des données effectuée dans le cadre de l'établissement des états financiers.	L'Université publiera un rapport présentant les résultats de l'examen et les ajustements apportés aux données démographiques relatives à la cessation de service.	L'Université n'ayant pas encore élaboré de procédure formelle d'examen des données démographiques relatives à la cessation de service, ni publié le rapport officiel présentant les résultats, la recommandation est en cours d'application.		X		
15.	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 70	Le Comité recommande que l'Université examine s'il est opportun d'inclure l'ensemble des membres du personnel enseignant titulaires d'un engagement de durée déterminée dans les données	L'échéance de mise en place d'une procédure révisée et approuvée a été fixée au deuxième trimestre 2023.	Le Comité a constaté que les membres du personnel enseignant titulaires d'un engagement de durée déterminée étaient exclus des données démographiques relatives à l'assurance maladie	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
			démographiques relatives à l'assurance maladie après la cessation de service.		après la cessation de service, car ils ne répondaient pas aux critères d'admissibilité. La recommandation est donc considérée comme appliquée.				
16.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 81	Le Comité recommande que l'Université procède à un rapprochement du solde des congés annuels dans Atlas eServices afin de faire correspondre les différents types de rapports et de garantir l'exactitude des informations.	Dans le cadre de ses activités de fin d'année, l'Université procédera à un rapprochement du solde des congés annuels dans Atlas eServices et rappellera aux responsables des états de présence qu'ils sont tenus de veiller à ce que tous les membres du personnel valident leur fiche de congé annuel.	Le Comité a examiné un échantillon du solde des congés annuels du personnel et relevé à plusieurs reprises des incohérences entre Atlas eServices et le fichier d'absences. La recommandation est donc en cours d'application.		X		
17.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 95	Le Comité recommande que l'Université veille à ce que les demandes de congés annuels soient saisies et approuvées dans les délais au moyen d'Atlas eServices.	L'Université a rappelé aux instituts qu'ils devaient veiller à ce que toutes les demandes de congé soient saisies et approuvées en temps voulu dans le progiciel de gestion intégré. Un rappel sera envoyé aux responsables des états de présence pour leur expliquer la marche à suivre chaque année.	Le Comité a examiné la liste des demandes et des approbations et constaté que plus de 90 % étaient enregistrées en temps voulu. Il est conscient qu'il peut y avoir des exceptions en raison de circonstances imprévues. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
18.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 107	Le Comité recommande que le Centre de l'UNU fixe des critères uniformes pour les niveaux requis (en fonction de la complexité de la mission et du degré de spécialisation, des connaissances, des qualifications, de l'expérience et des compétences requis), afin d'harmoniser la nature des tâches accomplies par les consultants, lesquelles doivent être consignées dans un contrat formel.	Les nouveaux critères sont définis dans la nouvelle politique relative aux consultants.	L'UNU a modifié sa politique relative aux consultants et fixé divers critères afin de préciser la nature des tâches accomplies par les consultants. Le Comité considère donc que cette recommandation a été appliquée.	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
19.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 108	Le Comité recommande également que chaque institut de l'ONU ajuste les fourchettes de rémunération des consultants en tenant compte de son budget et des variables nationales afin que les contrats concordent avec les paramètres du marché.	La politique de l'ONU permet aux instituts de fixer des barèmes locaux pour les services de consultants.	Le Comité a examiné les fourchettes de rémunération et observé que la plupart des instituts avaient établi leurs propres barèmes. Le Centre de l'ONU, l'ONU-BIOLAC, l'ONU-INRA et l'ONU-INWEH devaient néanmoins donner plus de précisions ou mettre en place des fourchettes supplémentaires. La recommandation est donc en cours d'application.		X		
20.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 109	Le Comité recommande en outre que le Centre de l'ONU examine chaque année les honoraires fixés par chaque institut pour les services de consultants afin de vérifier qu'ils correspondent aux critères établis au niveau central et qu'ils concordent avec les montants budgétisés et les paramètres du pays en question.	La nouvelle politique comporte une clause qui précise la limite des honoraires fixés pour les services de consultants. Elle prévoit également l'obligation d'obtenir une autorisation lorsque le montant des honoraires dépasse cette limite.	Le Comité a passé en revue les modifications apportées à la politique. Néanmoins, le Centre de l'ONU a déclaré que, les honoraires étant fixés de manière décentralisée et conformément à la nouvelle politique relative aux consultants, aucun examen n'avait été effectué. Le Comité estime que le Centre devrait procéder à un examen en bonne et due forme pour s'assurer que tous les instituts ont fixé le montant des honoraires. La recommandation est donc en cours d'application.		X		
21.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 117	Le Comité recommande que l'Université se dote d'un mécanisme permettant de garantir que les périodes de travail des consultants ne dépassent pas la durée maximale autorisée par l'instruction administrative.	Les périodes de travail des consultants font l'objet d'un suivi manuel à partir de la date initiale de leur entrée en fonction.	Le Comité a constaté que les contrats des consultants faisaient l'objet d'un suivi manuel afin d'éviter que leurs heures de travail ne dépassent pas la durée maximale. Il a toutefois observé que cette durée avait parfois été dépassée. La recommandation est donc en cours d'application.		X		

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
22.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 118	Le Comité recommande également que l'Université détermine quelles sont les tâches récurrentes et nécessaires au fonctionnement des instituts pour lesquelles des consultants sont embauchés, afin de veiller au recours du type de contrat le plus indiqué.	On trouve dans la nouvelle politique des orientations sur le recours aux services de consultants.	Le Comité a examiné la nouvelle politique relative aux consultants et constaté qu'on y trouvait des orientations précises sur le moment où il convenait de recourir à des services de consultants et sur les modalités de ce recours. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
23.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 129	Le Comité recommande que l'Université révise sa politique relative aux consultants afin de définir explicitement la méthode et les critères d'évaluation de la représentation équilibrée des genres et de la représentation géographique, de manière à garantir la prise en compte de ces deux dimensions au cours de la procédure de sélection, sur la base de documents à l'appui de l'évaluation correspondante.	L'Université a révisé sa politique relative aux consultants afin que celle-ci coïncide davantage avec celle du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.	L'Université ayant exclu l'évaluation de la représentation équilibrée des genres et de la répartition géographique de sa nouvelle politique relative aux consultants pour aligner celle-ci sur la politique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (soit le contraire de la recommandation), le Comité considère que cette recommandation est devenue caduque.				X
24.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 143	Le Comité recommande que l'Université mette en place un mécanisme de contrôle des accords en cours de négociation, afin de suivre efficacement la situation dans chaque institut et d'éviter tout retard dans les négociations et la conclusion d'avenants ou de prévenir les éventuelles erreurs lors de la comptabilisation des contributions.	Agissant comme mécanisme de contrôle des accords en cours de négociation, les membres du personnel de l'Université chargé des finances ont accès à la base de données juridiques répertoriant les accords, ce qui permet d'éviter tout retard dans les négociations et la conclusion d'avenants et de prévenir les éventuelles erreurs lors de la comptabilisation des contributions.	Le Comité a vérifié que les membres du personnel chargé des finances avaient bien accès au dossier et qu'ils pouvaient passer en revue les accords. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
25.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 144	Le Comité recommande que l'Université veille à ce que la comptabilisation des contributions se fasse dans le progiciel Atlas à la date à laquelle les critères de comptabilisation sont satisfaits, le but étant d'éviter les écarts de change dans les produits.	L'Université est en mesure de comptabiliser par avance l'ensemble des produits dans le module de gestion des projets de Quantum. Le système est capable de générer la totalité des produits des accords en appliquant le taux de change en vigueur à la date de leur signature.	Le Comité a examiné les informations que l'entité a présentées au sujet du nouveau module de gestion des projets de Quantum. Néanmoins, les accords enregistrés dans Quantum portant sur 2023, l'état d'application de cette recommandation sera évalué à l'occasion du prochain audit. Compte tenu de ce qui précède, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
26.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 152	Le Comité recommande que le Centre informatique du campus publie officiellement le descriptif de ses attributions dans le domaine de l'informatique et des technologies au siège, en y faisant notamment figurer ses responsabilités à l'égard du progiciel de gestion intégré de l'Université (Atlas).	Le Centre informatique du campus a modifié le descriptif de ses attributions conformément à la recommandation du Comité.	Le Comité a constaté que l'Université avait publié officiellement ce descriptif et que le Centre y avait fait figurer ses responsabilités à l'égard du progiciel de gestion intégré. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
27.	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 153	Le Comité recommande que l'UNU-ViE établisse un descriptif des attributions de son service informatique, en y faisant figurer au minimum ses objectifs, son mandat, ses responsabilités, le calendrier de ses réunions, ainsi que sa structure administrative et hiérarchique, conformément aux priorités des instituts dans le domaine de l'informatique et des communications et au	L'UNU-ViE et l'UNU-EHS ont achevé l'élaboration d'un document sur leur infrastructure informatique, dans lequel sont précisées les attributions de leurs services informatiques. Ce document est conforme à la stratégie de l'Université dans le domaine de l'informatique et des communications et son dispositif de gouvernance correspondant.	Le Comité a examiné le descriptif des attributions du service informatique de l'Institut et confirmé que les sujets importants, tels que les objectifs, les responsabilités et les rôles et les directives sur les communications, y étaient abordés. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

N°	Année sur laquelle porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification				
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dation en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque	
			dispositif de gouvernance correspondant de l'Université.							
Nombre total de recommandations						27	16	10	–	1
Pourcentage du nombre total de recommandations						100	59	37	–	4

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 28 mars 2023, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur

Les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022 ont été établis conformément à l'article 6.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'Université au cours de la période considérée, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V de l'Université des Nations Unies qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Sous-Secrétaire général et Contrôleur
(*Signé*) Chandramouli **Ramanathan**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022

A. Introduction

1. Le Recteur a l'honneur de présenter ci-joint le rapport financier sur les comptes de l'Université des Nations Unies (UNU) pour l'année terminée le 31 décembre 2022.
2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers. Son annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.
3. L'Université a été créée en 1973 par l'Assemblée générale, qui l'a chargée de consacrer ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions.
4. Les états financiers incluent les investissements dans le Fonds de dotation de l'Université. Celui-ci subit les répercussions des résultats financiers mondiaux, aussi les fluctuations des marchés financiers en 2022 se sont-elles traduites par une diminution de 15,1 % de la valeur du portefeuille du Fonds.
5. Fin 2021, le Conseil de l'UNU a encouragé celle-ci à intégrer davantage les questions d'environnement, de société et de gouvernance dans les placements du Fonds. En conséquence, au début de 2022, elle a réorienté les placements du Fonds de manière à tenir compte de ces facteurs. Les retraits effectués par les instituts de l'UNU sont restés prudents, ce qui a permis de maintenir au fil du temps la valeur du capital investi dans le Fonds.
6. L'UNU est essentiellement un centre de réflexion et l'une des entités du système des Nations Unies qui se consacrent à la recherche. Elle forme un réseau de 13 instituts de recherche et de formation axés sur les politiques et implantés dans 12 pays, qui est coordonné par le Centre de l'UNU à Tokyo. Ensemble, les chercheurs et le personnel d'appui de l'Université s'emploient à trouver des solutions fondées sur des données factuelles face à des problèmes mondiaux pressants et à préconiser des politiques pertinentes qui aident le système des Nations Unies et les États Membres de l'ONU à atteindre les objectifs de développement.
7. Le programme de recherche de l'UNU, qui est défini dans le plan stratégique 2020-2024, est étroitement lié au Programme de développement durable à l'horizon 2030.
8. Les résultats de ces recherches sont diffusés principalement dans des publications universitaires et des documents d'orientation (dont la plupart sont librement accessibles en ligne) et dans le cadre de manifestations publiques.
9. L'UNU promeut également la création et la mise en commun de connaissances dans le cadre de programmes d'enseignement et de renforcement des capacités, dont des programmes d'études universitaires supérieures sanctionnés de diplômes reconnus, qui contribuent à doter les dirigeants de demain du bagage dont ils auront besoin pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux. Les activités de renforcement des capacités de l'UNU sont menées à la fois en présentiel et selon des modalités virtuelles, ce qui permet aux chercheurs et aux autres parties prenantes des quatre coins du monde d'y participer, et de renforcer ainsi les institutions des pays du Sud.

10. En juillet 2022, le Secrétaire général a annoncé que Tshildzi Marwala succéderait à David M. Malone à la tête de l'Université des Nations Unies. M. Marwala a pris ses fonctions en qualité de septième Recteur de l'Université le 1^{er} mars 2023. C'est un universitaire et un penseur sud-africain distingué, dont les recherches touchent à plusieurs disciplines, incluant la théorie et l'application de l'intelligence artificielle à l'ingénierie, à l'informatique, à la finance, aux sciences sociales et à la médecine. Dans le passé, il a œuvré au perfectionnement des capacités humaines grâce à l'exploitation de la technologie et de la connectivité mondiale à la poursuite de l'accomplissement des objectifs de développement durable. M. Marwala a également été Vice-Président et Recteur de l'Université de Johannesburg.

B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022

11. Les états financiers I à V présentent les résultats financiers des activités de l'Université des Nations Unies et la situation financière de celle-ci au 31 décembre 2022. On trouvera dans les notes y relatives des explications sur les conventions comptables et règles d'information financière de l'Université ainsi que des renseignements complémentaires sur les montants indiqués dans les états.

Situation financière

Tableau IV.1

Récapitulatif de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

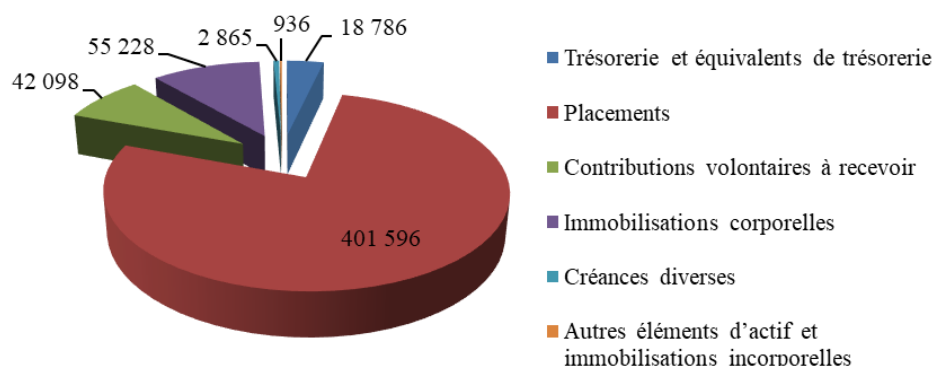
	2022	2021	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Actifs courants	69 379	87 258	(17 879)	(20,5)
Actifs non courants	452 130	525 543	(73 413)	(14,0)
Total de l'actif	521 509	612 801	(91 292)	(14,9)
Passifs courants	12 156	14 213	(2 057)	(14,5)
Passifs non courants	54 680	56 468	(1 788)	(3,2)
Total du passif	66 836	70 681	(3 845)	(5,4)
Actif net	454 673	542 120	(87 447)	(16,1)

Actif

12. Au 31 décembre 2022, l'actif s'élevait à 521,51 millions de dollars, contre 612,80 millions au 31 décembre 2021. La figure IV.I illustre la répartition de l'actif au 31 décembre 2022.

Figure IV.I
Total de l'actif au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



13. La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements se montaient à 420,38 millions de dollars et correspondaient à 80,6 % de la totalité de l'actif. Une part représentant 89,5 % de ce montant, soit 376,08 millions de dollars, détenue par le Fonds de dotation, est gérée par une société mondiale de gestion d'investissements. Le portefeuille du Fonds comprend des fonds indiciels cotés, à 50 % dans des fonds à revenu fixe et à 50 % dans des fonds d'actions. Les 32,42 millions restants (7,7 %) sont placés dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités de la Trésorerie de l'ONU ; 11,88 millions (2,8 %) sont gérés en interne.

14. Des immobilisations corporelles d'un montant total de 55,23 millions de dollars (10,6 % des actifs) sont pour la plupart traitées, conformément aux normes IPSAS, comme des immeubles de bureaux reçus au titre d'accords de cession du droit d'usage, assimilés à des contrats de location-financement, et traités comme des biens en propriété.

15. En application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), les créances au titre des contributions volontaires sont intégralement comptabilisées dès la signature d'un accord, y compris les sommes à recevoir lors d'exercices ultérieurs. Cette règle ne s'applique toutefois pas aux accords assortis d'obligations de résultats. Les contributions volontaires à recevoir s'élevaient à 42,10 millions de dollars, soit 8,1 % du total de l'actif. Un montant de 28,5 millions de dollars (67,7 %) devrait être reçu en 2023 et le reliquat après 2023.

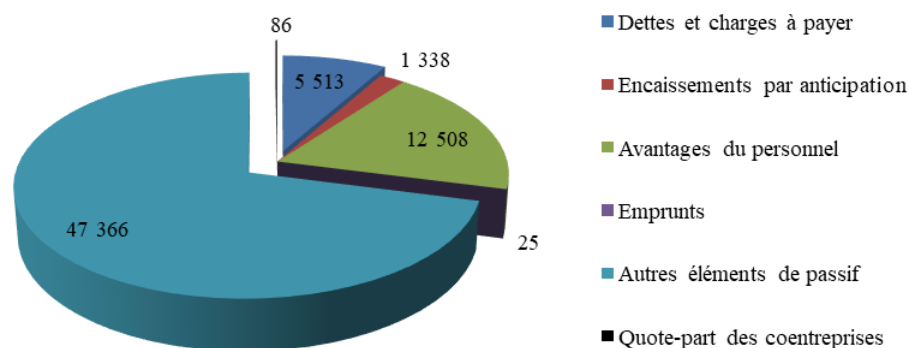
16. Au total, l'actif a diminué de 91,29 millions de dollars (soit 14,9 %) en 2022 par rapport à l'année précédente. Les fluctuations défavorables des marchés financiers ont eu des répercussions sur le Fonds de dotation, la valeur de marché du portefeuille de placements ayant diminué de 15,2 % pour s'établir à 373,8 millions de dollars, sachant qu'elle avait atteint un montant record à la fin de 2021, à 440,9 millions de dollars. En outre, le montant des contributions à recevoir a diminué de 8,94 millions de dollars (17,5 %), du fait qu'il a été signé en 2022 moins d'accords pluriannuels représentant des montants élevés.

Passif

17. Au 31 décembre 2022, le passif s'élevait à 66,84 millions de dollars, contre 70,68 millions de dollars au 31 décembre 2021. La figure IV.II illustre la répartition du passif de l'ONU au 31 décembre 2022.

Figure IV.II
Total du passif au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



18. En application des normes IPSAS, les bâtiments soumis à des droits d'usage cédés sans contrepartie sont considérés comme sous contrat de location-financement et inscrits à la rubrique Autres éléments de passif. Cette disposition s'applique au bâtiment du siège de l'Université et à plusieurs locaux hébergeant ses instituts, et représente un montant de 47,37 millions de dollars, soit 70,9 % du total du passif.

19. Le montant des engagements liés aux avantages du personnel (fonctionnaires et retraités) non réglés à la date de clôture s'élevait à 12,51 millions de dollars, soit 18,7 % du total du passif.

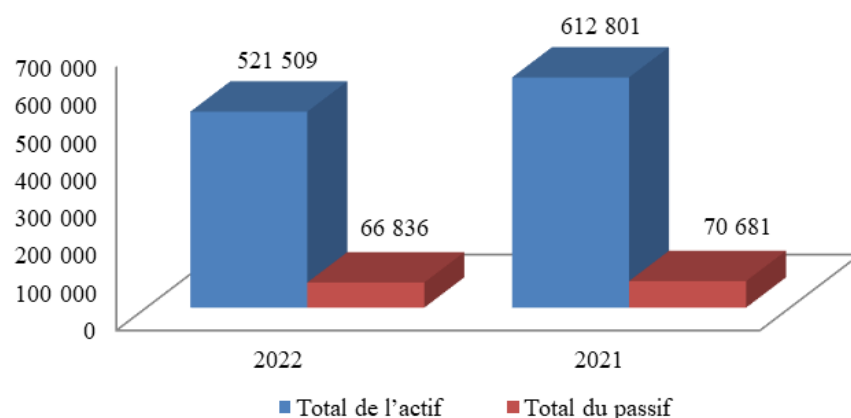
20. Les éléments restants étaient les dettes et les charges à payer, les encaissements par anticipation, les baux commerciaux, auxquels il fallait ajouter une situation nette négative s'agissant de la quote-part de l'Université dans des coentreprises.

21. En 2022, le total du passif a diminué de 3,84 millions de dollars, soit 5,4 %. Le montant des engagements au titre des avantages du personnel a diminué de 2,87 millions de dollars en raison de gains actuariels résultant principalement d'une variation du taux d'actualisation et du taux d'inflation. En outre, le montant des investissements effectués a été inférieur de 1,37 million de dollars par rapport à l'année précédente, d'où la diminution des dettes à la fin de 2022.

Figure IV.III

Variation du total de l'actif et du total du passif au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



22. La figure IV.III montre que le total de l'actif a diminué de 14,9 % au cours de l'année, passant de 612,80 millions de dollars en 2021 à 521,51 millions en 2022, principalement en raison de l'évolution à la baisse de la valeur du portefeuille du Fonds de dotation. Le montant total du passif a diminué de 5,4 %, passant de 70,68 millions de dollars en 2021 à 66,84 millions de dollars en 2022. Le ratio actif/passif est resté stable, à 12,8 % (contre 11,5 % en 2021).

Actif net

23. La valeur totale de l'actif net a diminué de 87,45 millions de dollars (elle était de 542,12 millions au 31 décembre 2021), ce qui s'explique principalement par la performance négative des placements en 2022. Les fluctuations à court terme des marchés peuvent se révéler déconcertantes, mais l'Université applique une perspective de long terme aux investissements consentis au titre de son Fonds de dotation. Cette instabilité s'est encore traduite par l'appréciation de la valeur marchande du Fonds, de 33,6 millions de dollars en 2021 et de 48,03 millions de dollars en 2020. En conséquence, l'Université demeure résolue à viser l'accomplissement de ses objectifs en matière de placements sur une longue période.

Résultats financiers*Produits*

Tableau IV.2

Analyse comparative des produits

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2022	2021	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Contributions volontaires	49 741	69 040	(19 299)	(28,0)
Produit des placements (montant net)	—	33 505	(33 505)	(100,0)
Produits divers	4 446	4 460	(14)	(0,3)
Total des produits	54 187	107 005	(52 818)	(49,4)

24. En 2022, le montant total des produits de l'Université s'est établi à 54,19 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 52,82 millions de dollars, soit 49,4 %, par rapport à 2021

25. Au titre de 2022, les placements n'ont pas dégagé de produits, en raison de moins-values latentes sur les titres, d'où une diminution du montant total des produits. L'Université a atténué ce revers en décidant de ne procéder à aucun retrait du Fonds de dotation.

26. Les contributions volontaires, d'un montant total de 49,74 millions de dollars, ont constitué la principale source de produits ; elles comprenaient notamment des contributions financières versées par les États Membres (21,55 millions de dollars en montant net) et par d'autres donateurs (7,27 millions de dollars). Les produits incluaient aussi des contributions en nature d'un montant de 18,95 millions de dollars correspondant à la différence entre la valeur marchande et le montant effectivement payé par l'Université pour la location des bâtiments qu'elle occupe. Le montant des contributions volontaires a diminué de 28,0 % du fait que le nombre d'accords pluriannuels signés en 2022 a été moindre qu'en 2021. Cela tient au fait que les principaux accords de financement signés par l'Université le sont sur une base cyclique, pour des périodes comprises entre trois et cinq ans.

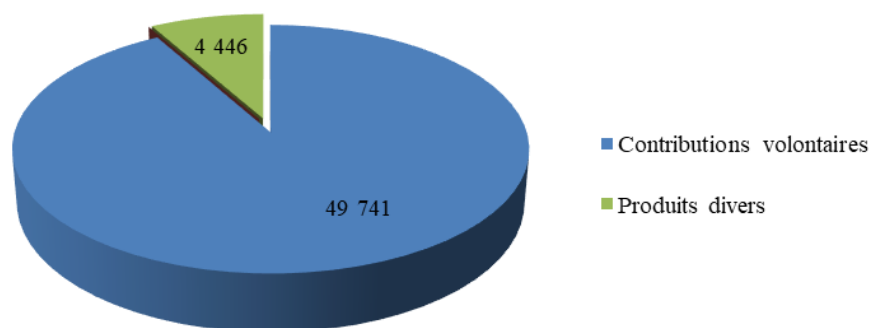
27. Les produits divers, composés principalement d'honoraires reçus pour des services de conseil et de loyers perçus par le siège de l'Université, se sont élevés à 4,45 millions de dollars.

28. La figure IV.IV illustre la répartition des produits de l'UNU au 31 décembre 2022.

Figure IV.IV

Total des produits au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



29. L'Université est tributaire d'un petit nombre de donateurs : ses six principaux bailleurs de fonds ont versé environ 62,4 % du montant total net des contributions financières de donateurs pour l'année. La figure IV.V présente les montants versés au titre de contributions volontaires par les principaux donateurs, au premier rang desquels se trouvait le Japon en 2022, et la figure IV.VI expose la répartition des contributions volontaires pour l'année considérée et les années suivantes, de 2018 à 2022.

Figure IV.V

Contributions volontaires d'un montant supérieur à 1,0 million de dollars versées par des États en 2022 (conformément aux normes IPSAS)

(En milliers de dollars des États-Unis)

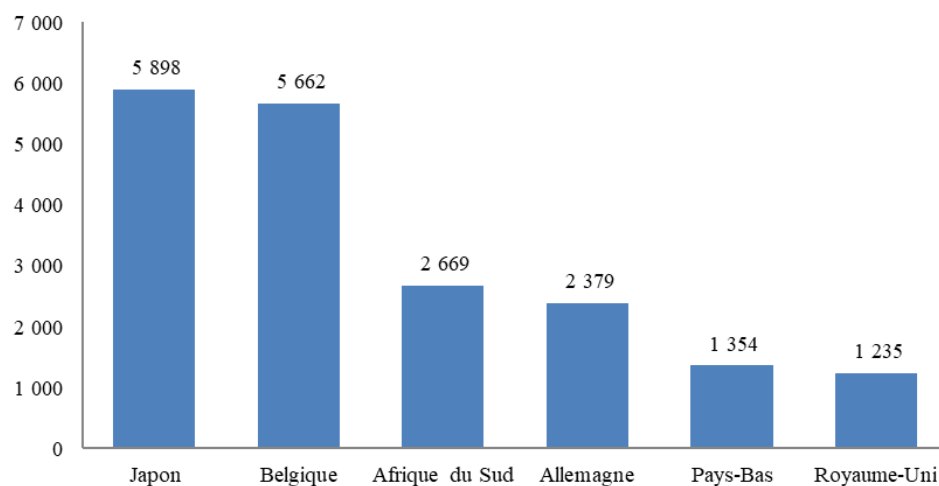
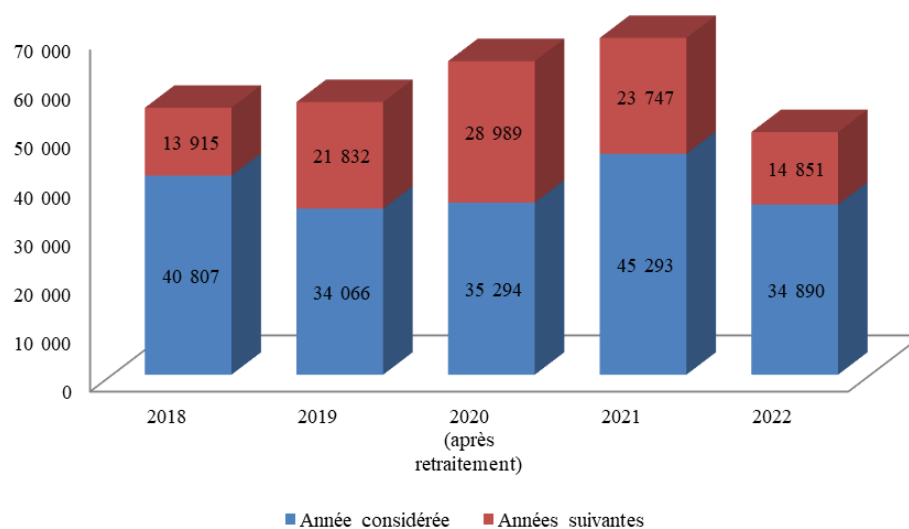


Figure IV.VI

Contributions volontaires pour l'année considérée et les années suivantes (2018-2022)

(En milliers de dollars des États-Unis)



Charges

Tableau IV.3

Analyse comparative des charges

(En milliers de dollars des États-Unis)

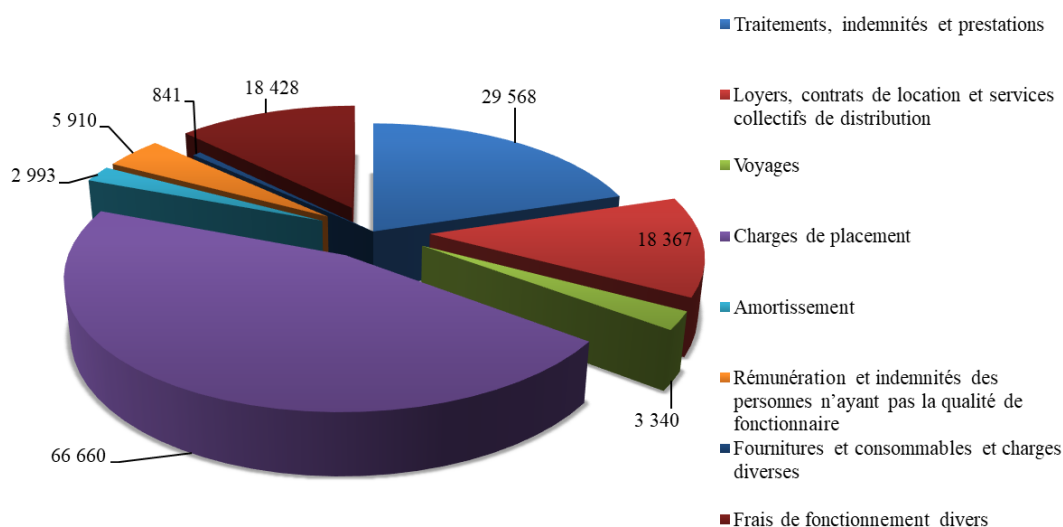
	2022	2021	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Traitements, indemnités et prestations	29 568	29 169	399	1,4
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	18 367	20 978	(2 611)	(12,4)
Voyages	3 340	611	2 729	446,6
Charges afférentes aux placements	66 660	–	66 660	100,0
Amortissement	2 993	2 715	278	10,2
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	5 910	6 511	(601)	(9,2)
Fournitures et consommables et charges diverses	841	1 258	(417)	(33,1)
Frais de fonctionnement divers	18 428	16 912	1 516	9,0
Total des charges	146 107	78 154	67 953	86,9

30. Pour l'année terminée le 31 décembre 2022, le montant total des charges s'est établi à 146,11 millions de dollars, soit une augmentation de 68,0 millions (86,9 %) par rapport à 2021 ; cette augmentation s'explique principalement par la comptabilisation de moins-values latentes sur le portefeuille de placements, ce qui s'est traduit par des charges de placement d'un montant de 66,66 millions de dollars. Hors charges de placement, le niveau des dépenses était comparable à celui de 2021.

31. Les charges se répartissaient entre les principales catégories suivantes : traitements, indemnités et prestations (29,57 millions de dollars, soit 20,2 %) ; frais de fonctionnement (18,43 millions de dollars, soit 12,6 %) ; loyers, contrats de location et services collectifs de distribution (18,37 millions de dollars, soit 12,6 %). La figure IV.VII illustre la répartition des charges de l'UNU au 31 décembre 2022.

Figure IV.VII
Total des charges au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



32. En 2022, le rendement des placements du Fonds de dotation a été négatif, en raison de l'instabilité des marchés financiers et du déclin notable accusé par les marchés d'actions et d'obligations. Certes, le Fonds a généré des produits de placement et réalisé des plus-values sur la vente de titres pour un montant de 51,3 millions de dollars, mais ils ont été contrebalancés par des moins-values latentes découlant des fluctuations de la juste valeur, à hauteur de 118,1 millions de dollars. En conséquence, les charges de placement ont atteint 66,66 millions de dollars, soit 45,6 % du montant total des charges au titre de 2022.

33. Hors charges de placement, le montant total des charges a légèrement augmenté, de 2 %. Le montant des frais de voyage a quadruplé après que les restrictions imposées aux frontières ont été levées, mais les charges y afférentes sont demeurées inférieures au niveau enregistré avant la pandémie. Le montant des dépenses de fonctionnement a augmenté de 9,0 %, en raison d'un taux d'exécution plus élevé des activités menées dans le cadre des programmes.

Résultats des activités

34. L'Université a enregistré un déficit de 91,92 millions de dollars en 2022, alors qu'elle avait enregistré un excédent de 28,85 millions de dollars en 2021 et de 49,78 millions en 2020, ce qui s'explique principalement par une moins-value latente sur le portefeuille de placements. Il est important de noter que les moins-values latentes ne sont pas matérialisées tant que les titres ne sont pas vendus. Les placements du Fonds de dotation sont axés sur le long terme, aussi les fluctuations à court terme de leur performance ne correspondent-elles pas nécessairement à leur performance d'ensemble sur une période plus longue.

Situation de trésorerie

35. Au 31 décembre 2022, la situation de trésorerie était saine, puisque l'Université disposait de suffisamment d'actifs liquides pour faire face à ses engagements. Le montant total des actifs liquides s'établissait à 68,86 millions de dollars (18,79 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, 18,70 millions de placements à court terme et 31,37 millions de créances), cependant que le total des passifs courants

s'élevait à 12,16 millions de dollars et le montant total du passif à 66,84 millions de dollars.

36. Le tableau IV.4 présente, pour 2022 et 2021, une synthèse des quatre principaux indicateurs de liquidité au 31 décembre.

Tableau IV.4

Indicateurs de liquidité pour l'Université des Nations Unies

<i>Indicateurs</i>	<i>2022</i>	<i>2021</i>
Actifs liquides/passifs courants (ratio de liquidité générale)	5,7	6,1
Liquidités/passifs courants (ratio de liquidité immédiate)	3,1	4,0
Actifs liquides/total de l'actif	0,13	0,14
Liquidités disponibles, en équivalent-mois	5,9	9,0

37. Le ratio de liquidité générale mesure la capacité de l'Université à honorer ses engagements à court terme au moyen des liquidités dont elle dispose. Le ratio de 5,7 signifie que les passifs courants étaient couverts près de six fois par les actifs liquides, et donc que l'UNU était dans une position confortable pour honorer la totalité de ses engagements à court terme, le cas échéant. Hors créances, le ratio de couverture des obligations courantes était de 3,1 en 2022 et de 4,0 en 2021.

38. Au 31 décembre 2021, les actifs liquides de l'Université représentaient environ 13,2 % du total de l'actif, et la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme suffisaient à couvrir pendant 5,9 mois ses dépenses, estimées en moyenne à 6,37 millions de dollars par mois.

C. Perspectives

39. En 2023, l'Université continuera de mettre en œuvre son plan stratégique pour la période 2020-2024, dans lequel est mise en relief l'orientation stratégique de ses recherches et la priorité est donnée aux besoins de l'ONU et de ses États Membres en matière de politiques, et en particulier aux besoins des décideurs des pays du Sud. L'accent y est mis sur les points suivants : la programmation de la recherche axée sur les politiques ; l'instauration d'une culture institutionnelle dynamique, innovante et diversifiée ; l'amélioration de la collaboration, de la communication et de la visibilité ; la viabilité financière à l'échelle du système.

40. Sous l'égide de son nouveau Recteur, l'Université va commencer à établir un nouveau plan stratégique, articulé sur les axes suivants : développement de la présence de l'Université à l'échelle mondiale ; renforcement de ses activités, en particulier dans les pays du Sud ; renforcement de ses capacités dans les domaines de l'enseignement, de l'apprentissage, de la recherche et de la définition de grandes orientations, en partenariat avec des universités et d'autres parties prenantes partout dans le monde.

Annexe

Renseignements complémentaires

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que le Recteur de l'Université est tenu de communiquer.

Comptabilisation en pertes de montants en espèces et de créances

2. Les montants en espèces et créances comptabilisés en pertes en application de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 106.7 se sont élevés à 6 056,51 dollars en 2022.

Comptabilisation en pertes de biens

3. Aucune perte d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'immobilisations incorporelles résultant d'accidents, de vols, de dommages ou de destructions n'a été comptabilisée en 2022 pour l'UNU au titre de la règle de gestion financière 106.7. Les pertes dues à d'autres facteurs, tels que l'obsolescence ou l'usure normale des biens, ne sont pas prises en compte.

Versements à titre gracieux

4. Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué en 2022.

Chapitre V

États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Au 31 décembre 2021</i>
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6	18 786	23 031
Placements	Note 7	18 706	33 653
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	28 502	26 169
Créances diverses	Note 9	2 865	3 987
Autres éléments d'actif	Note 10	520	418
Total des actifs courants		69 379	87 258
Actifs non courants			
Placements	Note 7	382 890	447 150
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	13 596	24 865
Immobilisations corporelles	Note 12	55 228	53 187
Immobilisations incorporelles	Note 13	232	151
Autres éléments d'actif	Note 10	184	190
Total des actifs non courants		452 130	525 543
Total de l'actif		521 509	612 801
Passif			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	Note 14	5 513	8 141
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	1 298	1 452
Avantages du personnel	Note 16	2 923	2 360
Contrats de location	Note 17	13	21
Autres éléments de passif	Note 18	2 409	2 239
Total des passifs courants		12 156	14 213

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite et fin)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Au 31 décembre 2021</i>
Passifs non courants			
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	40	106
Avantages du personnel	Note 16	9 585	13 017
Contrats de location	Note 17	12	25
Autres éléments de passif	Note 18	44 957	43 255
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	86	65
Total des passifs non courants		54 680	56 468
Total du passif		66 836	70 681
Total net de l'actif et du passif		454 673	542 120
Actif net			
Excédents cumulés	Note 19	79 458	99 891
Fonds de dotation	Note 20	375 215	442 229
Total de l'actif net		454 673	542 120

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

II. État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	2022	2021
Produits			
Contributions volontaires	Note 21	49 741	69 040
Produit des placements (montant net)	Note 22	–	33 505
Produits divers	Note 23	4 446	4 460
Total des produits		54 187	107 005
Charges			
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	29 568	29 169
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	Note 24	18 367	20 978
Voyages	Note 24	3 340	611
Charges afférentes aux placements (montant net)	Note 22	66 660	–
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 993	2 715
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	5 910	6 511
Fournitures et consommables	Note 24	832	1 255
Frais de fonctionnement divers	Note 24	18 428	16 912
Charges diverses	Note 24	9	3
Total des charges		146 107	78 154
(Déficit)/excédent pour l'année		(91 920)	28 851

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Excédents cumulés</i>	<i>Fonds de dotation</i>	<i>Total</i>
Actif net au 1^{er} janvier 2021	88 990	423 749	512 739
Variations de l'actif net			
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence) (note 27)	18	—	18
Engagements au titre des avantages du personnel : gains actuariels (note 16)	512	—	512
Excédent pour l'année	10 371	18 480	28 851
Total des variations constatées dans l'actif net	10 901	18 480	29 381
Total de l'actif net au 31 décembre 2021	99 891	442 229	542 120
Variations de l'actif net			
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence) (note 27)	47	—	47
Engagements au titre des avantages du personnel : gains actuariels (note 16)	4 426	—	4 426
Déficit pour l'année	(24 906)	(67 014)	(91 920)
Total des variations constatées dans l'actif net	(20 433)	(67 014)	(87 447)
Total de l'actif net au 31 décembre 2022	79 458	375 215	454 673

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	2022	2021
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
(Déficit)/excédent pour l'année		(91 920)	28 851
<i>Variations sans effet de trésorerie</i>			
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 993	2 715
Moins-value/(plus-value) latente sur les placements du Fonds de dotation découlant de variations de la juste valeur	Note 22	118 119	(15 452)
Moins-value/(plus-value) réalisée sur la vente de placements du Fonds de dotation	Note 22	(43 819)	(9 858)
Moins-value/(plus-value) latente relative au Fonds de dotation en raison d'une réévaluation		554	(391)
Engagements au titre des avantages du personnel : (perte)/gain actuariel(le)	Note 16	4 426	512
Perte/(gain) sur la quote-part des coentreprises	Note 27	47	18
Perte/(gain) sur sorties d'immobilisations corporelles		18	–
Produits des placements du Fonds de dotation présentés parmi les activités d'investissement	Note 22	(7 518)	(8 158)
Produits des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités présentés parmi les activités d'investissement	Note 22	(122)	(38)
Entrée d'immobilisations corporelles : contributions en nature	Note 12	(4 253)	(1 624)
<i>Variations de l'actif</i>			
Diminution/(augmentation) des contributions volontaires à recevoir	Note 8	8 936	(5 076)
Diminution/(augmentation) des créances diverses	Note 9	1 122	160
Diminution/(augmentation) des autres éléments d'actif	Note 10	(96)	(78)
<i>Variations du passif</i>			
Augmentation/(diminution) des dettes et charges à payer	Note 14	(2 628)	798
Augmentation/(diminution) des encaissements par anticipation et des produits comptabilisés d'avance	Note 15	(220)	(235)
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel	Note 16	(2 869)	246
Augmentation/(diminution) des autres éléments de passif	Note 18	1 872	(636)
Augmentation/(diminution) de la quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	21	(26)
Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement		(15 337)	(8 272)

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(suite et fin)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	2022	2021
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Produits des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités présentés parmi les activités d'investissement (montant net)	Note 22	122	38
Variation nette du fonds de gestion centralisée des liquidités	Note 7	12 179	(12 829)
Dividendes		3 370	4 333
Intérêts		4 148	3 825
Achat de placements		(450 272)	(38 196)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements		442 446	46 637
Achat d'immobilisations corporelles	Note 12	(780)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Note 13	(100)	(112)
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		11 113	3 696
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Remboursements au titre de contrats de location	Note 17	(21)	(28)
Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement		(21)	(28)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(4 245)	(4 604)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année	Note 6	23 031	27 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année	Note 6	18 786	23 031

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie du budget	Budget approuvé ^a				Montants réels calculés sur une base comparable	Différence entre le budget initial et le budget définitif (pourcentage)	Différence entre le budget définitif et les montants réels (pourcentage) ^b
	Budget biennal initial	Budget biennal définitif	Budget annuel initial	Budget annuel définitif			
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	56 437	62 678	32 152	34 987	31 864	8,8	(8,9)
Traitements et autres dépenses de personnel	49 614	49 399	24 404	23 659	18 007	(3,1)	(23,9)
Frais généraux de fonctionnement	19 540	19 444	10 238	9 567	7 352	(6,6)	(23,2)
Total	125 591	131 521	66 794	68 213	57 223	2,1	(16,1)

^a Le programme de travail et les prévisions budgétaires de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal 2022-2023 ont été approuvés par le Conseil de l'Université en novembre 2021. Le budget initial a été élaboré sur une base annuelle pour chacune des deux années de l'exercice. Les montants annuels portent sur l'année du budget biennal approuvé par le Conseil qui est considérée dans les présents états financiers.

^b Différence entre les dépenses réelles (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget définitif, en pourcentage du budget définitif ; les différences supérieures à 10 % sont expliquées dans la note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

Notes relatives aux états financiers

Note 1

L'Université des Nations Unies et ses activités

1. Les présents états financiers portent sur les opérations de l'Université des Nations Unies (UNU), entité des Nations Unies présentant ses propres états financiers.
2. En 1969, à sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale a examiné la question de la création d'une université internationale consacrée aux objectifs de paix et de progrès de la Charte des Nations Unies. À cette occasion, elle a invité le Secrétaire général à entreprendre, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), une étude qui serait confiée à des experts sur la possibilité d'établir une telle université [résolution [2573 \(XXIV\)](#)]. Elle a examiné la question plus en détail au cours des deux sessions qui ont suivi [résolutions [2691 \(XXV\)](#) et [2822 \(XXVI\)](#)].
3. Le 11 décembre 1972, à sa vingt-septième session, l'Assemblée générale a décidé de créer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université internationale qui porterait le nom d'Université des Nations Unies [résolution [2951 \(XXVII\)](#)].
4. Le 6 décembre 1973, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies [[A/9149/Add.2](#) ; résolution [3081 \(XXVIII\)](#)].
5. Le 21 décembre 2009, à sa soixante-quatrième session, l'Assemblée générale a approuvé deux amendements (ajouts) à la Charte de l'Université, à savoir le paragraphe 8 de l'article I et le paragraphe 2 *bis* de l'article IX (résolution [64/225](#)), autorisant explicitement l'Université à délivrer des maîtrises et doctorats.
6. Le 20 décembre 2013, à sa soixante-huitième session, l'Assemblée générale a approuvé les amendements aux paragraphes 1 et 3 de l'article IV de la Charte de l'Université (résolution [68/236](#)), ramenant de 24 à 12 le nombre des membres du Conseil de l'Université.
7. L'Université est un laboratoire d'idées mondial et un établissement d'enseignement universitaire supérieur dont le siège se trouve au Japon et dont la mission consiste à contribuer, par des projets collaboratifs de recherche et d'éducation, à l'action menée pour régler les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui intéressent l'Organisation ainsi que les peuples et les États Membres qu'elle représente.
8. Pour accomplir cette mission, l'Université collabore avec les grands établissements universitaires et instituts de recherche des États Membres, servant ainsi de passerelle entre le monde universitaire international et le système des Nations Unies.
9. Par ses activités d'enseignement universitaire supérieur, l'Université contribue au renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement.
10. Le Centre de l'UNU est le centre névralgique de la programmation, de la planification et de l'administration des activités de l'Université ; il comprend le Rectorat, le service administratif de Putrajaya (Malaisie) et les services universitaires, qui appuient les travaux de l'ensemble du système de l'Université.
11. Le Centre de recherche sur les politiques, situé à New York, fait également partie du Centre de l'UNU. Le Centre a été créé en 2014 dans le cadre des mesures plus

larges prises par le Recteur pour donner plus de poids aux travaux de l'Université dans les domaines de la paix et de la sécurité et du développement mondial, comme l'avait demandé le Secrétaire général. Sa principale mission consiste à promouvoir des travaux de recherche qui alimentent les grands débats en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies et contribuent à la mise en œuvre des priorités du Secrétaire général dans ces domaines.

12. L'Université est composée des 13 instituts et programmes de recherche et de formation ci-après, répartis dans 12 pays à travers le monde, ce réseau mondial étant coordonné par le Centre de l'ONU :

- a) le Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC), à Caracas ;
- b) l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS), à Bruges (Belgique) ;
- c) l'Institut international pour la technologie des logiciels (UNU-IIST), à Macao (Chine) (anciennement nommé l'Institut pour l'informatique et la société) ;
- d) l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS), à Bonn (Allemagne) ;
- e) l'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES), à Dresde (Allemagne) ;
- f) l'Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS), à Tokyo ;
- g) l'Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH), à Kuala Lumpur ;
- h) l'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA), à Accra ;
- i) l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), à Hamilton, en Ontario (Canada) ;
- j) l'Institut pour le développement durable (UNU-IRADDA), à Alger ;
- k) le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT), à Maastricht (Pays-Bas) ;
- l) l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), à Helsinki ;
- m) l'Institut de recherche économique et sociale (UNU-IESR), à Dakar.

13. Les autres activités de l'Université sont menées au siège, à Tokyo.

14. Présentant ses propres états financiers, l'Université est considérée comme une entité autonome, qui ne subit aucun contrôle de la part d'une autre entité des Nations Unies publiant des états financiers ni n'exerce aucun contrôle sur une telle entité. Ayant chacune leur propre mode de gouvernance et leurs propres procédures budgétaires, les entités des Nations Unies qui présentent des états financiers ne peuvent faire l'objet d'un contrôle commun. Par conséquent, les présents états financiers se rapportent uniquement aux activités de l'Université.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

Référentiel comptable

15. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, les états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Ils ont été établis sur la base de la continuité des activités, et les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme tout au long des activités d'établissement et de présentation. Conformément aux normes IPSAS, les présents états, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'Université, se composent comme suit :

- a) un état de la situation financière (état I) ;
- b) un état de la performance financière (état II) ;
- c) un état des variations de l'actif net (état III) ;
- d) un état des flux de trésorerie (établi suivant la méthode indirecte) (état IV) ;
- e) un état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) ;
- f) des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives ;
- g) des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers susmentionnés [points a) à d)] et, le cas échéant, pour les éléments narratifs et les renseignements présentés dans les notes y relatives.

Continuité d'activité

16. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité, compte tenu de l'approbation par le Conseil de l'Université du programme de travail et des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2022-2023, de l'état de l'actif net, de la tendance positive observée au cours des années précédentes dans le versement des contributions volontaires et du fait que l'Assemblée générale n'a pas décidé de mettre fin aux opérations de l'Université.

Autorisation de la publication des états financiers

17. Les états financiers ont été certifiés par le Contrôleur et approuvés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière, le Secrétaire général a soumis les présents états, arrêtés au 31 décembre 2022, au Comité des commissaires aux comptes avant le 31 mars 2023. Conformément à l'article 7.12 du même Règlement, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale, en même temps que les états financiers audités, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Base d'évaluation

18. Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique, exception faite des actifs financiers, comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

19. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière de l'Université. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.

20. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération, qui se rapproche du taux de change au comptant en vigueur à cette même date. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Lorsque c'est la méthode du coût historique qui est employée, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis n'est pas convertie en fin d'année.

21. Le montant net des écarts de change résultant du règlement d'opérations en devises et de la conversion en dollars, au taux de change en vigueur à la fin de l'année, de la valeur des actifs et passifs détenus dans d'autres monnaies est comptabilisé en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

22. L'importance relative est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers de l'Université. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation et à la communication de l'information, au regroupement, à la compensation et à l'application rétrospective ou prospective des changements de méthodes comptables. De façon générale, un élément est jugé important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

23. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS suppose de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses concernant le choix et l'application des méthodes comptables et les montants qui sont constatés pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges.

24. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'année durant laquelle elles se produisent et de toute année à venir qui en subirait les effets. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs dans les années à venir comprennent l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation des actifs, le classement des instruments financiers, l'évaluation des stocks, les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actualisée des provisions et le classement des actifs et passifs éventuels.

Positions officielles attendues des autorités comptables internationales

25. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales du secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers de l'Université et continuent par conséquent de faire l'objet d'un suivi concernent les éléments suivants :

a) *Heritage assets* (biens patrimoniaux) : traitement comptable des biens patrimoniaux ;

b) *Infrastructure assets* (actifs d'infrastructure) : étude et recensement des problèmes que pose l'application de la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles) à des infrastructures, visant à fournir des orientations supplémentaires sur la comptabilisation de celles-ci. Le Conseil des normes IPSAS a prévu de publier une nouvelle norme sur les immobilisations corporelles, en remplacement de la norme 17, qui comportera des orientations sur les biens patrimoniaux et sur les actifs d'infrastructure et incorporera les nouveaux principes d'évaluation. Il est prévu que la norme et les orientations relatives à l'évaluation soient publiées au premier semestre de 2023 ;

c) *Public sector measurement* (évaluation dans le secteur public) : i) révision des normes IPSAS établissant les prescriptions relatives aux évaluations des actifs et passifs effectuées tant au moment de la comptabilisation initiale qu'ultérieurement et à la publication des résultats obtenus ; ii) définition d'orientations plus détaillées sur l'application du coût de remplacement et du coût d'exécution d'une obligation et sur les circonstances dans lesquelles il convient d'utiliser ces bases d'évaluation ; iii) définition du traitement comptable des coûts de transaction, en particulier en ce qui concerne l'immobilisation des coûts d'emprunt ou leur passage en charges. Le Conseil des normes IPSAS devrait approuver et publier la norme sur l'évaluation au premier semestre de 2023. La partie correspondante du Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public (chapitre 7, consacré à l'évaluation des actifs et des passifs) sera également mise à jour conformément à la nouvelle norme ;

d) *Non-exchange expenses* (charges liées à des opérations sans contrepartie directe) : mise au point d'une ou de plusieurs normes permettant de comptabiliser les charges liées aux opérations sans contrepartie directe, exception faite des avantages sociaux, et définissant les obligations des prestataires de ces opérations. La nouvelle norme entraînerait un changement portant sur la comptabilisation des charges : l'émetteur du transfert comptabiliserait une charge lorsque le bénéficiaire du transfert s'acquitte d'une obligation en transférant des biens ou services à un tiers bénéficiaire. Le projet de norme en est au stade de l'examen final et devrait être publié au premier semestre de 2023 ;

e) *Revenue* (produits) : mise au point de nouvelles directives et orientations qui modifieront ou remplaceront celles définies dans les normes IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe), 11 (Contrats de construction) et 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)]. Le Conseil des normes IPSAS a achevé l'examen des questions relatives aux principes et devrait publier la norme au premier semestre de 2023 ;

f) *Accounting and reporting by retirement benefit plans* (comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) : nouveau projet de norme du Conseil des normes IPSAS, adapté de la Norme comptable internationale 26, visant la mise au point de directives concernant le traitement comptable et les rapports financiers des régimes de retraite du secteur public, dont l'objectif principal est de verser des prestations aux retraités du secteur public. Ces orientations s'appliqueront à tout régime de retraite qui établit des états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice ;

g) *Other lease-type arrangements* (ententes assimilables à des contrats de location) : nouveau projet de norme du Conseil des normes IPSAS concernant la mise au point d'orientations supplémentaires qui encadreront le traitement comptable des ententes assimilables à des contrats de location. L'exposé-sondage, publié pour observations en janvier 2023, vise à modifier les dispositions de la norme IPSAS 43 (Contrats de location) relatives à la comptabilisation des contrats de location à des conditions avantageuses et à fixer de nouvelles orientations concernant les actifs au

titre de droits d'utilisation sans contrepartie, lesquelles modifieront la norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)].

Nouvelles normes IPSAS

26. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes suivantes : la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), publiée en août 2018 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ; la norme IPSAS 42 (Prestations sociales), publiée en janvier 2019 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ; la norme IPSAS 43 (Contrats de location), qui a été publiée en janvier 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ; la norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui a été publiée en mai 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. On s'attend à ce que ces normes aient les effets suivants sur les états financiers de l'Université, y compris ceux de la période de comparaison :

<i>Norme</i>	<i>Conséquences prévues pour la première année d'application</i>
Norme IPSAS 41	<p>La norme IPSAS 41 (Instruments financiers), appelée à remplacer la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Les améliorations consistent en l'ajout :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ; b) d'un modèle prévisionnel de dépréciation ; c) d'un modèle flexible de comptabilité de couverture. <p>L'Université a l'obligation de se conformer à la norme IPSAS 41 (Instruments financiers) pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2023. Elle évalue actuellement les nouvelles prescriptions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des placements dans le fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation, conformément à la norme IPSAS 41. Les résultats de l'évaluation serviront à mettre au point un document de méthode comptable et à mettre à jour les orientations.</p>
Norme IPSAS 42	<p>La norme IPSAS 42 (Prestations sociales) donne des orientations sur la comptabilisation des charges liées aux prestations sociales, définies comme des transferts monétaires visant certains individus ou des ménages pour atténuer l'effet des risques sociaux. On peut notamment citer la pension de retraite d'État, la pension d'invalidité, l'aide au revenu et les prestations d'assurance-chômage. En vertu de la nouvelle norme, l'entité présentant l'information financière comptabilise une charge et un passif pour les prochaines prestations sociales à verser.</p> <p>Actuellement, l'Université ne verse pas de prestations sociales de ce type.</p>
Norme IPSAS 43	<p>La norme IPSAS 43 (Contrats de location) a remplacé la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et vise à faire coïncider les directives avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 16. Elle comporte une nouvelle définition des termes « contrat » et « contrat de location » et prescrit un modèle de comptabilisation et d'évaluation du droit d'utilisation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de location d'actifs de faible valeur, qui en sont exempts. Elle donne également des orientations supplémentaires sur l'application du modèle des risques et avantages pour les bailleurs. L'Université a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'année financière se terminant le</p>

<i>Norme</i>	<i>Conséquences prévues pour la première année d'application</i>
	31 décembre 2025. Ses effets sur les années civiles 2023 et 2024 seront évalués avant le 1 ^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme. L'élargissement de la définition des contrats de location devrait entraîner la comptabilisation d'un plus grand nombre d'accords contraignants comme étant des contrats de location et, par conséquent, l'augmentation du montant des passifs afférents aux contrats de location et des actifs liés aux droits d'utilisation.
Norme IPSAS 44	La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui s'inscrit dans le prolongement de la norme IFRS 5, définit les modalités de comptabilisation des actifs détenus en vue de la vente et les modalités de présentation des activités abandonnées et de communication de l'information y relative. L'Université a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'année financière se terminant le 31 décembre 2025. Elle évaluera les effets de la norme de façon à être prête à l'appliquer à compter du 1 ^{er} janvier 2025, date fixée pour l'entrée en vigueur. Compte tenu des définitions arrêtées et du champ d'application de la norme, les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation ne devraient pas, à première vue, avoir d'incidence significative sur l'Université ; en effet, les modifications relatives à la présentation des activités abandonnées et à la communication de l'information y relative ne s'appliqueront qu'aux activités qui seront effectivement abandonnées à compter du 1 ^{er} janvier 2025.

Note 3

Principales méthodes comptables

Classement des actifs financiers

27. Ce classement est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. L'Université détermine la catégorie à laquelle appartiennent ses actifs financiers (voir ci-après) au moment de la comptabilisation initiale, puis réévalue ce classement à chaque date de clôture.

<i>Classement</i>	<i>Actifs financiers</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat	Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie et créances

28. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés par l'Université à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Université devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

29. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers. La valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de clôture, le montant net des écarts étant comptabilisé en charges ou en produits.

30. Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale,

sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement pour être cédés à court terme. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture, les gains ou pertes résultant des variations de cette valeur étant comptabilisés en résultat l'année durant laquelle ils se produisent.

31. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *pro rata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

32. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont constatées en charges dans les comptes de l'année durant laquelle elles se produisent.

33. Les actifs financiers sont décomptabilisés au moment de l'expiration ou de la cession des droits à des flux de trésorerie, lorsque l'Université a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces instruments. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités

34. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par le Secrétariat et d'autres participants dans deux fonds de gestion centralisée des liquidités gérés en interne. La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des placements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général pesant sur le portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies.

35. Les montants investis par l'Université dans les fonds de gestion centralisée sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme ou placements à long terme.

Placements du Fonds de dotation

36. Le Fonds de dotation est constitué des contributions des donateurs qui sont spécifiquement conservées au bénéfice de l'Université. Ses ressources sont constamment investies pour dégager des recettes qui servent à financer les activités et le fonctionnement de l'Université.

37. Les placements du Fonds de dotation de l'Université sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme ou placements à long terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

38. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe : contributions à recevoir

39. Les contributions à recevoir sont des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États Membres, les États non membres et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'Université dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit, hormis les contributions volontaires à recevoir arrivant à échéance dans plus de 12 mois, de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, lesquels font l'objet d'une provision pour créances douteuses. Lorsqu'elles sont significatives, les créances à long terme relatives aux contributions volontaires sont comptabilisées à la valeur actualisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. S'agissant des contributions volontaires à recevoir, des créances clients et des créances diverses, la réduction de valeur se fait créance par créance en fonction des dispositions pertinentes, puis selon la méthode générale, laquelle consiste à appliquer une réduction de 25 % pour les créances dues depuis plus de 12 mois, de 60 % pour celles dues depuis plus de 24 mois et de 100 % pour celles dues depuis plus de 36 mois.

Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe : créances diverses

40. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens et services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie. S'ils sont significatifs, les montants des créances diverses font l'objet d'un examen particulier et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté selon la méthode générale appliquée aux contributions volontaires à recevoir.

Autres éléments d'actif

41. Les autres éléments d'actif comprennent les avances sur les indemnités pour frais d'études et les charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services par l'autre partie, après quoi une charge est constatée.

Stocks

42. Les soldes relatifs aux stocks sont comptabilisés dans les actifs courants et entrent dans la catégorie suivante :

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégories</i>
Biens destinés à la vente ou à la distribution	Ouvrages et publications

43. Le coût des stocks est calculé selon la méthode du coût moyen. Il comprend le prix d'acquisition majoré de tous les autres coûts imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état. Les stocks acquis dans le cadre d'opérations sans contrepartie directe, c'est-à-dire les dons, sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les stocks destinés à la vente sont évalués au coût d'acquisition ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est moindre. Ceux destinés à être distribués pour un coût zéro ou symbolique ou à être intégrés dans la production de biens ou de services sont évalués au coût d'acquisition ou au coût de remplacement si celui-ci est moindre.

44. La valeur comptable des stocks est passée en charges lorsqu'ils sont vendus, échangés, distribués ou consommés par l'Université. La valeur nette de réalisation correspond au montant net attendu de la vente de stocks dans le cours normal des activités. Le coût de remplacement correspond aux frais estimatifs à engager pour acquérir le bien considéré.

45. Les stocks sont soumis à des vérifications physiques en fonction de la valeur que l'administration leur attribue ou du niveau de risque qu'elle y associe. On estime leur valeur en déduisant les dépréciations opérées entre le coût et le coût de remplacement ou la valeur nette de réalisation, qui sont comptabilisées en résultat.

Biens patrimoniaux

46. Les biens patrimoniaux ne sont pas comptabilisés à l'actif, mais les opérations les concernant sont signalées dans les notes y relatives lorsqu'elles sont importantes.

Immobilisations corporelles

47. Les immobilisations corporelles sont classées dans différentes catégories selon leur nature, leur fonction, leur durée d'utilité et la méthode d'évaluation utilisée, par exemple : véhicules ; matériel de communication et matériel informatique ; matériel et outillage ; mobilier et agencements ; biens immobiliers (terrains, bâtiments, améliorations locatives, infrastructures et immobilisations en cours). Elles sont comptabilisées comme suit :

a) Les actifs corporels sont portés en immobilisations lorsque leur coût unitaire est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars ou à 100 000 dollars dans le cas des améliorations locatives et des actifs produits par l'entité pour elle-même ;

b) Toutes les immobilisations corporelles autres que les biens immobiliers sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site ;

c) Faute d'informations sur le coût historique, les actifs immobiliers (bâtiments et infrastructures) ont été initialement comptabilisés à leur juste valeur selon la méthode du coût de remplacement net d'amortissement lors du passage aux normes IPSAS. Cette méthode consiste à calculer le coût par unité de mesure (par exemple le coût au mètre carré) en recueillant des données sur les coûts de construction, en utilisant des données internes sur les coûts (lorsqu'il en existe) ou en recourant à des estimateurs de coûts externes pour chaque catégorie de biens immobiliers, puis en multipliant ce coût unitaire par la surface hors œuvre du bien pour obtenir le coût de remplacement à l'état neuf. Pour déterminer le coût de remplacement net d'amortissement d'un bien, des provisions pour amortissement sont déduites du coût de remplacement à l'état neuf afin de prendre en compte l'utilisation physique, fonctionnelle et économique du bien. Tout nouvel actif immobilier est comptabilisé au coût historique ;

d) Pour les immobilisations corporelles acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition.

48. L'amortissement des immobilisations corporelles est opéré sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire à hauteur de la valeur comptable résiduelle, sauf pour les terrains et les immobilisations en cours, qui ne sont pas amortis. Comme tous les composants d'un bâtiment n'ont ni la même durée

d'utilité ni le même calendrier d'entretien, de rénovation ou de remplacement, l'amortissement des grands composants des bâtiments appartenant à l'Université se fait composant par composant. L'amortissement est opéré à compter du mois durant lequel l'Université prend le contrôle du bien au sens des Incoterms (règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux) jusqu'à la fin du mois qui précède le retrait du service ou la cession de l'immobilisation. Compte tenu de l'utilisation attendue des immobilisations corporelles, il est considéré que la valeur résiduelle est égale à zéro, sauf lorsqu'il est probable qu'elle sera significative. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée</i>
Matériel informatique et matériel de communication	Matériel informatique	4 ans
	Matériel de communication et matériel audiovisuel	7 ans
Véhicules	Véhicules légers	6 ans
	Véhicules lourds et véhicules de soutien génie	12 ans
	Véhicules spécialisés, remorques et attelages	6 à 12 ans
	Navires	10 ans
Matériel et outillage	Matériel léger du génie et matériel léger de construction	5 ans
	Matériel médical	5 ans
	Matériel de sécurité et de sûreté	5 ans
	Matériel de détection des mines et de déminage	5 ans
	Matériel d'hébergement et de réfrigération	6 ans
	Matériel de traitement de l'eau et de distribution du carburant	7 ans
	Matériel de transport	7 ans
	Matériel lourd du génie et matériel lourd de construction	12 ans
Mobilier et agencements	Matériel d'impression et de publication	20 ans
	Bibliothèque : ouvrages de référence	3 ans
	Matériel de bureau	4 ans
	Agencements et aménagements	7 ans
Bâtiments	Mobilier	10 ans
	Structures temporaires et structures mobiles	7 ans
	Structures permanentes (selon le type)	25, 40 ou 50 ans
	Principaux composants des bâtiments (extérieur, toiture, intérieur et services/équipements collectifs) (comptabilisation par composants)	20 à 50 ans
	Contrats de location-financement et droits d'usage cédés sans contrepartie	Durée de l'arrangement ou

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée</i>
		durée d'utilité du bâtiment si celle-ci est plus courte
Infrastructures	Télécommunications, énergie, protection, transports, gestion des déchets et des eaux, détente, aménagements paysagers	Jusqu'à 50 ans
Améliorations locatives	Agencements, aménagements et travaux de construction mineurs	Durée du bail ou 5 ans si cette durée est plus courte

49. Dans des cas exceptionnels, la durée d'utilité constatée pour certains actifs peut différer de celle prescrite pour la sous-catégorie à laquelle ils appartiennent, comme indiqué ci-dessus, mais elle reste dans la fourchette correspondant à leur catégorie. En effet, lors de l'établissement du solde d'ouverture conforme aux normes IPSAS pour 2014, l'Université s'est intéressée de près à la durée d'utilité économique résiduelle des actifs et a inscrit celle-ci dans les fiches articles.

50. Lorsque des immobilisations corporelles intégralement amorties mais toujours en service conservent une valeur significative, le montant du cumul des amortissements et des immobilisations corporelles présenté dans les états financiers incorpore des ajustements visant à tenir compte d'une valeur résiduelle de 10 % du coût historique, établie à l'issue d'une analyse des catégories et des durées d'utilité des actifs visés.

51. Pour évaluer les immobilisations corporelles après leur comptabilisation initiale, l'Université a choisi d'appliquer le modèle du coût plutôt que celui de la réévaluation. Les dépenses engagées après l'acquisition initiale d'un actif ne sont comptabilisées en immobilisations que s'il est probable que l'Université bénéficiera des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associés au bien considéré et que les dépenses ultérieures seront supérieures au seuil de comptabilisation initiale. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans les charges de l'année durant laquelle ils sont engagés.

52. Il y a gain ou perte sur sortie ou transfert d'immobilisations corporelles lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. De tels écarts sont comptabilisés en produits divers ou en charges diverses.

53. Il est procédé à des tests de dépréciation lors de l'inventaire physique annuel ou lorsque, en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Les terrains, les bâtiments et les infrastructures dont la valeur nette comptable en fin d'année est supérieure à 100 000 dollars par unité font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Pour les autres immobilisations corporelles (hors immobilisations en cours et améliorations locatives), le seuil est fixé à 5 000 dollars.

Immobilisations incorporelles

54. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Pour celles qui ont été acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition. Le seuil d'immobilisation est fixé à 100 000 dollars pour les actifs incorporels

développés en interne et à 5 000 dollars par unité pour les actifs incorporels acquis à l'extérieur.

55. Le coût des licences d'utilisation de logiciels acquises à l'extérieur est porté à l'actif en tenant compte des dépenses engagées pour acquérir et mettre en service ces logiciels. Les coûts directement associés au développement de logiciels destinés à l'Université sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles. Ils comprennent les charges afférentes aux membres du personnel ayant pris part au développement, les dépenses liées aux services de consultants et des frais généraux. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité bien définie sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, le point de départ étant le mois d'acquisition ou la date à laquelle elles deviennent opérationnelles. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée des principales catégories d'immobilisations incorporelles.

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée</i>
Licences et droits	Entre 2 et 6 ans (durée de la licence ou du droit)
Logiciels acquis à l'extérieur	Entre 3 et 10 ans
Logiciels développés en interne	Entre 3 et 10 ans
Droits d'auteur	Entre 3 et 10 ans
Actifs en cours de développement	Pas d'amortissement

56. Il est procédé à des tests de dépréciation annuels lorsque les immobilisations incorporelles sont en cours de développement ou lorsqu'elles ont une durée d'utilité indéfinie. Pour les autres immobilisations incorporelles, il n'est procédé à un test que si des éléments indiquant une dépréciation ont été mis en évidence.

Classement des passifs financiers

57. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie Autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les transferts dus, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements et d'autres éléments de passif tels que les sommes dues à d'autres entités du système des Nations Unies présentant des états financiers. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. L'Université réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

Passifs financiers : dettes et charges à payer

58. Les dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale, car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Encaissements par anticipation et autres éléments de passif

59. Les encaissements par anticipation et autres éléments de passif comprennent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe, les passifs liés aux dispositifs de financement conditionnel et d'autres produits comptabilisés d'avance.

*Contrats de location**L'Université est le preneur*

60. Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent à l'Université la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement. Ils sont comptabilisés à l'actif au début du bail à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est moindre. Les loyers, nets des frais financiers, sont inscrits au passif. Les biens acquis en vertu de contrats de location-financement sont amortis conformément aux méthodes appliquées aux immobilisations corporelles. L'élément intérêts des paiements au titre de la location est comptabilisé en charges selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du bail.

61. Les contrats de location qui ne transfèrent pas à l'Université la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Droits d'usage cédés sans contrepartie

62. L'Université se voit fréquemment accorder le droit d'occuper des terrains et des immeubles et d'utiliser des infrastructures, du matériel et de l'outillage dans le cadre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie conclus essentiellement avec les autorités des pays hôtes pour un coût zéro ou symbolique. Ces accords sont assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement selon que l'évaluation qui leur est consacrée montre que le contrôle de l'actif sous-jacent a été transféré ou non à l'Université.

63. Lorsque l'accord de cession de droits d'usage sans contrepartie est assimilé à un contrat de location simple, un montant égal au montant annuel du loyer de l'actif ou de biens analogues est comptabilisé en charges et en produits. Lorsque l'accord est assimilé à un contrat de location-financement (qui, pour un bâtiment, a généralement une durée supérieure à 35 ans), la juste valeur marchande du bien considéré est inscrite à l'actif et amortie sur la durée d'utilité du bien ou sur la durée du bail, si celle-ci est moindre. En outre, le même montant est inscrit au passif et comptabilisé progressivement en produits sur toute la durée du bail. Les accords de cession de droits d'usage concernant des terrains sont assimilés à des contrats de location simple lorsqu'ils ne confèrent pas à l'Université le contrôle exclusif des terrains ou lorsque le transfert du titre de propriété est assujéti à des restrictions.

64. Un terrain dont le titre de propriété est transféré à l'Université sans restriction est traité comme une immobilisation corporelle reçue en don et constaté à la juste valeur à la date d'acquisition.

65. Le seuil de comptabilisation des produits et charges au titre des droits d'usage cédés sans contrepartie est une valeur locative annuelle égale à 5 000 dollars par unité dans le cas des bâtiments, du matériel et de l'outillage.

Avantages du personnel

66. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle avec l'Université sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Le terme désigne également certains vacataires employés par l'Université. Les

avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

Avantages à court terme du personnel

67. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Ils comprennent les prestations liées à une première ou à une nouvelle affectation (primes d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et indemnités), les absences rémunérées (congrés de maladie, congé de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (capital décès, indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers) accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas été payés à la date de clôture sont assimilés à des passifs courants.

Avantages postérieurs à l'emploi

68. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et les pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Régimes à prestations définies

69. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'Université assume les risques actuariels du fait qu'elle est tenue de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'année où elles se produisent. L'Université a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de l'année considérée, elle ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

70. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

71. **Assurance maladie après la cessation de service.** L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et par les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et cinq ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par l'Université des primes d'assurance maladie des retraités et aux droits à prestations

acquis par les fonctionnaires en activité. L'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'Université. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, de même qu'une partie des primes des fonctionnaires en activité, pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'Université, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale.

72. Prestations liées au rapatriement. À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le ou la fonctionnaire commence à travailler pour l'Université et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

73. Congés annuels. Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. L'Organisation comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif de l'Université. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour l'Université à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi ; par conséquent, l'Université évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies faisant l'objet d'évaluations actuarielles.

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

74. L'Université est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

75. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'Université, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre

des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par l'Université à la Caisse durant l'année financière sont constatées en charges.

Indemnités de fin de contrat de travail

76. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'Université est manifestement tenue, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un(e) fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Autres avantages à long terme du personnel

77. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou fractions de prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Les jours de congé accumulés sont un exemple d'avantages à long terme du personnel.

Provisions

78. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation.

Passifs éventuels

79. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'Université, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

80. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée l'année au cours de laquelle ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers.

81. Il est appliqué un seuil indicatif de 10 000 dollars pour la comptabilisation des provisions de même que pour la présentation des passifs éventuels dans les notes relatives aux états financiers.

Actifs éventuels

82. Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains, partiellement indépendants de la volonté de l'Université. Les actifs éventuels sont signalés dans les notes lorsqu'il est plus probable qu'improbable que des avantages économiques en découleront pour l'Université.

Engagements

83. Les engagements sont des charges futures que l'Université est tenue de supporter en vertu de contrats en cours et auxquelles elle n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisations ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats de biens et services non exécutés à la fin de la période considérée, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables.

*Produits d'opérations sans contrepartie directe**Contributions volontaires*

84. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire lorsque l'Université est réputée avoir acquis le contrôle de l'actif, à moins que les fonds ne soient versés sous certaines conditions, auquel cas la comptabilisation n'intervient que lorsque ces conditions sont satisfaites. Les contributions volontaires relevant d'accords conditionnels sont immédiatement comptabilisées en produits si leur montant n'excède pas 50 000 dollars.

85. L'intégralité des montants afférents aux contributions volontaires régies par des accords pluriannuels non assortis de conditions (y compris par des accords qui précisent un montant maximal en numéraire), aux annonces de contributions volontaires et aux autres promesses de dons est comptabilisée en produits au moment où l'accord entre en vigueur. Les fonds inutilisés remboursés aux donateurs sont soustraits des produits.

86. Le montant des dépenses d'appui aux programmes convenu avec le donateur est compris dans les contributions volontaires. L'Université n'applique pas de pourcentage fixe pour les dépenses d'appui aux programmes. Le pourcentage est négocié au cas par cas avec chaque donateur.

87. Les produits reçus au titre d'arrangements interorganisations sont des fonds versés par des organismes qui confient à l'Université le soin d'administrer des projets et des programmes pour leur compte.

88. Les contributions en nature sous forme de biens d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation, soit 5 000 dollars par contribution, sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour l'Université et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. L'Université a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services ; elle signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur dépasse le seuil de 5 000 dollars.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

89. Les opérations avec contrepartie directe sont des opérations dans le cadre desquelles l'Université vend des biens ou des services. Leur produit correspond à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir pour la vente des biens et des services. Il est comptabilisé dès lors qu'il peut être évalué de façon fiable, que des avantages économiques futurs en résulteront probablement et que certaines conditions ont été remplies, comme suit :

a) Le produit de la vente de publications et de livres, de même que celui provenant des redevances, est comptabilisé lorsque la vente a lieu et que les risques et avantages ont été transférés ;

b) Les produits correspondant aux commissions et aux coûts liés aux services techniques et administratifs, aux services d'achat et de formation et à d'autres services fournis à des gouvernements, à des entités des Nations Unies et à d'autres partenaires sont comptabilisés une fois les services fournis ;

c) Les produits comprennent les frais de scolarité acquittés par les étudiants de troisième cycle inscrits à l'Université ;

d) Les produits comprennent également les loyers perçus, le produit de la vente de matériel usagé ou excédentaire, les cotisations des adhérents et les gains nets réalisés sur les opérations de change.

Produits des placements

90. Le produit des placements comprend la part revenant à l'Université dans le produit net des fonds de gestion centralisée des liquidités, et les produits d'intérêts et de dividendes perçus sur les placements du Fonds de dotation. Le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités et du Fonds de dotation s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités est réparti au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes moyens quotidiens. Les produits des fonds sont également tributaires des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'année.

Charges

91. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'année considérée, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

92. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion. La rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux honoraires des consultants, des entrepreneurs et des experts ad hoc.

93. Sont inclus dans les fournitures et consommables le coût des stocks utilisés et les charges afférentes aux fournitures et consommables.

94. Sont inclus dans les frais de fonctionnement divers l'acquisition de biens et d'actifs incorporels dont la valeur est inférieure aux seuils d'immobilisation, les services d'entretien, d'alimentation en eau, électricité et chauffage, les services contractuels, les services de formation et de sécurité, les services communs, les loyers, les assurances, les provisions pour créances douteuses et les pertes de change. Les charges diverses ont trait aux contributions en nature, aux frais de représentation et aux réceptions officielles, aux dons et à la cession d'actifs.

Partenariats

95. Un partenariat est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint en vertu d'un accord contraignant. Il s'agit d'un accord contractuel en vertu duquel l'Université s'associe à une ou plusieurs parties pour mener une activité économique assujettie à un contrôle conjoint et qui, aux termes de la norme IPSAS 37 (Partenariats), peut être classé comme :

a) Entreprise commune, auquel cas les coparticipants ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. L'Université comptabilisera les actifs, les passifs, les produits et les charges relatifs à ses intérêts dans cette entreprise commune conformément aux dispositions des normes IPSAS qui s'appliquent à ces actifs, passifs, produits et charges;

b) Coentreprise, auquel cas les parties au partenariat ont des droits sur l'actif net de celui-ci. L'Université comptabilisera sa participation en utilisant la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation est initialement comptabilisée à son coût historique, puis ajustée en fonction des variations de la quote-part de l'Université dans l'actif net postérieures à l'acquisition. L'Université rend compte dans l'état de la performance financière de sa part de l'excédent ou du déficit enregistré par l'entité émettrice (le partenariat). Cette participation est comptabilisée dans les actifs non courants sauf si l'entité a une situation nette négative, auquel cas elle est comptabilisée comme passif non courant.

96. L'Université a également passé des accords de coentreprise pour des activités financées en commun sur lesquelles elle exerce une influence notable, c'est-à-dire qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux aspects financiers et opérationnels de ces activités, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint sur ces activités. Conformément à la norme IPSAS 37, la participation à ces activités est comptabilisée en utilisant la méthode de la mise en équivalence.

Note 4

Information sectorielle

97. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

98. Les informations sectorielles sont fournies en fonction des deux composantes de l'Université qui contribuent à la réalisation des objectifs opérationnels s'inscrivant dans la mission globale de celle-ci :

a) Le Centre de l'ONU, qui est le centre névralgique pour ce qui est de la programmation, de la planification et de l'administration des activités de l'Université ;

b) Les instituts et les programmes, qui mènent les travaux de recherche et d'enseignement contribuant à la réalisation des objectifs de l'Université.

99. Dans le cadre du fonctionnement normal, les opérations entre secteurs sont comptabilisées sur la base du recouvrement des coûts et sont éliminées aux fins de la présentation de l'information sectorielle.

État de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Complément d'information	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2022
Actif						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6		12 531	6 255	—	18 786
Placements	Note 7		16 438	2 268	—	18 706
Contributions volontaires à recevoir	Note 8		9 357	19 145	—	28 502
Créances diverses	Note 9		1 257	1 608	—	2 865
Autres éléments d'actif	Note 10		280	240	—	520
Soldes débiteurs interfonds			493	46 736	(47 229)	—
Total des actifs courants			40 356	76 252	(47 229)	69 379
Actifs non courants						
Placements	Note 7		187 399	195 491	—	382 890
Contributions volontaires à recevoir	Note 8		765	12 831	—	13 596
Immobilisations corporelles	Note 12		43 141	12 087	—	55 228
Immobilisations incorporelles	Note 13		198	34	—	232
Autres éléments d'actif	Note 10		168	16	—	184
Total des actifs non courants			231 671	220 459	—	452 130
Total de l'actif			272 027	296 711	(47 229)	521 509
Passif						
Passifs courants						
Dettes et charges à payer	Note 14		2 193	3 320	—	5 513
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15		—	1 298	—	1 298
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16		1 293	1 630	—	2 923
Contrats de location	Note 17		8	5	—	13
Autres éléments de passif	Note 18		1 946	463	—	2 409
Soldes créditeurs interfonds			42 947	4 282	(47 229)	—
Total des passifs courants			48 387	10 998	(47 229)	12 156
Passifs non courants						
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15		—	40	—	40
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16		3 010	6 575	—	9 585
Contrats de location	Note 17		12	—	—	12
Autres éléments de passif	Note 18		35 142	9 815	—	44 957

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	29	57	–	86
Total des passifs non courants		38 193	16 487	–	54 680
Total du passif		86 580	27 485	(47 229)	66 836
Total net de l'actif et du passif		185 447	269 226	–	454 673
Actif net					
Excédents cumulés	Note 19	17 171	62 287	–	79 458
Fonds de dotation	Note 20	168 276	206 939	–	375 215
Total de l'actif net		185 447	269 226	–	454 673

^a Les éliminations, d'un montant de 47,23 millions de dollars, s'expliquent par les opérations interfonds effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la situation financière au 31 décembre 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6	14 687	8 344	–	23 031
Placements	Note 7	27 562	6 091	–	33 653
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	7 430	18 739	–	26 169
Créances diverses	Note 9	1 825	2 162	–	3 987
Autres éléments d'actif	Note 10	335	83	–	418
Soldes débiteurs interfonds		2 029	49 870	(51 899)	–
Total des actifs courants		53 868	85 289	(51 899)	87 258
Actifs non courants					
Placements	Note 7	216 764	230 386	–	447 150
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	4 547	20 318	–	24 865
Immobilisations corporelles	Note 12	40 490	12 697	–	53 187
Immobilisations incorporelles	Note 13	98	53	–	151
Autres éléments d'actif	Note 10	168	22	–	190
Total des actifs non courants		262 067	263 476	–	525 543
Total de l'actif		315 935	348 765	(51 899)	612 801
Passif					
Passifs courants					
Dettes et charges à payer	Note 14	3 764	4 377	–	8 141
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	222	1 230	–	1 452
Avantages du personnel	Note 16	970	1 390	–	2 360

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Contrats de location	Note 17	8	13	–	21
Autres éléments de passif	Note 18	1 776	463	–	2 239
Soldes créditeurs interfonds		48 024	3 875	(51 899)	–
Total des passifs courants		54 764	11 348	(51 899)	14 213
Passifs non courants					
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	–	106	–	106
Avantages du personnel	Note 16	4 087	8 930	–	13 017
Contrats de location	Note 17	20	5	–	25
Autres éléments de passif	Note 18	32 977	10 278	–	43 255
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	23	42	–	65
Total des passifs non courants		37 107	19 361	–	56 468
Total du passif		91 871	30 709	(51 899)	70 681
Total net de l'actif et du passif		224 064	318 056	–	542 120
Actif net					
Excédents cumulés	Note 19	22 753	77 138	–	99 891
Fonds de dotation	Note 20	201 311	240 918	–	442 229
Total de l'actif net		224 064	318 056	–	542 120

^a Les éliminations, d'un montant de 51,90 millions de dollars, s'expliquent par les opérations interfonds effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la performance financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Produits					
Contributions volontaires	Note 21	24 355	25 386	–	49 741
Produit des placements (montant net)	Note 22	–	–	–	–
Produits divers	Note 23	3 407	3 858	(2 819)	4 446
Total des produits		27 762	29 244	(2 819)	54 187
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	10 241	19 780	(453)	29 568
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	Note 24	16 193	2 174	–	18 367
Voyages	Note 24	900	2 440	–	3 340
Charges afférentes aux placements (montant net)	Note 22	31 946	34 714	–	66 660
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 333	660	–	2 993

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	1 140	4 780	(10)	5 910
Fournitures et consommables	Note 24	349	483	—	832
Autres frais de fonctionnement	Note 24	5 600	15 184	(2 356)	18 428
Charges diverses	Note 24	5	4	—	9
Total des charges		68 707	80 219	(2 819)	146 107
Déficit pour l'exercice		(40 945)	(50 975)	—	(91 920)

^a Les éliminations, d'un montant de 2,82 million de dollars, s'expliquent par les services rendus et les transactions effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la performance financière au 31 décembre 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Produits					
Contributions volontaires	Note 21	30 930	38 110	—	69 040
Produit des placements (montant net)	Note 22	16 099	17 406	—	33 505
Produits divers	Note 23	3 072	2 255	(867)	4 460
Total des produits		50 101	57 771	(867)	107 005
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	10 094	19 518	(443)	29 169
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	Note 24	18 748	2 230	—	20 978
Voyages	Note 24	258	353	—	611
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 079	636	—	2 715
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	1 103	5 448	(40)	6 511
Fournitures et consommables	Note 24	382	873	—	1 255
Autres frais de fonctionnement	Note 24	4 428	12 868	(384)	16 912
Charges diverses	Note 24	2	1	—	3
Total des charges		37 094	41 927	(867)	78 154
Excédent pour l'année		13 007	15 844	—	28 851

^a Les éliminations, d'un montant de 0,87 million de dollars, s'expliquent par les services rendus et les transactions effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

Note 5

Comparaison avec le budget

100. L'état comparatif des montants budgétés et des montants réels présente les écarts entre les montants budgétés établis selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et les montants réels des dépenses calculés sur une base comparable.

101. Le fait que le Conseil de l'Université des Nations Unies approuve le budget de l'Université autorise celle-ci à engager des dépenses ; on parle alors de budget approuvé. Aux fins de l'application des normes IPSAS, les budgets approuvés correspondent aux crédits ouverts pour chaque composante en vertu des décisions du Conseil. La présentation des activités et des dépenses connexes dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels tient compte des composantes approuvées par le Conseil, à savoir :

- a) Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information : activités universitaires ;
- b) Traitements et autres dépenses de personnel : tableau d'effectifs et autres dépenses de personnel ;
- c) Frais généraux de fonctionnement : frais généraux.

102. Le budget initial correspond à la part pour 2022 des crédits que le Conseil a approuvés le 25 novembre 2021 pour l'exercice biennal 2022-2023. Les différences entre le budget initial et le budget définitif sont dues aux crédits révisés approuvés par le Conseil et à l'augmentation des dépenses afférentes à certaines activités de programme que le Recteur a permis d'engager avec l'autorisation du Conseil.

103. Quand ils sont supérieurs à 10 %, les écarts entre le montant du budget annuel initial et le montant du budget annuel définitif et les écarts entre les montants inscrits au budget annuel définitif et les montants réels des dépenses calculés selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée sont considérés comme significatifs et sont présentés ci-après.

<i>Composante</i>	<i>Écarts significatifs (supérieurs à 10 %)</i>
Traitements et autres dépenses de personnel	<p>Le montant réel des dépenses est inférieur de 24 % au montant inscrit au budget définitif.</p> <p>L'écart s'explique principalement par le report à 2023 du recrutement de fonctionnaires et d'autres membres du personnel pour le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques, qui était prévu pour l'exercice biennal 2020-2021. Ce report est principalement dû à la révision du calendrier de la contribution attendue du pays hôte.</p>
Frais généraux de fonctionnement	<p>Le montant réel des dépenses est inférieur de 23 % au montant inscrit au budget définitif.</p> <p>Cet écart tient principalement aux économies réalisées grâce à l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et au yen, les deux principales devises utilisées pour les frais de fonctionnement quotidiens du Centre de l'UNU à Tokyo et de nombreux instituts.</p>

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie

104. On trouvera ci-après le rapprochement des montants réels calculés sur une base comparable, qui figurent dans l'état comparatif des montants budgétés et des

montants réels, et des montants réels dont il est rendu compte dans l'état des flux de trésorerie :

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonctionnement</i>	<i>Placement</i>	<i>Financement</i>	<i>Total</i>
Montants réels calculés sur une base comparable (état V)	(57 223)	–	–	(57 223)
Différences liées à la méthode de calcul	42 028	(880)	–	41 148
Différences relatives aux entités prises en compte	(142)	–	–	(142)
Différences de présentation	–	11 993	(21)	11 972
Montants réels figurant dans l'état des flux de trésorerie (état IV)	(15 337)	11 113	(21)	(4 245)

105. Les différences liées à la méthode de calcul tiennent au fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Aux fins du rapprochement des montants budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, les éléments hors trésorerie, notamment les engagements à imputer sur le budget qui ne constituent pas un flux de trésorerie, doivent être éliminés. Par ailleurs, il est tenu compte des différences liées aux normes IPSAS, telles que les paiements d'engagements se rapportant à des périodes antérieures et les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles.

106. Les différences relatives aux entités correspondent à des flux de trésorerie à destination ou en provenance de groupes de fonds autres que ceux de l'Université qui sont présentés dans les états financiers de celle-ci. Les états présentent les résultats de tous les groupes de fonds.

107. Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers.

108. Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ; en l'occurrence, elles tiennent principalement au fait qu'il n'est pas tenu compte des produits et des variations du solde des placements dans l'état comparatif.

Rapprochement des montants établis selon la méthode comptable applicable au budget et des montants figurant dans l'état de la performance financière

109. Le tableau ci-après présente le rapprochement des dépenses présentées selon la méthode comptable appliquée au budget, telles qu'indiquées dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, et des dépenses totales calculées selon les normes IPSAS dont il est rendu compte dans l'état de la performance financière.

Rapprochement des montants établis selon la méthode comptable applicable au budget et des montants figurant dans l'état de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total</i>
Montants réels calculés sur une base comparable (état V)	57 223
Éléments d'actif supplémentaires et éléments incorporels	(880)
Amortissement	2 993
Contributions en nature	16 571
Charges afférentes aux placements	66 924
Différences liées au change	2 626
Traitements à payer et indemnités pour frais d'études payées à l'avance	(644)
Variation des engagements/différence entre les charges à payer et les engagements	(520)
Paiements au titre de la location	(21)
Paiements anticipés et créances diverses	(30)
Autres charges à payer	3 736
Éliminations interfonds	(2 366)
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	18
Dépréciation des créances douteuses	477
Montants réels inscrits dans l'état de la performance financière (état II)	146 107

Note 6
Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	4 662	4 923
Fonds de dotation (note 25)	2 245	2 647
Divers (note 25)	11 879	15 461
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	18 786	23 031

Note 7
Placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Placements à court terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	18 706	33 653
Total des placements à court terme	18 706	33 653
Placements à long terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	9 058	6 290

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Fonds de dotation (note 25)	373 832	440 860
Total des placements à long terme	382 890	447 150
Total des placements	401 596	480 803

110. Au cours de l'année, le total des placements a diminué, principalement en raison de mouvements des marchés financiers qui ont affecté le portefeuille de placements du Fonds de dotation.

Note 8

Contributions volontaires à recevoir : créances sur opérations sans contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Contributions volontaires courantes à recevoir		
Contributions volontaires à recevoir	91 116	83 502
Provision pour créances douteuses (contributions volontaires)	(62 614)	(57 333)
Total des contributions volontaires courantes à recevoir	28 502	26 169
Contributions volontaires non courantes à recevoir		
Contributions volontaires à recevoir	13 596	29 865
Provision pour créances douteuses (contributions volontaires)	—	(5 000)
Total des contributions volontaires non courantes à recevoir	13 596	24 865
Total des contributions volontaires à recevoir	42 098	51 034

111. Les contributions volontaires à recevoir sont évaluées chaque année afin de déterminer si elles présentent des signes de dépréciation. En 2022, ces contributions ont diminué par rapport à l'année précédente, ce qui tient principalement à un important contrat pluriannuel passé en 2021 dans le cadre de l'UNU-EHS pour un montant de 8,38 millions d'euros.

Note 9

Créances diverses : créances sur opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Placements à recevoir	2 080	3 030
États Membres	264	190
Créances à recevoir d'entités des Nations Unies	95	44
Personnel	47	4
Opérations avec contrepartie directe	379	719

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Total des créances diverses	2 865	3 987

Note 10

Autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Autres éléments d'actif courants		
Avances versées à des non-fonctionnaires	288	219
Avances versées aux fonctionnaires	232	199
Total des autres éléments d'actif courants	520	418
Autres éléments d'actif non courants		
Avances versées à des non-fonctionnaires	184	190
Total des autres éléments d'actif non courants	184	190
Total des autres éléments d'actif	704	608

Note 11

Biens patrimoniaux

112. Certains éléments d'actif sont considérés comme des biens patrimoniaux en raison de leur valeur culturelle, pédagogique ou historique. L'Université détient des biens patrimoniaux, à savoir des œuvres d'art, des livres et une statue. Elle les a achetés ou reçus sous forme de dons ou de legs sur plusieurs années. Ces biens ne sont pas utilisés aux fins de la prestation de services par les instituts et programmes de l'Université. Conformément à la convention comptable de l'Université, ils ne sont donc pas pris en compte dans l'état de la situation financière.

Note 12

Immobilisations corporelles

113. Pendant l'année considérée, aucune immobilisation corporelle n'a été comptabilisée en pertes. À la date de clôture des comptes, l'Université n'avait constaté aucune dépréciation supplémentaire.

114. Parmi les acquisitions d'immobilisations corporelles réalisées en 2022 figure le nouveau système de climatisation, fourni par le Gouvernement du pays hôte, d'un montant de 4,25 millions de dollars.

115. Un montant de 47,37 millions de dollars afférent aux droits d'usage cédés sans contrepartie est pris en compte dans la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles : 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Bâtiments</i>	<i>Améliorations locatives</i>	<i>Immobilisations en cours</i>	<i>Matériel et outillage</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Mobilier et agencements</i>	<i>Total</i>
Coût au 31 décembre 2021	143 718	938	—	182	229	1 538	290	146 895
Entrées	4 253	—	—	—	—	780	—	5 033
Sorties	(4 738)	—	—	(120)	—	(29)	(15)	(4 902)
Coût au 31 décembre 2022	143 233	938	—	62	229	2 289	275	147 026
Cumul des amortissements au 31 décembre 2021	91 202	669	—	156	173	1 284	224	93 708
Dotation aux amortissements	2 510	60	—	7	18	113	20	2 728
Ajustement lié à l'amortissement (10 %)	237	—	—	11	—	—	(2)	246
Amortissement sur cessions	(4 738)	—	—	(120)	—	(11)	(15)	(4 884)
Cumul des amortissements au 31 décembre 2022	89 211	729	—	54	191	1 386	227	91 798
Valeur nette comptable								
31 décembre 2021	52 516	269	—	26	56	254	66	53 187
31 décembre 2022	54 022	209	—	8	38	903	48	55 228

Note 13
Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>Logiciels acquis à l'extérieur</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours de développement</i>	<i>Total 2022</i>	<i>Total 2021</i>
Coût au 1^{er} janvier	195	73	98	366	254
Entrées	–	–	100	100	112
Coût au 31 décembre	195	73	198	466	366
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier	195	20	–	215	207
Amortissement	–	19	–	19	8
Amortissements cumulés au 31 décembre	195	39	–	234	215
Valeur nette comptable	–	34	198	232	151

Note 14
Dettes et charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Dettes fournisseurs	–	282
Charges à payer au titre de biens et services	1 472	2 168
Sommes dues à d'autres entités des Nations Unies	–	278
Placements	3 941	5 308
Autres	100	105
Total des dettes et charges à payer	5 513	8 141

Note 15
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Encaissements courants par anticipation et produits comptabilisés d'avance		
Contributions reçues par anticipation	410	400
Produits comptabilisés d'avance	888	1 052
Total des encaissements courants par anticipation et produits comptabilisés d'avance	1 298	1 452

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Encaissements non courants par anticipation et produits comptabilisés d'avance		
Produits comptabilisés d'avance	40	106
Total des encaissements non courants par anticipation et produits comptabilisés d'avance	40	106
Total des encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	1 338	1 558

Note 16

Avantages du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Passifs courants	Passifs non courants	Total au 31 décembre 2022
Assurance maladie après la cessation de service	130	6 890	7 020
Congés annuels	174	1 609	1 783
Prestations liées au rapatriement	118	1 086	1 204
Engagements au titre des prestations définies dues à la cessation de service ou postérieures à l'emploi	422	9 585	10 007
Traitements et indemnités à payer	2 501	—	2 501
Total	2 923	9 585	12 508

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Passifs courants	Passifs non courants	Total au 31 décembre 2021
Assurance maladie après la cessation de service	115	9 796	9 911
Congés annuels	223	1 852	2 075
Prestations liées au rapatriement	161	1 369	1 530
Engagements au titre des prestations définies dues à la cessation de service ou postérieures à l'emploi	499	13 017	13 516
Traitements et indemnités à payer	1 861	—	1 861
Total	2 360	13 017	15 377

116. La diminution des engagements au titre des avantages du personnel est principalement due à la modification des hypothèses financières utilisées pour calculer l'assurance maladie après la cessation de service.

117. Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et des avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, et les montants des passifs correspondants sont calculés par des actuaires indépendants. Il est procédé à une évaluation actuarielle en

principe tous les deux ans. La dernière évaluation en date a été arrêtée au 31 décembre 2021.

Évaluation actuarielle : hypothèses

118. L'Université examine et sélectionne les hypothèses et les méthodes employées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'année pour calculer les charges et les contributions afférentes aux avantages du personnel. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 sont indiquées ci-après :

Hypothèses actuarielles

(En pourcentage)

<i>Hypothèses actuarielles</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Taux d'actualisation au 31 décembre 2021	3,33	2,82	2,76
Taux d'actualisation au 31 décembre 2022	5,35	5,14	5,13
Taux d'inflation au 31 décembre 2021	3,44-5,17	2,50	–
Taux d'inflation au 31 décembre 2022	4,25-6,50	2,50	–

119. Les taux d'actualisation calculés pour le dollar des États-Unis, l'euro et le franc suisse ont été établis à partir des courbes élaborées par Aon Hewitt et détaillées dans l'évaluation actuarielle. Cette démarche est conforme à la décision que le Groupe de travail des normes comptables – créé sous les auspices du Réseau Finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination – a prise afin d'harmoniser les hypothèses actuarielles à l'échelle du système des Nations Unies et à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/71/815, par. 26) approuvée par l'Assemblée générale à la section IV de sa résolution 71/272 B.

120. Au 31 décembre 2022, les hypothèses d'augmentation des traitements pour la catégorie des administrateurs étaient de 9,3 % à l'âge de 19 ans, tombant progressivement à 4,0 % à l'âge de 65 ans. Celles appliquées aux traitements des agents des services généraux étaient de 6,8 % à l'âge de 19 ans, taux tombant progressivement à 4,0 % à l'âge de 65 ans.

121. Au 31 décembre 2022, la durée des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service était estimée à 19 ans.

122. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations. Les hypothèses concernant le coût des prestations par personne à l'âge de 65 ans sont présentées dans le tableau ci-après.

Coût des prestations par personne

(En dollars des États-Unis)

<i>Régime</i>	<i>2022</i>	<i>2021</i>
Régimes proposés aux États-Unis		
Aetna/HIP/HMO – hors Medicare	16 341	15 344

Régime	2022	2021
Aetna/HIP/HMO – Medicare	11 351	10 658
Blue Cross – hors Medicare	12 990	12 197
Blue Cross – Medicare	11 107	10 429
Cigna Dental	1 087	1 020
Régimes proposés hors États-Unis		
UNSMIS	7 155	6 863
Cigna WWP/FMIP/SMIP/GKK	3 808	3 620
MIP	2 140	2 034

Abréviations : FMIP = full medical insurance plan (régime d'assurance médicale complet) ; GKK = Wiener Gebietskrankenkasse ; HIP = régime Health Insurance Plan of New York ; HMO = health maintenance organization (réseau de soins coordonné) ; MIP = medical insurance plan (régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement) ; SMIP = supplemental medical insurance plan (régime d'assurance médicale complémentaire des fonctionnaires recrutés localement) ; UNSMIS = Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies ; WWP = worldwide plan (plan mondial).

123. L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte des fluctuations prévues à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service. Les taux tendanciels de variation des frais médicaux sont basés sur les hypothèses à long terme élaborées par Aon Hewitt pour différentes devises, comme indiqué ci-dessous. Les taux ont été actualisés pour l'évaluation de 2022.

Hypothèses concernant l'évolution des coûts	2022			2021		
	Taux initial (pourcentage)	Taux final (pourcentage)	Nombre d'années à courir avant que le taux final soit atteint	Taux initial (pourcentage)	Taux final (pourcentage)	Nombre d'années à courir avant que le taux final soit atteint
Régimes proposés aux États-Unis (hors Medicare)	6,50	3,85	9 ans	5,17	3,95	10 ans
Régimes Medicare proposés aux États-Unis	6,50	3,85	9 ans	5,03	3,95	10 ans
Régimes d'assurance dentaire proposés aux États-Unis	6,50	3,85	9 ans	4,53	3,95	10 ans
Régimes proposés hors États-Unis (Suisse)	4,25	2,55	6 ans	3,44	2,25	7 ans
Régimes proposés hors États-Unis (zone euro)	5,20	4,15	11 ans	3,75	3,75	Sans objet

124. Pour évaluer les engagements au titre des prestations liées au rapatriement, on a retenu un taux d'inflation des frais de voyage de 2,50 % (mis à jour pour tenir compte des résultats de l'évaluation complète de 2021, compte tenu des taux d'inflation prévus pour les 20 prochaines années aux États-Unis).

125. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 9,1 jours les trois premières années de service, à 1,0 jour de la quatrième à la huitième année, et à 0,1 jour chaque année par la suite, jusqu'à concurrence de 60 jours. La méthode d'attribution est utilisée pour l'évaluation actuarielle des engagements au titre des congés annuels.

126. Pour les régimes à prestations définies, les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables et statistiques publiées. Les hypothèses relatives au taux de mortalité avant la retraite, à la liquidation des droits et aux départs à la retraite sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle. Conformément aux recommandations du Groupe de travail des normes comptables, on a utilisé la table de mortalité pondérée par personne fournie par Buck, une société de conseil spécialisée dans les retraites et les avantages du personnel, pour calculer les hypothèses relatives à la mortalité après la retraite utilisées dans les évaluations de décembre 2021.

Taux de mortalité et d'invalidité avant la retraite

Âge	Taux de décès		Taux de handicap			
	Ensemble du personnel		Agents des services généraux		Administrateurs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
20	0,00062	0,00034	0,00015	0,00030	0,00006	0,00022
25	0,00062	0,00034	0,00015	0,00030	0,00006	0,00022
30	0,00062	0,00041	0,00030	0,00030	0,00014	0,00022
35	0,00076	0,00050	0,00023	0,00050	0,00027	0,00022
40	0,00108	0,00059	0,00060	0,00060	0,00021	0,00033
45	0,00154	0,00074	0,00082	0,00080	0,00034	0,00044
50	0,00212	0,00087	0,00173	0,00130	0,00074	0,00066
55	0,00275	0,00103	0,00277	0,00250	0,00101	0,00132
60	0,00327	0,00122	0,00218	0,00380	0,00135	0,00209
61	0,00350	0,00143	0,00218	0,00420	0,00141	0,00231
62	0,00378	0,00166	0,00218	0,00460	0,00149	0,00253
63	0,00410	0,00194	0,00218	0,00500	0,00168	0,00275
64	0,00450	0,00226	0,00218	0,00550	0,00183	0,00297
65	0,00495	0,00263	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000

Taux de mortalité et d'invalidité après la retraite

Âge	Taux de décès		Taux de handicap	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
20	0,00062	0,00035	0,00062	0,00035
25	0,00062	0,00035	0,00062	0,00041
30	0,00062	0,00041	0,00077	0,00050
35	0,00077	0,00050	0,00108	0,00060
40	0,00108	0,00060	0,00156	0,00074
45	0,00156	0,00074	0,00238	0,00084
50	0,00292	0,00100	0,00342	0,00093
55	0,00517	0,00148	0,00409	0,00147
60	0,00582	0,00210	0,00557	0,00290
65	0,00738	0,00327	0,00913	0,00561
70	0,01113	0,00570	0,01799	0,01091

Âge	Taux de décès		Taux de handicap	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
75	0,01987	0,01084	0,03519	0,02080
80	0,03601	0,02081	0,06310	0,03837
85	0,06215	0,03860	0,10357	0,06885
90	0,10068	0,06884	0,16014	0,12325
95	0,15558	0,12021	0,23720	0,22005
100	0,23033	0,20496	0,34806	0,34349
105	0,34299	0,33151	0,61226	0,57673
110	0,61226	0,57673	1,00000	1,00000
115	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000

Variation des engagements au titre des prestations définies postérieures à l'emploi

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des engagements au titre des prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2022	2021
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier	13 516	12 930
Coût des services rendus au cours de la période	1 008	1 077
Coût financier	424	375
Montant total porté en charges	1 432	1 452
Prestations versées	(515)	(354)
(Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s directement dans l'état des variations de l'actif net ^a	(4 426)	(512)
<i>Modifications des hypothèses financières</i>	(3 434)	(100)
<i>Modifications des hypothèses démographiques</i>	—	(13)
<i>Modifications des hypothèses liées à l'expérience^b</i>	(992)	(399)
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 31 décembre	10 007	13 516

^a Le montant total net des gains actuariels constatés dans l'état des variations de l'actif net s'élève à 4,4 millions de dollars (contre 0,5 million de dollars de pertes actuarielles en 2021).

^b Comprend un ajustement de 0,7 million de dollars lié à l'exclusion du personnel académique de l'UNU de l'évaluation actuarielle, ceux-ci n'étant pas éligibles à l'assurance maladie après la cessation de service aux termes de leurs contrats.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

127. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont fluctué au cours de la période comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation d'un demi-point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
<i>31 décembre 2022</i>			
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(615)	(54)	(73)
En pourcentage des engagements en fin d'année	(9)	(4)	(4)
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	678	57	77
En pourcentage des engagements en fin d'année	10	5	4
<i>31 décembre 2021</i>			
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(1 048)	(67)	(83)
En pourcentage des engagements en fin d'année	(11)	(4)	(4)
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	1 224	73	90
En pourcentage des engagements en fin d'année	12	5	4

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

128. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier d'un demi-point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux : incidence d'une variation de 0,5 point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux coûts des soins de santé

(En milliers de dollars des États-Unis et en pourcentage)

	<i>Hausse</i>	<i>Baisse</i>
<i>2022</i>		
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	10,71 % 752	(9,33 %) (655)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier	1,31 % 92	(1,11 %) (78)
Total	844	(733)

2021	Hausse	Baisse
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	11,90 %	1 179 (10,32 %) (1 023)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier	1,56 %	155 (1,32 %) (131)
Total	1 334	(1 154)

129. L'analyse de sensibilité au coût des prestations, pour l'âge de 65 ans, est présentée ci-dessous :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2022	Incidence
Central	7 020	—
Hausse de 1 point de pourcentage	7 090	70
Baisse de 1 point de pourcentage	6 949	(70)

130. L'analyse de sensibilité aux évolutions de l'espérance de vie est résumée ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2022	Incidence
Central	7 020	—
Augmentation de 1 an	7 313	293
Diminution de 1 an	6 731	(289)

Autres éléments d'information concernant les régimes à prestations définies

131. Les chiffres indiqués pour 2022 correspondent au montant estimatif des versements dus, durant l'année, aux fonctionnaires qui quittent leur emploi et aux retraités, montant établi sur la base des tendances observées en matière d'acquisition des droits au titre des différentes prestations : assurance maladie après la cessation de service, prestations liées au rapatriement et versements en compensation de jours de congé annuel accumulés. Les montants estimatifs des versements dus au titre des régimes à prestations définies (déduction faite des cotisations des participants), sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Montants estimatifs des versements dus au titre des régimes à prestations définies (déduction faite des cotisations des participants)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>	<i>Total</i>
2023	135	121	179	435
2022	119	166	230	515

Données rétrospectives : montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du reliquat de congés annuels au 31 décembre

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Valeur actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies	13 516	12 930	11 261	14 309	15 155

Financement des engagements au titre des prestations définies

132. Depuis le 1^{er} janvier 2014, l'Université prélève pour tous les membres du personnel une cotisation égale à un certain pourcentage de leur traitement net, indemnité de poste comprise. De 2 % à l'origine, le taux a été porté à 3 % à compter du 1^{er} janvier 2019.

133. Le tableau suivant résume l'état de financement des engagements à valeur actuarielle :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Passif</i>	<i>Part provisionnée</i>	<i>Part non provisionnée</i>	<i>Part provisionnée, en pourcentage</i>
Assurance maladie après la cessation de service	7 020	933	6 087	13,3
Prestations liées au rapatriement	1 204	1 170	34	97,2
Congés annuels	1 783	689	1 094	38,6
Total	10 007	2 792	7 215	27,9

Traitements et indemnités à payer

134. Les traitements et indemnités échus comprennent des charges à payer au titre des congés annuels de certains vacataires et des congés de compensation (0,77 million de dollars, contre 1,09 million en 2021), des remboursements dus aux fonctionnaires dont le traitement est imposé (0,49 million de dollars, contre 0,56 million en 2021), des prestations liées au rapatriement (0,05 million de dollars, contre 0,14 million en 2021) et des congés dans les foyers (1,19 million de dollars, contre 0,07 million en 2021).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

135. En vertu des Statuts de la Caisse, le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation tous les deux ans selon la méthode actuarielle des groupes avec entrants. Cette évaluation a essentiellement pour objectif de déterminer si ses avoirs actuels et le montant estimatif de ses avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

136. L'Université est tenue de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour l'organisation affiliée. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26.

137. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été arrêtée au 31 décembre 2021, et, aux fins de l'établissement des états financiers de 2022, les données sur la participation arrêtées à cette date s'appliqueront également au 31 décembre 2022.

138. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a donné un taux de couverture des engagements, compte non tenu des ajustements futurs des pensions, de 117,0 % (contre 107,1 % en 2019). Une fois le système actuel d'ajustement des pensions pris en considération, le taux de couverture était de 158,2 % (contre 144,4 % en 2019).

139. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité du passif à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

140. Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté soit lors de l'évaluation en cours, soit parce que la Caisse viendrait à cesser son activité, le montant que chaque organisation affiliée devrait verser pour combler un déficit actuariel serait calculé en proportion de ses cotisations par rapport au total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle (2019, 2020 et 2021) s'élevait à 8 505,27 millions de dollars, dont 0,09 % a été versé par l'Université.

141. Les cotisations versées à la Caisse des pensions en 2022 se sont élevées à 2,96 millions de dollars (contre 2,70 millions en 2021). En 2023, elles devraient atteindre environ 3,04 millions de dollars.

142. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

143. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org).

Note 17 Contrats de location

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Contrats de location-financement (note 28)		
Passifs courants	13	21
Passifs non courants	12	25
Total	25	46

Note 18 Autres éléments de passif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Droits d'usage de bâtiments cédés sans contrepartie (note 28)		
Passifs courants	2 409	2 239
Passifs non courants	44 957	43 255
Total	47 366	45 494

Note 19 Actifs nets : excédents/(déficits) cumulés

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes	Fonds pour les prestations dues à la cessation de service	Total 2022	Total 2021
Solde au 1^{er} janvier	111 017	(11 126)	99 891	88 990
Gains/(pertes) actuariel(le)s constaté(e)s dans l'actif net	—	4 426	4 426	512
<i>Modifications des hypothèses financières</i>	—	3 434	3 434	100
<i>Modifications des hypothèses démographiques</i>	—	—	—	13
<i>Modifications des hypothèses liées à l'expérience</i>	—	992	992	399
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence)	47	—	47	18
Excédent/(déficit) pour l'année	(22 676)	(455)	(23 131)	11 871

	<i>Fonds des opérations courantes</i>	<i>Fonds pour les prestations dues à la cessation de service</i>	<i>Total 2022</i>	<i>Total 2021</i>
Montants transférés au Fonds de dotation	(1 775)	—	(1 775)	(1 500)
Solde au 31 décembre	86 613	(7 155)	79 458	99 891

Note 20**Actif net : Fonds de dotation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Capital constitué par des contributions réservées à des fins particulières	285 391	283 616
Excédents cumulés (contributions réservées à des fins particulières)	89 824	158 613
Total de l'actif net du Fonds de dotation	375 215	442 229

Variation du Fonds de dotation**Capital constitué par des contributions réservées à des fins particulières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2022</i>	<i>2021</i>
Solde au 1^{er} janvier	283 616	282 116
Apports au Fonds de dotation	1 775	1 500
Solde au 31 décembre	285 391	283 616

Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2022</i>	<i>2021</i>
Solde au 1^{er} janvier	158 613	141 633
Distribution aux fonds des opérations courantes	(1 775)	(17 336)
(Déficit)/excédent pour l'année	(67 014)	34 316
Solde au 31 décembre	89 824	158 613

Note 21**Contributions volontaires : produits des opérations sans contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Contributions financières volontaires	30 827	47 643
Contributions volontaires en nature	18 952	21 489
Total des contributions volontaires reçues	49 779	69 132

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Remboursements	(38)	(92)
Montant net des contributions volontaires reçues	49 741	69 040

144. On a procédé à une analyse au cas par cas de tous les accords concernant les produits d'opérations sans contrepartie directe, conformément aux critères définis dans la norme IPSAS 23. Les produits d'opérations sans contrepartie directe se composent de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (15,2 millions de dollars) et de contributions volontaires à recevoir (15,6 millions de dollars), qui sont soumis à des stipulations générales dans les accords qui ne constituent pas des conditions. L'Université des Nations Unies a eu une expérience positive avec les donateurs ayant régulièrement effectué leurs versements. Par le passé, elle n'a jamais manqué aux stipulations et les donateurs n'ont pas été amenés à exiger des remboursements.

145. Les contributions volontaires nettes, d'un montant de 49,7 millions de dollars, se décomposent comme suit : 34,9 millions de dollars pour l'année considérée (2022) et 14,8 millions de dollars pour les années suivantes (2023 : 7,7 millions ; 2024 : 3,7 millions ; 2025 : 1,7 million ; 2026 : 1,5 million ; 2027 : 0,2 million).

146. Les produits des contributions en nature représentent les droits d'usage de bâtiments et de locaux cédés sans contrepartie sur la base de leur juste valeur locative. Les contributions en nature reçues pendant la période (0,60 million de dollars) sous la forme de services ne sont pas comptabilisées comme des produits et ne sont donc pas comprises dans le produit des contributions en nature indiqué ci-dessus.

Note 22

Produits nets/(charges nettes) des placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Produits/(charges) du fonds de gestion centralisée des liquidités : récapitulatif		
Produits des placements	515	157
Incidence sur la juste valeur	(370)	(113)
Plus-values/(moins-values) latentes	(23)	(6)
Total des produits nets/(charges nettes) du fonds de gestion centralisée des liquidités	122	38
Produits/(charges) du Fonds de dotation : récapitulatif		
Produits des placements	7 518	8 158
Plus-values réalisées sur la cession et l'arrivée à échéance des titres	43 819	9 857
Incidence sur la juste valeur	(118 119)	15 452
Total des produits nets/(charges nettes) du Fonds de dotation	(66 782)	33 467
Total des produits nets/(charges nettes) des placements	(66 660)	33 505

147. En 2022, les charges nettes des placements de l'Université se sont élevées à 66,7 millions de dollars, imputables principalement à des moins-values latentes de 118,1 millions de dollars du fait des variations de la juste valeur des placements du Fonds de dotation.

Note 23**Autres produits : produits d'opérations avec contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Publications, ventes et droits d'auteur	8	6
Services fournis	3 100	2 874
Revenus locatifs	1 087	1 194
Frais de scolarité perçus	136	227
Autres	115	159
Total	4 446	4 460

Note 24**Charges**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Traitements, indemnités et prestations		
Coûts salariaux	22 000	22 989
Prestations de retraite	2 957	2 700
Indemnités de fin de contrat de travail et avantages postérieurs à l'emploi	1 060	867
Prestations liées aux engagements et affectations	405	380
Prestations liées aux congés	163	350
Autres avantages du personnel	2 983	1 883
Total des traitements, indemnités et prestations	29 568	29 169
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution		
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	18 367	20 978
Total des loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	18 367	20 978
Voyages		
Voyages	3 340	611
Total des frais de voyage	3 340	611
Charges nettes afférentes aux placements		
Charges nettes afférentes aux placements (note 22)	66 660	—
Total des charges nettes des placements	66 660	—

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Amortissement		
Amortissement d'immobilisations corporelles	2 974	2 707
Amortissement d'immobilisations incorporelles	19	8
Total de l'amortissement	2 993	2 715
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire		
Services de vacataires	5 910	6 511
Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	5 910	6 511
Fournitures et consommables		
Matériel informatique et matériel de communication	346	653
Matériel	45	60
Fournitures informatiques et maintenance des logiciels	359	495
Fournitures de bureau	73	33
Autres consommables	9	14
Total des fournitures et consommables	832	1 255
Autres frais de fonctionnement		
Services rendus par des sociétés	6 893	7 073
Frais de formation	2 395	1 866
Frais de maintenance	1 249	1 483
Services spécialisés	1 526	1 504
Communications	1 180	1 114
Assurances/garanties	48	57
Charges liées au recrutement	45	62
Sécurité	103	128
Fret	10	27
Dépréciation des créances douteuses	478	8
Quote-part du déficit/(excédent) des coentreprises (mise en équivalence)	69	(8)
Divers	34	39
Pertes de change	4 398	3 559
Total des frais de fonctionnement divers	18 428	16 912
Charges diverses		
Dépenses de représentation	9	3
Total des frais de fonctionnement divers	9	3
Total des charges	146 107	78 154

148. L'augmentation des frais est principalement due aux 66,8 millions de dollars de charges nettes afférentes aux placements engagées par le Fonds de dotation. Bien que le Fonds ait généré 51,3 millions de dollars de revenus grâce au produit de ses

placements et aux plus-values réalisées sur la cession et l'arrivée à échéance de titres, cette hausse a été largement contrebalancée par des moins-values latentes d'un montant de 118,1 millions de dollars liées aux variations de la juste valeur (voir note 22).

Note 25

Instruments financiers, gestion du risque financier et fonds de gestion centralisée des liquidités

149. Le tableau suivant présente les différentes catégories d'instruments financiers de l'Université des Nations Unies.

Actifs financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Juste valeur avec contrepartie en résultat		
Placements à court terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	18 706	33 653
Total des placements à court terme	18 706	33 653
Placements à long terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	9 058	6 290
Placements à long terme : Fonds de dotation	373 832	440 860
Total des placements à long terme	382 890	447 150
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	401 596	480 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	4 662	4 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie : Fonds de dotation	2 245	2 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers	11 879	15 461
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	18 786	23 031
Prêts et créances		
Créances à court terme : contributions volontaires à recevoir	28 502	26 169
Créances à court terme : créances diverses	2 865	3 987
Créances à long terme : contributions volontaires à recevoir	13 596	24 865
Total des prêts et créances	44 963	55 021
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts et des créances	63 749	78 052
Total des actifs financiers (valeur comptable)	465 345	558 855
Dont : actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités	32 426	44 867
Dont : actifs financiers détenus dans le Fonds de dotation	376 077	443 507

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes et charges à payer	5 513	8 141
Total des passifs financiers (valeur comptable)	5 513	8 141
Recettes nettes provenant des actifs financiers		
Produits nets provenant du fonds de gestion centralisée des liquidités	122	38
Produits nets/(charges nettes) du Fonds de dotation	(66 782)	33 467
Total des produits nets/(charges nettes) provenant des actifs financiers	(66 660)	33 505

150. En raison principalement de ses placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation, l'Université est exposée aux risques financiers suivants :

- a) risque de crédit ;
- b) risque de liquidité ;
- c) risque de marché, notamment le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix.

151. On trouvera dans la présente note et la note 26 (Instruments financiers : Fonds de dotation) des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'Université relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

Gestion du risque financier : dispositif de gestion des risques

152. La gestion des placements est centralisée au Siège de l'ONU et l'Université n'est pas autorisée en temps ordinaire à procéder à des placements. L'Université gère les risques dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU et des directives pour la gestion des placements, sauf dérogation exceptionnelle lorsque les conditions justifient que des placements soient effectués localement suivant des paramètres bien définis conformes aux directives pour la gestion des placements.

153. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

154. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

155. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

156. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il

concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés.

Exposition maximale au risque de crédit

157. L'exposition maximale des actifs financiers au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces derniers à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le tableau ci-après indique l'exposition maximale des instruments financiers de l'entité au risque de crédit, avant la prise en compte de tout bien affecté en garantie ou de toute autre amélioration des termes de crédit et après déduction d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Exposition au risque de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 786	23 031
Placements à court terme	18 706	33 653
Placements à long terme (hors placements en actions)	195 461	226 780
Contributions volontaires à recevoir	42 098	51 034
Créances diverses, hors avances et charges comptabilisées d'avance	2 865	3 987
Total	277 916	338 485

158. L'Université n'a pas affecté de bien en garantie et ne bénéficie pas d'une quelconque amélioration des termes de crédit.

Risque de crédit : contributions à recevoir et créances diverses

159. Une grande partie des contributions à recevoir sont dues par des gouvernements souverains et des entités supranationales, notamment des entités des Nations Unies qui présentent un risque de crédit peu élevé.

Ancienneté des contributions volontaires et des créances diverses au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant brut à recevoir	Dépréciation
Montant ni impayé ni déprécié	44 456	(5 000)
Moins de 1 an	10 359	(6 450)
1 à 3 ans	15 700	(14 150)
Plus de 3 ans	37 062	(37 014)
Total	107 577	(62 614)

160. La provision pour créances douteuses comprend une estimation de dépréciation d'un montant de 59,0 millions de dollars, qui correspond à l'échelonnement des paiements en retard et aux versements à venir prévus par un accord pluriannuel passé avec des donateurs importants.

Risque de crédit : trésorerie et équivalents de trésorerie

161. Au 31 décembre 2022, l'Université était exposée à un risque de crédit portant sur les 18,79 millions de dollars qu'elle détenait sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Risque de crédit : fonds de gestion centralisée des liquidités

162. L'Université procède directement à des investissements et place une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans le fonds de gestion centralisée des liquidités administré par la Trésorerie de l'ONU. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités, qui comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis.

163. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque : il permet de faire des économies d'échelle et de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des produits sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

164. Au 31 décembre 2022, les fonds de gestion centralisée des liquidités détenaient des actifs d'une valeur totale de 11 873,9 millions de dollars (contre 11 799,7 millions de dollars en 2021), dont un montant de 32,4 millions de dollars dû à l'Université (contre 44,9 millions de dollars en 2021) ; la part des produits revenant à celle-ci s'élevait à 0,145 million de dollars (contre 0,044 million de dollars en 2021).

**Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre 2022 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	
Juste valeur avec contrepartie en résultat	
Placements à court terme	6 789 427
Placements à long terme	3 316 889
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	10 106 316
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 707 288
Produits des placements à recevoir	60 265
Total des prêts et créances	1 767 553
Total des actifs financiers (valeur comptable)	11 873 869
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montant dû à l'Université des Nations Unies	32 426
Montant dû aux autres participants	11 841 443
Total du passif	11 873 869
Actif net	—

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour l'année terminée le 31 décembre 2022 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produits des placements	178 646
(Moins-values) latentes	(137 034)
Produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	41 612
(Pertes de change)	(7 670)
Frais bancaires	(772)
(Pertes) d'exploitation du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	(8 442)
Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	33 170

**Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre 2021 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat	
Placements à court terme	8 839 722
Placements à long terme	1 654 439
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	10 494 161
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294 660
Produits des placements à recevoir	10 903
Total des prêts et créances	1 305 563
Total des actifs financiers (valeur comptable)	11 799 724
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montant dû à l'Université des Nations Unies	44 866
Montant dû aux autres participants	10 621 950
Total du passif	11 799 724
Actif net	—

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour l'année terminée le 31 décembre 2021 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produits des placements	46 322
Plus-values/(moins-values) latentes	(37 495)
Produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	8 827
Gains/(pertes) de change	(1 626)
Frais bancaires	(1 805)
Pertes d'exploitation du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	(3 431)
Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	5 396

Gestion du risque financier

165. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

166. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

167. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

168. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prévoient une vérification régulière de la notation des émetteurs et des contreparties. Les placements autorisés peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, avec des échéances inférieures ou égales à cinq ans. Les fonds de gestion centralisée des liquidités n'investissent pas dans les produits dérivés, les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, et les actions.

169. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la notation est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des placements.

170. Les notations utilisées sont celles données par les principales agences, Standard & Poor's, Moody's et Fitch pour les obligations, les certificats de dépôt et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. À la fin de l'année, les notations étaient les suivantes :

Ventilation des placements des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2022, par notation

(En pourcentage)

Fonds principal de gestion centralisée des liquidités									
Notations au 31 décembre 2022					Notations au 31 décembre 2021				
Obligations (notations à long terme)					Obligations (notations à long terme)				
	AAA/AAAu	AA+u/AA+/AA	Sans objet			AAA/AAAu	AA+u/AA+/AA	A-1/A-1+	Sans objet
Standard & Poor's	33,8	65,9	—	0,3	Standard & Poor's	47,8	48,1	0,4	3,7
	AAA	AA+/AA/AA-	A+	Sans objet/non noté		AAA	AA+/AA/AA-	Sans objet/non noté	
Fitch	61,9	22,5	0,2	15,4	Fitch	61,3	15,7	—	23,0
	Aaa	Aa1/Aa2/Aa3	Sans objet			Aaa	Aa1/Aa2/Aa3	A1	Sans objet
Moody's	66,7	30,9	—	2,4	Moody's	61,1	34,9	0,4	3,6
Effets de commerce/certificats de dépôt (notations à court terme)					Effets de commerce/certificats de dépôt (notations à court terme)				
	A-1+/A-1					A-1+/A-1			
Standard & Poor's	100,0				Standard & Poor's	100,0			
	F1+/F1	Non noté				F1+/F1	Non noté		
Fitch	97,7	2,3			Fitch	96,7	3,3		
	P-1/P2					P-1/P2			
Moody's	100,0				Moody's	100,0			
Dépôts à terme/dépôts à vue (notation de viabilité de Fitch)					Dépôts à terme/dépôts à vue (notation de viabilité de Fitch)				
	aa-	a+/a/a-				aa/aa-	a+/a/a-		
Fitch	35,9	64,1			Fitch	34,1	65,9		

171. La Trésorerie de l'ONU suit de près les notations et, étant donné que les investissements de l'Université ne portent que sur des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

Gestion du risque financier : risque de liquidité (fonds de gestion centralisée des liquidités)

172. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont exposés à un risque de liquidité, car les participants doivent effectuer des retraits à bref délai. Ils conservent des disponibilités et des titres négociables en quantités suffisantes pour faire face aux engagements des participants au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Par conséquent, le risque de liquidité est considéré comme faible.

Gestion des risques financiers : risque de liquidité (actifs et passifs financiers)

173. Le solde de trésorerie, les placements et les contributions à recevoir de l'Université couvrent nettement les besoins actuels de décaissement. Le tableau ci-après présente une ventilation chronologique du total des actifs financiers de l'Université en fonction des échéances contractuelles restantes.

Échéances des actifs financiers au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Moins de 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 786	—	—	18 786
Placements à court terme	18 706	—	—	18 706
Placements à long terme	—	9 058	373 832	382 890
Contributions volontaires à recevoir	28 502	13 596	—	42 098
Créances diverses	2 865	—	—	2 865
Total des actifs financiers	68 859	22 654	373 832	465 345

Échéances des passifs financiers au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis, sans actualisation)

	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>3 à 12 mois</i>	<i>Plus de 1 an</i>	<i>Total</i>
Dettes et charges à payer	5 513	—	—	5 513
Total	5 513	—	—	5 513

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)

174. C'est principalement par l'intermédiaire des fonds de gestion centralisée des liquidités que l'Université est exposée au risque de taux d'intérêt, les fonds administrant des instruments financiers porteurs d'intérêts, à savoir les placements, la trésorerie et les équivalents de trésorerie à taux fixe. À la date de clôture, ces placements comprenaient principalement des titres à échéance plutôt courte, la durée maximale étant de moins de cinq ans (2021 : trois ans). La durée moyenne des titres était de 0,77 année au 31 décembre 2022 (0,49 année en 2021), ce qui est considéré comme un indicateur de risque peu élevé.

Analyse de la sensibilité des fonds de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt

175. L'analyse de la sensibilité des fonds de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt illustre la façon dont la juste valeur des fonds à la date de clôture évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la variation de la juste valeur correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'excédent ou du déficit et de l'actif net. Le tableau ci-après décrit l'incidence de déplacements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces déplacements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2022

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
--	------	------	------	-----	---	-----	------	------	------

(En millions de dollars des États-Unis)

**Augmentation/(diminution)
de la juste valeur**

Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	168,98	126,73	84,48	42,24	—	(42,23)	(84,46)	(126,69)	(168,91)
---	--------	--------	-------	-------	---	---------	---------	----------	----------

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2021

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
--	------	------	------	-----	---	-----	------	------	------

(En millions de dollars des États-Unis)

**Augmentation/(diminution)
de la juste valeur**

Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	113,63	85,22	56,81	28,40	—	(28,40)	(56,80)	(85,19)	(113,58)
---	--------	-------	-------	-------	---	---------	---------	---------	----------

Autres risques de prix

176. Les fonds de gestion centralisée des liquidités ne sont pas exposés à d'autres risques de prix significatifs, car ils n'empruntent pas de titres, n'en vendent pas à découvert et n'en achètent pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

177. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur avec contrepartie en résultat. La valeur nominale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est une approximation de leur juste valeur.

178. Les différents niveaux de fiabilité sont définis comme suit :

- a) Niveau 1 : cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;
- b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours) soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif et le passif considéré ;
- c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non attestés).

179. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de marché à la date de clôture et déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties. Un marché est dit actif lorsque les cours sont communiqués rapidement et régulièrement par une bourse, un courtier ou une maison de courtage, une association professionnelle, un service de cotation ou un organisme de réglementation et que ces cours sont déterminés par des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. La valeur des actifs financiers

composant le fonds principal de gestion centralisée des liquidités est calculée sur la base du cours acheteur.

180. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation tirant le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour calculer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2.

181. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture, les justes valeurs des actifs détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, classées par niveau de fiabilité. Aucun actif financier n'était classé au niveau 3, il n'y a pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre : fonds principal de gestion centralisée des liquidités

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022			31 décembre 2021		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat						
Obligations émises par des entreprises	65 200	—	65 200	29 997	—	29 997
Obligations émises par des organismes d'État (hors États-Unis)	1 974 662	—	1 974 662	1 595 405	—	1 595 405
Obligations émises par des institutions supranationales	789 587	—	789 587	812 539	—	812 539
Bons du Trésor américain	1 348 056	—	1 348 056	197 390	—	197 390
Obligations souveraines (hors États-Unis)	96 713	—	96 713	90 163	—	90 163
Fonds principal – effets de commerce	—	1 747 461	1 747 461	—	3 033 880	3 033 880
Fonds principal – certificats de dépôt	—	2 654 637	2 654 637	—	2 824 787	2 824 787
Fonds principal – dépôts à terme	—	1 430 000	1 430 000	—	1 910 000	1 910 000
Total	4 274 218	5 832 098	10 106 316	2 725 494	7 768 667	10 494 161

Note 26

Instruments financiers : Fonds de dotation

182. La responsabilité fiduciaire du placement des actifs du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies incombe au Secrétaire général. Celui-ci a délégué cette responsabilité à son représentant pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, lequel est secondé par le Bureau de la gestion des investissements de la Caisse.

183. Le Représentant du Secrétaire général, avec l'aide du Bureau de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions, examine le portefeuille du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies et vérifie périodiquement les résultats de la ou du gestionnaire de portefeuille. Le Comité des placements de la Caisse suit de très près les placements réalisés avec les actifs du Fonds de dotation et donne des conseils à ce sujet.

184. Les placements du Fonds de dotation sont gérés par une société mondiale de gestion des investissements, sous le contrôle du Bureau de la gestion des investissements et du Représentant du Secrétaire général. L'Université privilégie une stratégie d'investissement passif, fondée sur des indices équilibrés au niveau mondial.

En février 2022, elle s'est orientée vers un investissement durable et tient désormais compte des questions d'environnement, de société et de gouvernance pour toutes les catégories d'actifs. Les placements se font dans des fonds indiciels cotés, et l'objectif est d'obtenir le même rendement que les indices de référence, à savoir l'indice Morgan Stanley Capital International All Country World Investible ESG Focus Index pour les actions et l'indice Bloomberg Morgan Stanley Capital International United States Universal Choice ESG Screened Index pour les obligations.

185. Les critères de gestion des investissements définis par l'Assemblée générale à l'intention du Bureau de la gestion des investissements de la Caisse sont les suivants :

a) **la sécurité** : il s'agit d'assurer une répartition adéquate par catégorie d'actifs, région ou pays, monnaie, secteur et branche, fondée sur des recommandations d'investissement qui reposent sur des recherches minutieuses et des éléments solides et sur une gestion dynamique du portefeuille permettant de tirer parti de la non-simultanéité des cycles économiques, de l'évolution des marchés et des fluctuations de change. Toutes les catégories d'actifs étant exposées à un risque de marché, la sécurité des actifs investis ne peut être que relative ;

b) **la liquidité** : pour satisfaire au critère de liquidité, les actifs investis doivent pouvoir être aisément négociés sur des marchés boursiers ou sur d'autres marchés solides, stables et obéissant aux lois de la concurrence. La liquidité est une condition nécessaire des remaniements rapides de portefeuille qu'il faut opérer pour maximiser le rendement global des investissements ou limiter les risques de pertes ;

c) **la rentabilité** : toute décision d'investissement doit s'appuyer sur une anticipation de rendement global positif, prenant dûment en compte les risques, en particulier le risque de marché, commun à toutes les valeurs d'une même catégorie et habituellement atténué (mais non éliminé) par la diversification ;

d) **la convertibilité** : il s'agit de la facilité avec laquelle les actifs investis peuvent être échangés contre une monnaie convertible. La convertibilité facilite les paiements en monnaies locales. La responsabilité fiduciaire envers les participants à la Caisse exige que tous les actifs investis soient aisément et intégralement convertibles en dollars des États-Unis, étant donné que la valeur de réalisation des avoirs de la Caisse est exprimée en dollars, tout comme les résultats des évaluations actuarielles dont elle fait l'objet.

186. La répartition stratégique des actifs approuvée et les indices de référence retenus dans la politique d'investissement du Fonds de dotation de l'Université sont les suivants :

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Indice de référence</i>	<i>Part dans la répartition stratégique des actifs (pourcentage)</i>
Actions	Morgan Stanley Capital International All Country World Investible ESG Focus Index	50
Obligations	Bloomberg Morgan Stanley Capital International United States Universal Choice ESG Screened Index	50
Total		100

187. L'indice de référence retenu auparavant dans la politique d'investissement était le suivant :

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Indice de référence</i>	<i>Part dans la répartition stratégique des actifs (pourcentage)</i>
Actions	Morgan Stanley Capital International All Country World Investible Market Index	50
Obligations	Bloomberg Barclays United States Aggregate Bond Index	50
Total		100

188. En vertu de la décision prise par le Conseil de l'Université des Nations Unies à sa quarante-sixième session, le montant annuel des retraits de liquidités opérés sur le Fonds de dotation est plafonné à 5 % de la valeur de réalisation moyenne de ce fonds, calculée sur cinq ans. Pour assurer la viabilité du Fonds de dotation, les retraits ont été plafonnés à 4,75 % pour l'exercice biennal 2022-2023.

Gestion du risque financier

189. Le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, avec l'aide du Bureau de la gestion des investissements, approuve la répartition stratégique des actifs, les objectifs de rendement des placements et les principes et directives de placement. En outre, le rendement du portefeuille du Fonds de dotation fait l'objet d'un contrôle régulier.

190. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives de l'ONU pour la gestion des placements et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

191. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des investissements du Fonds de dotation par catégorie d'actifs :

	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Actions	187 429	220 371
Obligations	186 403	220 489
Trésorerie	2 245	2 647
Actifs financiers	376 077	443 507

Gestion du risque financier : risque de crédit

192. Afin de réduire le risque de crédit, l'Université des Nations Unies applique des mesures de gestion du risque sous le contrôle du Bureau de la gestion des investissements et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse des pensions.

193. Pour la gestion du risque de crédit lié aux opérations financières avec des contreparties (qui englobe le risque d'émetteur pour les titres négociables et le risque de règlement pour les instruments dérivés et les contrats du marché monétaire), les contreparties ne peuvent être que des grandes banques et des institutions financières ; par ailleurs, les directives limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie en fixant des plafonds de crédit et prévoient des exigences minimales de solvabilité pour chaque contrepartie. L'exposition au risque de crédit concerne principalement les placements en obligations de l'Université. Des mesures d'investissement adaptées permettent de gérer ce risque en n'autorisant l'Université à investir que dans des

obligations considérées comme des valeurs de premier ordre par au moins une agence de notation reconnue (Standard & Poor's ou Fitch) : une notation de BBB selon Standard & Poor's pour les obligations et une notation de viabilité F1+ selon Fitch pour les dépôts à vue ou à terme.

194. L'Université examine chaque année les plafonds de crédit appliqués et vérifie régulièrement la solvabilité des contreparties en fonction des conditions de crédit du marché. À la fin de l'année, les notations étaient les suivantes :

Notations du Fonds de dotation

31 décembre 2022	Total	Notations
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 245	Fitch : 100 % F1+
Obligations	186 403	Long-term Standard & Poor's : 64,8 % AAA ; 2,5 % AA ; 1 % A-1+ ; 12,4 % A ; 14,7 % BBB
Total	188 648	
<hr/>		
31 décembre 2021	Total	Notations
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 647	Fitch : 100 % F1+
Obligations	220 489	Long-term Standard & Poor's : 70,9 % AAA ; 2,7 % AA ; 0,7 % A- ; 11,2 % A ; 14,5 % BBB
Total	223 136	

195. Le risque de crédit est concentré lorsque plusieurs contreparties mènent des activités et présentent des caractéristiques économiques analogues qui font que leur capacité d'honorer leurs obligations contractuelles subit de la même façon les changements économiques ou d'autres fluctuations. L'analyse de la concentration du risque de crédit présentée dans le tableau ci-après ne porte que sur les actifs financiers soumis à ce type de risque. Pour les placements en obligations, cette concentration est contrôlée en fonction du secteur d'émission.

Fonds de dotation : concentration du risque de crédit lié aux obligations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Secteur		
Trésor	67 033	86 237
Secteur public	13 842	9 661
Dépenses des services centraux	56 169	58 124
Marché des capitaux (titrisation)	49 359	66 467
Total (obligations)	186 403	220 489

Fonds de dotation : concentration du risque de crédit lié aux actions

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Région		
Amérique du Nord	111 992	133 038
Marchés émergents	23 147	24 540
Marchés développés	52 290	62 793
Total (actions)	187 429	220 371

Gestion du risque financier : risque de liquidité

196. L'objectif de l'Université est de conserver des liquidités et des titres négociables lui permettant de faire face à ses besoins de trésorerie pour au moins 30 jours. Le financement des besoins de liquidités à long terme est par ailleurs assuré par des contributions annoncées d'un montant suffisant et par la possibilité de céder des titres.

197. Pour évaluer et gérer le risque de liquidité, l'Université prend en considération les flux de trésorerie escomptés des actifs financiers, notamment le solde de trésorerie et les contributions à recevoir. Le solde de trésorerie et les contributions à recevoir couvrent largement les besoins actuels de décaissement actuels.

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt

198. Au 31 décembre 2022, la duration effective moyenne des obligations détenues par l'Université était de 5,94 ans (contre 6,64 ans en 2021).

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

199. À la date de clôture, toutes autres variables, en particulier les taux de change, restant constantes, une fluctuation des taux d'intérêt de 200 points de base aurait eu pour effet d'augmenter (ou de diminuer) l'actif net et l'excédent ou le déficit comme suit :

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	50	100	150	200
(En millions de dollars des États-Unis)									
Augmentation/(diminution) de la juste valeur									
Analyse de sensibilité									
31 décembre 2022	22,1	16,6	11,1	5,5	–	-5,5	-11,1	-16,6	-22,1
31 décembre 2021	29,3	22,0	14,6	7,3	–	-7,3	-14,6	-22,0	-29,3

Risque de marché : risque de change

200. Le tableau ci-après indique la position nette ouverte par monnaie (euro, livre sterling et yen, principalement) à la fin de la période considérée.

Exposition du Fonds de dotation au risque de change

(En milliers de dollars des États-Unis, sans actualisation)

	<i>En dollars des États-Unis</i>	<i>Euro</i>	<i>Livre sterling</i>	<i>Yen</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
31 décembre 2022	299 781	16 748	4 427	14 706	38 554	374 216
31 décembre 2021	355 171	17 736	8 551	13 110	46 660	441 228

Risque de change : analyse de sensibilité

201. Le tableau ci-après indique les monnaies pour lesquelles l'Université était le plus exposée au risque de change au 31 décembre 2022. L'analyse visait à calculer l'effet qu'une fluctuation raisonnablement possible du dollar des États-Unis par rapport au cours de chaque monnaie aurait sur l'actif net et sur l'excédent ou le déficit, toutes autres variables restant constantes.

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux de change

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2022</i>		<i>31 décembre 2021</i>	
	<i>Actif net et excédent ou déficit</i>		<i>Actif net et excédent ou déficit</i>	
	<i>Appréciation</i>	<i>Dépréciation</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Dépréciation</i>
Euro (variation de 10 %)	(1 523)	1 861	(1 612)	1 971
Livre sterling (variation de 10 %)	(402)	492	(777)	950
Yen (variation de 10 %)	(1 337)	1 634	(1 192)	1 457
Autres (variation de 10 %)	(3 505)	4 284	(4 242)	5 184

Autres risques de prix

202. L'exposition de l'Université à d'autres risques de prix tient principalement aux placements en actions du Fonds de dotation. Si le prix de marché des actions avait augmenté ou baissé de 5 %, l'excédent ou le déficit aurait augmenté ou baissé de 9,4 millions de dollars (contre 11,0 millions de dollars en 2021) avec une variation identique de l'actif net.

203. L'Université n'est pas exposée à d'autres risques de prix significatifs, car elle n'emprunte pas de titres, n'en vend pas à découvert et n'en achète pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur

204. Tous les placements du Fonds de dotation ont cours sur des marchés actifs et sont classés au niveau de fiabilité 1. Aucun actif financier n'a été classé aux niveaux 2 ou 3, il n'y a pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre : Fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	Niveau 1	Niveau 1
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat		
Actions	187 429	220 371
Obligations	186 403	220 489
Total	373 832	440 860

Note 27

Parties liées

Principaux dirigeants

205. Par principaux dirigeants, on entend les fonctionnaires qui peuvent exercer une influence notable sur la prise de décisions financières et opérationnelles de l'Université. Dans le cas de l'Université, il s'agit de la Rectrice ou du Recteur, de la Vice-Rectrice ou du Vice-Rector principal(e), de la Vice-Rectrice ou du Vice-Rector, de la Directrice ou du Directeur de l'administration et de la ou du Chef du Service administratif, qui ont pour mandat de planifier, diriger et contrôler les activités de l'Université.

206. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

Principaux dirigeants au 31 décembre 2022

	Total
Nombre de postes (équivalents plein temps)	5

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total
Traitement et indemnité de poste	859
Autres indemnités et prestations	332
Indemnités non pécuniaires	317
Total des rémunérations pour l'année terminée le 31 décembre 2022	1 508
Encours des avances et prêts consentis au 31 décembre 2022	—

207. Le Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie met à la disposition de la Rectrice ou du Recteur, à titre gracieux, un logement de fonction dans les locaux de l'Université, au siège. Un montant mensuel fixe est facturé à celle-ci ou celui-ci pour les charges et l'entretien du logement.

208. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'Université. Les avances accordées aux principaux dirigeants au titre de prestations le sont conformément au Statut et au Règlement du personnel. Tous les fonctionnaires de l'Université peuvent bénéficier de telles avances.

Opérations entre parties liées : Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies

209. Conformément à ses statuts et dans l'esprit de la Charte de l'Université des Nations Unies, la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies a pour objectif de contribuer au développement de l'Université en lui apportant l'assistance et la coopération nécessaires pour qu'elle puisse trouver des réponses aux problèmes mondiaux pressants relatifs à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité, favoriser la diffusion des connaissances sur lesquelles reposent les solutions à ces problèmes mondiaux et contribuer ainsi à l'avancée des sciences et des technologies ainsi qu'à la promotion de la compréhension mutuelle à l'échelle internationale et de la coopération avec les pays en développement dans le domaine des technologies.

210. Créée en 1985, la Fondation est un organisme indépendant soumis aux lois et réglementations japonaises, ainsi qu'à ses propres statuts. Elle est administrée par un conseil qui supervise toutes ses opérations et activités. L'Université a conclu avec elle un mémorandum d'accord qui définit leurs rapports de coopération et régit l'utilisation du nom et du logo de l'Université.

211. La Fondation communique tous les ans à l'Université un état des produits et des charges. Ces déclarations indiquent le montant total des contributions reçues par la Fondation et le montant retenu pour couvrir les dépenses liées à ses activités (qui sont intégralement financées par le produit de ses placements et par ses réserves).

212. En 2022, la Fondation a versé à l'Université une contribution en espèces d'un montant net non audité de 0,17 million de dollars, qui couvre, entre autres, la location de bureaux dans le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo (0,04 million de dollars). Ce montant se décompose comme suit : 0,13 million de dollars reçu par la Fondation et 0,04 million provenant de ses réserves. Le solde (non audité) des réserves de la Fondation s'établissait à 4,22 millions de dollars au 31 décembre 2022.

Opérations entre parties liées : coentreprises sur lesquelles l'Université exerce une influence notable, comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence

213. Les opérations cofinancées relatives à la sûreté et la sécurité et à l'enquête sur les salaires du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination font l'objet d'accords contraignants. L'Université a une influence notable sur ces activités, ce qui signifie, au sens de la norme IPSAS 8 (Participations dans des coentreprises), qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux aspects financiers et opérationnels de ces activités, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur elles. La participation de l'Université à ces activités correspond à sa part du passif net calculée en fonction du pourcentage qui lui a été alloué pour leur financement. Les coefficients de partage des coûts évoluent en fonction de facteurs clés tels que le nombre d'employés et l'espace total occupé. Étant donné que ces activités sont déficitaires, elles sont comptabilisées comme passifs non courants. La part revenant à l'Université dans les excédents de fonctionnement de ces activités pour l'année terminée le 31 décembre 2022 s'établit à 0,07 million de dollars et il en est rendu compte dans l'état de la performance financière. Lorsque certaines opérations relatives à ces activités sont comptabilisées

directement en actif net, la part de ces opérations revenant à l'Université est enregistrée en situation nette ; le solde des écarts actuariels découlant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel est comptabilisé en résultat. Les variations des comptes des activités contrôlées conjointement pendant l'année sont présentées dans le tableau ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Coût au 1^{er} janvier	65	91
Variation sur l'année :		
Variation de l'actif net des activités contrôlées conjointement comptabilisées en situation nette	(47)	(18)
Part du déficit/(de l'excédent) pour l'année des activités contrôlées conjointement comptabilisées en résultat	68	(8)
Total des variations des activités contrôlées conjointement pour l'année	86	65
Montant net du passif présenté dans l'état de la situation financière	86	65

214. Il n'y a pas de passifs éventuels liés aux participations de l'Université dans les entités contrôlées conjointement ou dans les coentreprises sur lesquelles l'Université a une influence notable.

Note 28

Contrats de location et engagements

Contrats de location-financement

215. L'Université a recours à des contrats de location-financement pour les éléments suivants : bâtiments, mobilier et agencements. La valeur nette comptable de chaque catégorie d'actifs à la fin de l'année est la suivante :

Valeur nette comptable des contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Bâtiments	54 022	52 516
Mobilier et agencements	28	45
Total de la valeur comptable nette des contrats de location-financement	54 050	52 561

216. Parmi les autres éléments de passif, un montant de 47,37 millions de dollars correspond aux actifs faisant l'objet d'accords à long terme de cession de droits d'usage sans contrepartie considérés comme des contrats de location-financement dans l'état de la situation financière. Les locaux dont l'accord de cession de droits d'usage est considéré comme un contrat de location-financement sont le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo, la Casa Silva Mendes à Macao (Chine), le bâtiment de l'Institut international pour la santé mondiale à Kuala Lumpur et la résidence accueillant les chargés de recherche à court terme à Accra.

217. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location-financement non résiliables portant sur du matériel et de l'outillage ou sur du mobilier et des agencements sont les suivants :

Engagements au titre de contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Paielements minimaux à effectuer</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Échéance inférieure à 1 an	13	21
Échéance comprise entre 1 et 5 ans	12	26
Total des engagements minimaux au titre de contrats de location-financement	25	47
Charges financières futures	(0)	(1)
Total des engagements minimaux futurs au titre de contrats de location-financement	25	46

Contrats de location simple

218. L'Université a recours à des contrats de location simple portant sur l'utilisation de bâtiments et de photocopieurs. Le montant total de ces contrats comptabilisés en charges s'est établi à 20,01 millions de dollars pour l'année. Il comprend 18,95 millions de dollars au titre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie, et les produits correspondants sont classés parmi les contributions volontaires dans l'état de la performance financière. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Engagements au titre de contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Paielements minimaux à effectuer</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Échéance inférieure à 1 an	851	920
Échéance comprise entre 1 et 5 ans	1 531	1 702
Échéance supérieure à 5 ans	2 670	2 931
Total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple	5 052	5 553

219. Pour les locaux, la durée des contrats de location simple est comprise entre 1 et 20 ans et certains baux prévoient des clauses de renouvellement. Pour les photocopieurs, la durée des contrats est généralement comprise entre 1 et 5 ans, mais certains contrats comportent une clause de prolongation ou prévoient la possibilité d'une résiliation anticipée avec un préavis de 30, 60 ou 90 jours. Les montants présentés dans les tableaux correspondent aux engagements futurs pour la durée minimale du bail prévu dans le contrat de location et tiennent compte de l'augmentation annuelle des paiements exigibles fixée dans le contrat.

Engagements contractuels

220. À la date de clôture, les montants des engagements au titre des immobilisations corporelles et des biens et services pour lesquels un marché avait été passé mais n'avait pas été exécuté étaient les suivants :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Immobilisations corporelles	54	12
Biens et services	13 109	14 998
Total	13 163	15 010

221. Les biens et services comprennent les contrats passés avec des vacataires (9,73 millions de dollars) et les contrats relatifs aux services d'entretien, de nettoyage et de sécurité pour le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo (0,92 millions de dollars).

Note 29

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Provisions et passifs éventuels

222. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont l'extinction entraînera plus que probablement une sortie de ressources. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Cette estimation est actualisée lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif. Il est fait état d'un passif éventuel lorsque l'issue des litiges en cours est incertaine et que le montant de la perte ne peut pas être estimé de façon satisfaisante. Au 31 décembre 2022, il n'était fait état d'aucune provision d'un montant significatif ni d'aucun passif éventuel.

Actifs éventuels

223. Conformément à la norme IPSAS 19 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels), des actifs éventuels sont constatés lorsqu'un événement pourrait s'accompagner d'avantages économiques pour l'Université.

224. Au 31 décembre 2022, les actifs éventuels pour les contributions futures s'élevaient à 6,29 millions de dollars (2021 : 8,14 millions). Ces contributions seront inscrites dans les comptes des périodes au cours desquelles il sera satisfait aux critères de comptabilisation des produits.

Note 30

Événements postérieurs à la date de clôture

225. Il ne s'est produit entre la date de clôture et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

Annexe I

État de la situation financière au 31 décembre 2022 – ventilation par fonds des opérations courantes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>Centre de l'UNU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'UNU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-IIST</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>
Actif							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 346	–	1 909	26	118	1	–
Placements	16 003	–	1 137	104	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	8 357	–	5 165	1 676	111	344	–
Créances diverses	251	7	61	272	–	16	–
Autres éléments d'actif	250	30	126	13	1	6	–
Soldes débiteurs interfonds	–	350	5 463	4 981	898	308	355
Total des actifs courants	36 207	387	13 861	7 072	1 128	675	355
Actifs non courants							
Placements	7 749	–	551	50	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	765	–	2 046	64	–	19	–
Immobilisations corporelles	173	42 968	166	75	10 920	105	–
Immobilisations incorporelles	197	–	24	4	–	–	–
Autres éléments d'actif	167	–	–	–	17	–	–
Total des actifs non courants	9 051	42 968	2 787	193	10 937	124	–
Total de l'actif	45 258	43 355	16 648	7 265	12 065	799	355
Passif							
Passifs courants							
Dettes et charges à payer	257	44	46	261	47	39	9
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	–	–	417	–	–	–	–
Avantages du personnel	1 146	14	487	71	31	9	9
Contrats de location	8	–	5	–	–	–	–
Autres éléments de passif	–	1 946	–	–	410	6	–
Soldes créditeurs interfonds	30 600	–	–	–	–	–	–
Total des passifs courants	32 011	2 004	955	332	488	54	18

État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>Centre de l'UNU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'UNU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-IIST</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>
Passifs non courants							
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	—	—	—	—	40	—	—
Avantages du personnel	—	—	—	—	—	—	—
Contrats de location	12	—	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	35 142	—	—	9 018	88	—
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	28	1	11	6	5	1	—
Total des passifs non courants	40	35 143	11	6	9 063	89	—
Total du passif	32 051	37 147	966	338	9 551	143	18
Total net de l'actif et du passif	13 207	6 208	15 682	6 927	2 514	656	337
Actif net							
Excédents/(déficits) cumulés	13 207	6 208	15 682	6 927	2 514	656	337
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif net	13 207	6 208	15 682	6 927	2 514	656	337

État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes							
	UNU-IAS	UNU-INWEH	UNU-CRIS	UNU-EHS	UNU-IIGH	UNU-FLORES	UNU-IRADDA	UNU-IESR
Actif								
Actifs courants								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	2 415	—	382	—	—	—	—
Placements	—	78	—	—	—	—	—	—
Contributions volontaires à recevoir	1 013	95	1 311	6 697	294	2 439	—	—
Créances diverses	4	15	—	143	3	13	—	—
Autres éléments d'actif	27	—	5	15	46	1	—	—
Soldes débiteurs interfonds	6 696	—	1 279	4 565	3 381	1 917	—	—
Total des actifs courants	7 740	2 603	2 595	11 802	3 724	4 370	—	—
Actifs non courants								
Placements	—	38	—	—	—	—	—	—
Contributions volontaires à recevoir	13	2 950	3 884	1 753	232	1 870	—	—
Immobilisations corporelles	11	2	2	27	762	17	—	—
Immobilisations incorporelles	—	—	—	7	—	—	—	—
Autres éléments d'actif	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des actifs non courants	24	2 990	3 886	1 787	994	1 887	—	—
Total de l'actif	7 764	5 593	6 481	13 589	4 718	6 257	—	—
Passif								
Passifs courants								
Dettes et charges à payer	206	3	490	49	114	7	—	—
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	427	—	—	421	33	—	—	—
Avantages du personnel	277	67	22	215	56	97	—	—
Contrats de location	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	—	—	—	47	—	—	—
Soldes créditeurs interfonds	—	46	—	—	—	—	—	—
Total des passifs courants	910	116	512	685	250	104	—	—

État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>							
	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>	<i>UNU-EHS</i>	<i>UNU-IIGH</i>	<i>UNU-FLORES</i>	<i>UNU-IRADDA</i>	<i>UNU-IESR</i>
Passifs non courants								
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	—	—	—	—	—	—	—	—
Avantages du personnel	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrats de location	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	—	—	—	709	—	—	—
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	9	5	2	8	5	5	—	—
Total des passifs non courants	9	5	2	8	714	5	—	—
Total du passif	919	121	514	693	964	109	—	—
Total net de l'actif et du passif	6 845	5 472	5 967	12 896	3 754	6 148	—	—
Actif net								
Excédents/(déficits) cumulés	6 845	5 472	5 967	12 896	3 754	6 148	—	—
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif net	6 845	5 472	5 967	12 896	3 754	6 148	—	—

État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total : fonds des opérations courantes</i>	<i>Fonds de dotation</i>	<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite</i>	<i>Élimination</i>	<i>Total (UNU)</i>
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 197	2 244	345	–	18 786
Placements	17 322	–	1 384	–	18 706
Contributions volontaires à recevoir	27 502	1 000	–	–	28 502
Créances diverses	785	2 080	–	–	2 865
Autres éléments d'actif	520	–	–	–	520
Soldes débiteurs interfonds	30 193	16 583	453	(47 229)	–
Total des actifs courants	92 519	21 907	2 182	(47 229)	69 379
Actifs non courants					
Placements	8 388	373 832	670	–	382 890
Contributions volontaires à recevoir	13 596	–	–	–	13 596
Immobilisations corporelles	55 228	–	–	–	55 228
Immobilisations incorporelles	232	–	–	–	232
Autres éléments d'actif	184	–	–	–	184
Total des actifs non courants	77 628	373 832	670	–	452 130
Total de l'actif	170 147	395 739	2 852	(47 229)	521 509
Passif					
Passifs courants					
Dettes et charges à payer	1 572	3 941	–	–	5 513
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	1 298	–	–	–	1 298
Avantages du personnel	2 501	–	422	–	2 923
Contrats de location	13	–	–	–	13
Autres éléments de passif	2 409	–	–	–	2 409
Soldes créditeurs interfonds	30 646	16 583	–	(47 229)	–
Total des passifs courants	38 439	20 524	422	(47 229)	12 156

État de la situation financière au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total : fonds des opérations courantes</i>	<i>Fonds de dotation</i>	<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite</i>	<i>Élimination</i>	<i>Total (UNU)</i>
Passifs non courants					
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	40	—	—	—	40
Avantages du personnel	—	—	9 585	—	9 585
Contrats de location	12	—	—	—	12
Autres éléments de passif	44 957	—	—	—	44 957
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	86	—	—	—	86
Total des passifs non courants	45 095	—	9 585	—	54 680
Total du passif	83 534	20 524	10 007	(47 229)	66 836
Total net de l'actif et du passif	86 613	375 215	(7 155)	—	454 673
Actif net					
Excédents/(déficits) cumulés	86 613	—	(7 155)	—	79 458
Fonds de dotation	—	375 215	—	—	375 215
Total de l'actif net	86 613	375 215	(7 155)	—	454 673

Annexe II

État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022 – ventilation par fonds des opérations courantes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>Centre de l'UNU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'UNU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-IIST</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>
Produits							
Contributions volontaires	7 410	16 945	4 865	1 696	778	619	13
Produit des placements	–	–	–	–	–	–	–
Produits divers	2 035	1 214	827	586	253	14	–
Prélèvements sur le Fonds de dotation	1 775	–	–	–	–	–	–
Total des produits	11 220	18 159	5 692	2 282	1 031	633	13
Charges							
Traitements, indemnités et prestations	9 589	364	4 963	1 391	1 108	336	63
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	855	15 337	434	388	249	85	13
Voyages	900	1	1 096	85	25	66	13
Charges afférentes aux placements (montant net)	(108)	–	(5)	(1)	–	–	–
Amortissement	76	2 257	92	4	477	13	–
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	1 139	–	2 014	160	52	259	4
Fournitures et consommables	323	26	131	22	27	23	3
Frais de fonctionnement divers	4 234	1 222	4 589	1 910	269	105	248
Charges diverses	5	–	2	–	–	–	–
Fonds de dotation : charges	–	–	–	–	–	–	–
Total des charges	17 013	19 207	13 316	3 959	2 207	887	344
Excédent/(déficit) pour l'année	(5 793)	(1 048)	(7 624)	(1 677)	(1 176)	(254)	(331)

État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>	<i>UNU-EHS</i>	<i>UNU-IIGH</i>	<i>UNU-FLORES</i>	<i>UNU-IESR</i>
Produits							
Contributions volontaires	5 074	203	6 967	3 141	979	1 051	–
Produit des placements	–	–	–	–	–	–	–
Produits divers	660	5	48	658	306	173	–
Prélèvements sur le Fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	–
Total des produits	5 734	208	7 015	3 799	1 285	1 224	–
Charges							
Traitements, indemnités et prestations	2 812	1 097	492	3 710	1 556	1 623	–
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	25	109	198	387	55	232	–
Voyages	479	8	45	473	104	45	–
Charges afférentes aux placements (montant net)	–	–	–	–	–	–	–
Amortissement	2	2	(1)	14	47	10	–
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	557	60	34	943	443	255	–
Fournitures et consommables	110	17	38	36	24	52	–
Frais de fonctionnement divers	1 528	414	1 061	3 731	666	543	–
Charges diverses	1	–	–	1	–	–	–
Fonds de dotation : charges	–	–	–	–	–	–	–
Total des charges	5 514	1 707	1 867	9 295	2 895	2 760	–
Excédent/(déficit) pour l'année	220	(1 499)	5 148	(5 496)	(1 610)	(1 536)	–

État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total : fonds des opérations courantes</i>	<i>Fonds de dotation</i>	<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite</i>	<i>Élimination</i>	<i>Total (UNU)</i>
Produits					
Contributions volontaires	49 741	—	—	—	49 741
Produit des placements	—	—	—	—	—
Produits divers	6 779	33	453	(2 819)	4 446
Prélèvements sur le Fonds de dotation	1 775	—	—	(1 775)	—
Total des produits	58 295	33	453	(4 594)	54 187
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	29 104	—	917	(453)	29 568
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	18 367	—	—	—	18 367
Voyages	3 340	—	—	—	3 340
Charges afférentes aux placements (montant net)	(114)	66 782	(8)	—	66 660
Amortissement	2 993	—	—	—	2 993
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	5 920	—	—	(10)	5 910
Fournitures et consommables	832	—	—	—	832
Frais de fonctionnement divers	20 520	264	—	(2 356)	18 428
Charges diverses	9	—	—	—	9
Fonds de dotation : charges	—	1 775	—	(1 775)	—
Total des charges	80 971	68 821	909	(4 594)	146 107
Excédent/(déficit) pour l'année	(22 676)	(68 788)	(456)	—	(91 920)

Annexe III

État des crédits ouverts au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	Solde inutilisé
Centre de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	3 125	5 185	8 310	7 276	336	7 612	698
Traitements et autres dépenses de personnel	9 101	50	9 151	5 754	46	5 800	3 351
Frais généraux	2 348	(50)	2 298	1 788	27	1 815	483
Total partiel	14 574	5 185	19 759	14 818	409	15 227	4 532
Bâtiment du siège de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	—	—	—	—	—	—	—
Traitements et autres dépenses de personnel	349	41	390	364	4	368	22
Frais généraux	3 170	(770)	2 400	2 025	96	2 121	279
Total partiel	3 519	(729)	2 790	2 389	100	2 489	301
UNU-WIDER							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	9 434	(754)	8 680	7 507	94	7 601	1 079
Traitements et autres dépenses de personnel	3 957	(104)	3 853	3 226	—	3 226	627
Frais généraux	862	4	866	514	34	548	318
Total partiel	14 253	(854)	13 399	11 247	128	11 375	2 024
UNU-MERIT							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	2 417	—	2 417	1 792	2	1 794	623
Traitements et autres dépenses de personnel	2 126	—	2 126	1 275	20	1 295	831
Frais généraux	1 093	—	1 093	616	113	729	364
Total partiel	5 636	—	5 636	3 683	135	3 818	1 818
UNU-IIST							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	123	226	349	236	13	249	100
Traitements et autres dépenses de personnel	1 599	(475)	1 124	1 013	—	1 013	111
Frais généraux	679	100	779	475	—	475	304
Total partiel	2 401	(149)	2 252	1 724	13	1 737	515

État des crédits ouverts au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	
UNU-INRA							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	344	18	362	236	59	295	67
Traitements et autres dépenses de personnel	394	–	394	376	–	376	18
Frais généraux	117	23	140	133	7	140	–
Total partiel	855	41	896	745	66	811	85
UNU-BIOLAC							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	553	(150)	403	231	15	246	157
Traitements et autres dépenses de personnel	88	–	88	69	1	70	18
Frais généraux	68	(20)	48	25	–	25	23
Total partiel	709	(170)	539	325	16	341	198
UNU-CRIS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	779	(204)	575	476	83	559	16
Traitements et autres dépenses de personnel	550	(26)	524	479	–	479	45
Frais généraux	475	(20)	455	118	304	422	33
Total partiel	1 804	(250)	1 554	1 073	387	1 460	94
UNU-IAS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	6 542	(1 765)	4 777	4 425	282	4 707	70
Traitements et autres dépenses de personnel	690	–	690	561	12	573	117
Frais généraux	294	15	309	134	3	137	172
Total partiel	7 526	(1 750)	5 776	5 120	297	5 417	359
UNU-INWEH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	200	48	248	118	–	118	130
Traitements et autres dépenses de personnel	1 227	–	1 227	1 076	–	1 076	151
Frais généraux	335	–	335	175	–	175	160
Total partiel	1 762	48	1 810	1 369	–	1 369	441

État des crédits ouverts au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	Solde inutilisé
UNU-EHS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	7 308	(300)	7 008	6 847	153	7 000	8
Traitements et autres dépenses de personnel	1 158	(42)	1 116	952	4	956	160
Frais généraux	270	42	312	310	—	310	2
Total partiel	8 736	(300)	8 436	8 109	157	8 266	170
UNU-IIGH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	798	494	1 292	1 025	118	1 143	149
Traitements et autres dépenses de personnel	1 524	—	1 524	1 389	2	1 391	133
Frais généraux	333	—	333	270	—	270	63
Total partiel	2 655	494	3 149	2 684	120	2 804	345
UNU-FLORES							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	529	37	566	538	2	540	26
Traitements et autres dépenses de personnel	1 641	(189)	1 452	1 383	1	1 384	68
Frais généraux	194	5	199	184	1	185	14
Total partiel	2 364	(147)	2 217	2 105	4	2 109	108
UNU-IRADDA							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	—	—	—	—	—	—	—
Traitements et autres dépenses de personnel	—	—	—	—	—	—	—
Frais généraux	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	—	—	—	—	—	—	—
Total	66 794	1 419	68 213	55 391	1 832	57 223	10 990

Annexe IV

État des contributions, de janvier à décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Centre de l'ONU				
Vice-rectorat de l'ONU en Europe				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	—	817	213	1 030
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
Union européenne (Commission européenne)	—	235	—	235
<i>Autres</i>				
Centre de recherches pour le développement international	—	801	—	801
Centre de recherche sur les politiques				
Dons émanant d'autorités publiques				
Australie, Ministère des affaires étrangères et du commerce	—	51	—	51
Norvège, Ministère des affaires étrangères	—	342	—	342
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	—	433	—	433
Suède, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Unité de coopération pour la recherche)	—	298	—	298
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ministère de l'intérieur	—	(1)	—	(1)
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Cabinet du Secrétaire général	—	286	—	286
Organisation internationale pour les migrations	—	46	—	46
Programme des Nations Unies pour le développement	—	50	—	50
Fondation pour les Nations Unies	—	209	—	209
<i>Autres</i>				
Université de Coventry	—	149	—	149
Institut de hautes études internationales et du développement de Genève	—	26	—	26
Global Initiative against Transnational Organized Crime	—	—	53	53
Centre de recherches pour le développement international	—	148	—	148

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
LGT Group	—	104	—	104
Association des banquiers du Liechtenstein	—	20	—	20
Robert Bosch Stiftung GmbH	—	502	—	502
Stiftelsen Global Challenges Foundation	—	184	—	184
Stiftung Fürstlicher Kommerzienrat Guido Feger Foundation	—	29	—	29
Tarom Foundation	—	26	—	26
United States Institute of Peace	—	278	—	278
Centre de recherche sur les politiques (Genève)				
Dons émanant d'autorités publiques				
Suisse, Département fédéral des affaires étrangères	—	722	—	722
Rectorat				
Dons émanant d'autorités publiques				
Japon, Ministère des affaires étrangères	—	1 163	—	1 163
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Association des marchés de producteurs de Tokyo	—	71	—	71
Centre de l'UNU à Kuala Lumpur				
Dons émanant d'autorités publiques				
Malaisie, Ministère de l'enseignement supérieur	—	—	24	24
Gouvernance en ligne				
Dons émanant d'autorités publiques				
Portugal	—	—	112	112
Portugal, Administrative Modernization Agency	—	11	—	11
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
EIT KIC Urban Mobility SL	—	4	—	4

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
<i>Autres</i>				
SDAC – Digital Solutions to Support Communities	–	4	–	4
Centre de l'ONU	–	7 008	402	7 410
Bâtiment et terrain du siège de l'ONU				
Dons émanant d'autorités publiques				
Japon, Ministère des affaires étrangères	–	–	16 945	16 945
Bâtiment et terrain du siège de l'ONU	–	–	16 945	16 945
UNU-WIDER				
Dons émanant d'autorités publiques				
Finlande, Ministère de l'environnement	–	–	386	386
France, Agence française de développement	–	179	–	179
Afrique du Sud, Département du Trésor	–	2 669	–	2 669
Royaume-Uni, Ministère du développement international	–	1 236	–	1 236
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (Programme des Nations Unies pour le développement)	–	224	–	224
<i>Autres</i>				
Institute of Development Studies	–	66	–	66
Peace Process Support – The Secretariat	–	105	–	105
UNU-WIDER	–	4 479	386	4 865
UNU-MERIT				
Dons émanant d'autorités publiques				
Conseil municipal de Maastricht	–	287	–	287
Pays-Bas (Royaume des), Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences	–	1 067	–	1 067

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Maastricht Graduate School of Governance	–	60	–	60
Stichting Deltares	–	20	–	20
Stichting Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology	–	262	–	262
UNU-MERIT	–	1 696	–	1 696
UNU-IIST				
Dons émanant d'autorités publiques				
Macao Foundation	–	252	410	662
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Union internationale des télécommunications	–	80	–	80
<i>Autres</i>				
Fondation pour l'Institut de hautes études internationales et du développement	–	36	–	36
UNU-IIST	–	368	410	778
UNU-INRA				
Dons émanant d'autorités publiques				
Ghana, Ministère de l'éducation	–	–	54	54
Zambie	–	–	31	31
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Commission économique pour l'Afrique	–	292	–	292
<i>Autres</i>				
Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres	–	242	–	242
UNU-INRA	–	534	85	619

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
UNU-BIOLAC				
Dons émanant d'autorités publiques				
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	13	13
UNU-BIOLAC	–	–	13	13
UNU-CRIS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Belgique	–	5 662	177	5 839
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Université de Gand	–	351	–	351
Vrije Universiteit Brussel	–	777	–	777
UNU-CRIS	–	6 790	177	6 967
UNU-IAS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Ville de Yokohama	–	–	13	13
Conseil de l'enseignement de la Préfecture d'Ibaraki	–	6	–	6
Préfecture d'Ishikawa	–	186	–	186
Japon, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie	–	980	–	980
Japon, Ministère de l'environnement	–	3 373	–	3 373
Ville de Kanazawa	–	189	–	189
Korean Environment Corporation	–	77	–	77
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	–	14	–	14
Université de commerce de Chiba	–	4	–	4
Université d'Ehime	–	4	–	4
Université d'Hiroshima	–	4	–	4
Université d'Hokkaido	–	4	–	4
Université chrétienne internationale	–	4	–	4

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
International University of Japan	—	4	—	4
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	—	18	—	18
Agence japonaise pour la science et la technologie	—	42	—	42
Japan Society for the Promotion of Science	—	34	—	34
Université de Kanagawa	—	4	—	4
Université de Kanazawa	—	4	—	4
Université Keio	—	4	—	4
Université Kwansei Gakuin	—	4	—	4
Université Kyushu Sangyo	—	4	—	4
Université d'éducation de Nara	—	4	—	4
Université Notre Dame Seishin	—	4	—	4
Université Ochanomizu	—	4	—	4
Université d'Okayama	—	4	—	4
Institut des sciences et de la technologie d'Okinawa (Université de troisième cycle)	—	4	—	4
Université médicale et pharmaceutique d'Osaka	—	4	—	4
Université métropolitaine d'Osaka	—	4	—	4
Université d'Osaka, Institut pour les initiatives académiques	—	4	—	4
Université Ryukoku	—	4	—	4
Université de musique Showa	—	3	—	3
Université Soka	—	4	—	4
Université Sophia (Tokyo)	—	4	—	4
Sumitomo Foundation	—	14	—	14
Université Tokai	—	4	—	4
Université de la ville de Tokyo	—	4	—	4
Institut de technologie de Tokyo	—	4	—	4
Université des études étrangères de Tokyo	—	4	—	4
Université des sciences de Tokyo	—	4	—	4

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Université Toyo	–	4	–	4
Université de Kitakyushu	–	4	–	4
Université de Tokyo	–	4	–	4
Université de Tsukuba	–	4	–	4
Université de Wakayama	–	1	–	1
UNU-IAS	–	5 061	13	5 074
UNU-INWEH				
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Programme des Nations Unies pour l'environnement	–	203	–	203
UNU-INWEH	–	203	–	203
UNU-EHS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	–	955	245	1 200
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
Union européenne (Commission européenne)	–	250	–	250
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (Programme des Nations Unies pour le développement)	–	230	–	230
Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	–	51	–	51
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	–	(121)	–	(121)
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes	–	99	–	99
<i>Autres</i>				
Alexander von Humboldt Foundation	–	2	–	2
CIMA Research Foundation	–	125	–	125
Agence allemande de coopération internationale	–	266	–	266
Eurac Research	–	43	–	43

État des contributions, de janvier à décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Centre de recherches pour le développement international	–	(3)	–	(3)
Initiative de Munich sur l'assurance climatique	–	153	–	153
OroVerde – Tropical Forest Foundation	–	22	–	22
Zukunft – Umwelt – Gesellschaft (ZUG) gGmbH	–	824	–	824
UNU-EHS	–	2 896	245	3 141
UNU-IIGH				
Dons émanant d'autorités publiques				
Malaisie, Ministère de l'enseignement supérieur	–	–	47	47
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Centre de recherches pour le développement international	–	890	–	890
London School of Hygiene and Tropical Medicine	–	42	–	42
UNU-IIGH	–	932	47	979
UNU-FLORES				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	–	639	–	639
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et des arts (Saxe)	–	(32)	229	197
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Alexander von Humboldt Foundation	–	6	–	6
BoB Immobilienkonzepte GmbH	–	307	–	307
Institut de recherche sur le changement mondial de l'Académie des sciences tchèque	–	(101)	–	(101)
Particuliers	–	3	–	3
UNU-FLORES	–	822	229	1 051
Total	–	30 789	18 952	49 741

Note : Dans les contributions aux fonds des opérations courantes, les montants négatifs tiennent principalement à des ajustements comptables et à des remboursements aux donateurs (voir annexe VI).

Annexe V

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
Fonds des opérations courantes					
Centre de l'ONU					
Dons émanant d'autorités publiques					
Australie, Ministère des affaires étrangères et du commerce	—	51	(33)	(1)	17
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	2 920	817	(1 783)	(193)	1 761
Japon, Ministère des affaires étrangères	—	1 163	(1 163)	—	—
Pays-Bas (Royaume des), Ministère des affaires étrangères	367	—	(332)	—	35
Agence norvégienne de coopération pour le développement	1 615	—	(646)	(240)	729
Norvège, Ministère des affaires étrangères	—	342	(342)	—	—
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	—	433	—	—	433
Portugal	5 000	—	—	—	5 000
Portugal, Administrative Modernization Agency	—	11	(11)	—	—
Suède, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Unité de coopération pour la recherche)	—	298	(298)	—	—
Suisse, Département fédéral des affaires étrangères	216	722	(485)	24	477
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth	85	—	(85)	—	—
Royaume-Uni, Ministère de l'intérieur	328	(1)	(307)	(20)	—
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
EIT KIC Urban Mobility	—	4	(4)	—	—
Union européenne (Commission européenne) ^a	25	44	(70)	1	—
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Cabinet du Secrétaire général	—	286	(286)	—	—
Organisation internationale pour les migrations	—	46	(46)	—	—
Programme des Nations Unies pour le développement	295	50	(305)	—	40
Fondation pour les Nations Unies	—	209	(209)	—	—

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
<i>Autres</i>					
Université de Coventry	—	149	(35)	(1)	113
Association des marchés de producteurs de Tokyo	12	71	(76)	(1)	6
Institut de hautes études internationales et du développement de Genève	—	26	—	1	27
Humanity United	50	—	(50)	—	—
Centre de recherches pour le développement international	—	949	(347)	(49)	553
LGT Group	—	104	—	4	108
Association des banquiers du Liechtenstein	23	20	(21)	1	23
Robert Bosch Stiftung GmbH	—	502	(502)	—	—
SDAC – Digital Solutions to Support Communities	—	4	(4)	—	—
Stiftelsen Global Challenges Foundation	44	184	(207)	(2)	19
Stiftung Fürstlicher Kommerzienrat Guido Feger Foundation	—	29	—	1	30
Tarom Foundation	—	26	—	1	27
United States Institute of Peace	—	278	(51)	—	227
Centre de l'ONU	10 980	6 817	(7 698)	(474)	9 625
UNU-WIDER					
Dons émanant d'autorités publiques					
Finlande, Ministère des affaires étrangères	5 561	—	(2 312)	(321)	2 928
France, Agence française de développement	—	179	(123)	(3)	53
Norvège	5 470	—	(3 810)	(597)	1 063
Afrique du Sud, Département du Trésor	—	2 669	(1 252)	(151)	1 266
Suède, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Unité de coopération pour la recherche)	1 771	—	(781)	(226)	764
Royaume-Uni, Ministère du développement international	—	1 236	(366)	(27)	843

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2022	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022	À déduire : montants reçus en 2022	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (Programme des Nations Unies pour le développement)	–	225	(225)	–	–
<i>Autres</i>					
Institute of Development Studies	160	66	(148)	(11)	67
Peace Process Support – The Secretariat	–	105	(105)	–	–
Université de Copenhague, Département d'économie	356	–	(108)	(21)	227
UNU-WIDER	13 318	4 480	(9 230)	(1 357)	7 211
UNU-MERIT					
Dons émanant d'autorités publiques					
Conseil municipal de Maastricht	–	287	–	20	307
Pays-Bas (Royaume des), Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences	1 170	1 067	(1 120)	17	1 134
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Banque européenne d'investissement	341	–	(21)	(21)	299
Maastricht Graduate School of Governance	–	60	(60)	–	–
Stichting Deltares	–	20	(20)	–	–
Stichting Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology	–	262	(262)	–	–
Université du Sussex	14	–	(12)	(2)	–
WASTE	45	–	(45)	–	–
UNU-MERIT	1 570	1 696	(1 540)	14	1 740

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
UNU-IIST					
Dons émanant d'autorités publiques					
Macao Foundation	5	207	(113)	1	100
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
Union européenne (Commission européenne)	—	16	(16)	—	—
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Union internationale des télécommunications	—	80	(80)	—	—
<i>Autres</i>					
Fondation pour l'Institut de hautes études internationales et du développement	—	36	(26)	1	11
UNU-IIST	5	339	(235)	2	111
UNU-INRA					
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Commission économique pour l'Afrique	—	292	(120)	—	172
<i>Autres</i>					
Centre de recherches pour le développement international	28	—	—	(2)	26
Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres	—	241	(69)	(9)	163
UNU-INRA	28	533	(189)	(11)	361
UNU-CRIS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Belgique	113	5 662	(1 041)	(317)	4 417
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Université de Gand	—	351	(65)	(19)	267
Vrije Universiteit Brussel	—	777	(229)	(37)	511
UNU-CRIS	113	6 790	(1 335)	(373)	5 195

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
UNU-IAS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Conseil de l'enseignement de la Préfecture d'Ibaraki	—	6	(6)	—	—
Préfecture d'Ishikawa	43	186	(188)	(3)	38
Japon, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie	—	980	(980)	—	—
Japon, Ministère de l'environnement	—	3 373	(2 506)	41	908
Ville de Kanazawa	44	189	(188)	(7)	38
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	24	—	(24)	—	—
<i>Autres</i>					
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	16	14	(8)	—	22
Université de commerce de Chiba	—	4	(4)	—	—
Université d'Ehime	—	4	(4)	—	—
Université d'Hiroshima	—	4	(4)	—	—
Université d'Hokkaido	—	4	(4)	—	—
Université chrétienne internationale	—	4	(4)	—	—
International University of Japan	—	4	(4)	—	—
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	—	123	(123)	—	—
Agence japonaise pour la science et la technologie	—	43	(43)	—	—
Japan Society for the Promotion of Science	27	34	(37)	(4)	20
Université de Kanagawa	—	4	(4)	—	—
Université de Kanazawa	—	4	(4)	—	—
Université Keio	—	4	(4)	—	—
Korean Environment Corporation	—	77	(77)	—	—
Université Kwansei Gakuin	—	4	(4)	—	—
Université Kyushu Sangyo	—	4	(4)	—	—
Université de Nara	—	4	(4)	—	—

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
Université Notre Dame Seishin	—	4	(4)	—	—
Université Ochanomizu	—	4	(4)	—	—
Université d'Okayama	—	4	(4)	—	—
Institut des sciences et de la technologie d'Okinawa (Université de troisième cycle)	—	4	(4)	—	—
Université médicale et pharmaceutique d'Osaka	—	4	(4)	—	—
Université métropolitaine d'Osaka	—	3	(3)	—	—
Université d'Osaka, Institut pour les initiatives académiques	—	4	(4)	—	—
Resona Holdings	—	93	(93)	—	—
Université Ryukoku	—	4	(4)	—	—
Université de musique Showa	—	3	(3)	—	—
Université Soka	—	4	(4)	—	—
Université Sophia	—	4	(4)	—	—
Sumitomo Foundation	—	14	(14)	—	—
Université Tokai	—	4	(4)	—	—
Université de la ville de Tokyo	—	4	(4)	—	—
Institut de technologie de Tokyo	—	4	(4)	—	—
Université des études étrangères de Tokyo	—	4	(4)	—	—
Université des sciences de Tokyo	—	4	(4)	—	—
Université Toyo	—	4	(4)	—	—
Université de Kitakyushu	—	4	(4)	—	—
Université de Tokyo	—	4	(4)	—	—
Université de Tsukuba	—	4	(4)	—	—
Université de Wakayama	—	1	(1)	—	—
UNU-IAS	154	5 259	(4 414)	27	1 026

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
UNU-INWEH					
Dons émanant d'autorités publiques					
Canada, Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement	4 684	—	(1 546)	(188)	2 950
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Programme des Nations Unies pour l'environnement	—	203	(178)	—	25
<i>Autres</i>					
Université McMaster	148	—	(69)	(9)	70
UNU-INWEH	4 832	203	(1 793)	(197)	3 045
UNU-EHS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Allemagne, Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire	4 760	—	(1 484)	(384)	2 892
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	3 282	955	(1 622)	(217)	2 398
Ministère de l'éducation et de la recherche (Rhénanie-du-Nord-Westphalie)	1 135	—	(522)	(81)	532
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
Union européenne (Commission européenne)	—	215	(215)	—	—
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (Programme des Nations Unies pour le développement)	—	230	(230)	—	—
Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	—	51	(51)	—	—
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	522	(121)	(346)	1	56
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes	—	99	(99)	—	—
<i>Autres</i>					
Alexander von Humboldt Foundation	—	2	(2)	—	—

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
CIMA Research Foundation	–	125	(34)	(3)	88
Eurac Research	795	43	(401)	(63)	374
Frankfurt School of Finance and Management	47	–	(42)	(5)	–
Institut allemand de recherches et d'essais aérospatiaux	23	–	(22)	(1)	–
Agence allemande de coopération internationale	–	266	(179)	–	87
Fondation allemande pour la recherche	177	–	(163)	(7)	7
Centre de recherches pour le développement international	17	(3)	(14)	–	–
Initiative de Munich sur l'assurance climatique	1 604	152	(462)	(97)	1 197
Munich Re Foundation	119	–	(64)	(7)	48
Université de Newcastle	104	–	(20)	(11)	73
OroVerde – Tropical Forest Foundation	–	22	(22)	–	–
Zukunft – Umwelt – Gesellschaft (ZUG) gGmbH	–	824	(147)	19	696
UNU-EHS	12 585	2 860	(6 141)	(856)	8 448
UNU-HIGH					
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Bill and Melinda Gates Foundation	727	–	(727)	–	–
Centre de recherches pour le développement international	–	890	(335)	(30)	525
London School of Hygiene and Tropical Medicine	–	42	(41)	–	1
UNU-HIGH	727	932	(1 103)	(30)	526

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
UNU-FLORES					
Dons émanant d'autorités publiques					
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	3 462	639	(1 197)	(227)	2 677
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et des arts (Saxe)	1 818	(29)	(573)	(111)	1 105
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Alexander von Humboldt Foundation	—	6	(6)	—	—
BoB Immobilienkonzepte GmbH	—	308	—	(20)	288
Institut allemand de recherches et d'essais aérospatiaux	86	—	(53)	(7)	26
Agence allemande de coopération internationale	80	—	—	(5)	75
Institut de recherche sur le changement mondial de l'Académie des sciences tchèque	98	(101)	—	3	—
Technische Universität Dresden	205	—	(56)	(10)	139
UNU-FLORES	5 749	823	(1 885)	(377)	4 310
UNU-IRADDA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Algérie	8 000	—	—	—	8 000
UNU-IRADDA	8 000	—	—	—	8 000
UNU-IESR					
Dons émanant d'autorités publiques					
Sénégal, Ministère des affaires étrangères	5 000	—	—	—	5 000
UNU-IESR	5 000	—	—	—	5 000
Total : fonds des opérations courantes au 31 décembre 2022	63 061	30 732	(35 563)	(3 632)	54 598

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2022</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2022</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2022</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2022</i>
Fonds de dotation					
Centre de l'UNU					
Dons émanant d'autorités publiques					
Portugal	1 000	—	—	—	1 000
Centre de l'UNU	1 000	—	—	—	1 000
UNU-INRA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Cameroun	3 106	—	—	(192)	2 914
Zambie	200	—	—	—	200
UNU-INRA	3 306	—	—	(192)	3 114
UNU-IRADDA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Algérie	45 000	—	—	—	45 000
UNU-IRADDA	45 000	—	—	—	45 000
UNU-IESR					
Dons émanant d'autorités publiques					
Sénégal, Ministère des affaires étrangères	1 000	—	—	—	1 000
UNU-IESR	1 000	—	—	—	1 000
Total : fonds de dotation au 31 décembre 2022	50 306	—	—	(192)	50 114
Total des montants restants dus au 31 décembre 2022	113 367	30 732	(35 563)	(3 824)	104 712
Dépréciation des créances douteuses	(62 333)	(474)	—	193	(62 614)
Total net des montants restants dus au 31 décembre 2022	51 034	30 258	(35 563)	(3 631)	42 098

^a Y compris les pertes en trésorerie.

Annexe VI

État des remboursements aux donateurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Donateurs</i>	<i>Entité opérationnelle</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Agence japonaise pour la science et la technologie	UNU-IAS	1
Macao Foundation	UNU-IIST	37
Total des montants remboursés aux donateurs pour l'année		38

